



LA MÉTÉO: POSSIBILITÉ D'AVERSES, ÉCLAIRCIES.
MINIMUM: 8°, MAXIMUM: 16°.
DEMAIN: PLUTÔT NUAGEUX ET FRAIS. DÉTAILS PAGE A 2



Exotique Istanbul

Le touriste succombe volontiers au charme d'Istanbul, où les marques de deux millénaires de riches civilisations continuent de défier le temps.

page X 1



Un « success story »

Daniel Lavoie s'estime maintenant remboursé de quinze ans d'un travail souvent difficile, « ne serait-ce que par tout ce que j'ai appris sur moi-même ».

page D 1



Au Rideau Vert

Catherine Bégin aime aborder de nouveaux rôles. Cette fois, elle jouera celui de la Marquise, dans « L'heureux stratagème », de Marivaux, au Théâtre du Rideau Vert.

page D 1



Le procès de l'histoire

Au lieu d'être cause de la révolution technologique que des réformes pédagogiques, l'histoire ne se porte pas aussi bien qu'elle le devrait dans les écoles. Dans PLUS, le point sur l'enseignement de l'histoire.

À SON PLUS BAS NIVEAU DEPUIS AOÛT 1978 Le taux préférentiel des banques tombe à 10%

Les taux d'intérêt canadiens ont atteint, hier, leur plus bas niveau en sept ans. Toutes les grandes banques canadiennes ont en effet annoncé une réduction d'un quart de point de

CLAUDE PICHER

leur taux préférentiel, qui se situe maintenant à 10 p. cent. Il faut remonter à août 1978 pour voir un taux préférentiel plus avantageux, à 9,75 p. cent.

Cette baisse survient au lendemain de l'annonce, par la Banque du Canada, d'un faible recul de 0,01 p. cent du taux d'escompte officiel, qui se situe, lui aussi, à son plus bas niveau en sept

ans, soit 8,99 p. cent. Cette minuscule diminution n'aurait pas été suffisante, à elle seule, pour entraîner une réaction des banques.

Toutefois, le taux préférentiel des banques était demeuré stable, à 10,25 p. cent, depuis la fin août. Les banques ne bougeaient pas pour une raison bien simple: le taux d'escompte de la Banque du Canada, qui donne habituellement le signal, est également demeuré relativement stable tout au long de septembre, culminant à 9,31 p. cent le 19 septembre. Dès la semaine suivante, toutefois, il reculait d'un bon quart de point à la faveur de la dégringolade du dollar américain sur les marchés

des changes, mais les banques ne réagissaient toujours pas.

Réaction à retardement

La baisse du taux préférentiel des banques constitue en quelque sorte une réaction à retardement. Les banques maintiennent généralement un écart d'un point de pourcentage entre le taux d'escompte officiel et leur taux préférentiel.

La Banque Canadienne Impériale de Commerce a été la première, hier matin, à annoncer une baisse d'un quart de point de pourcentage. Elle a été rapidement suivie par toutes les institutions bancaires et par la Caisse centrale Desjardins. Cette baisse entre en vigueur, dans

toutes les institutions, à compter de lundi.

Le taux préférentiel des banques est celui qu'elles consentent à leurs meilleurs clients. Ce taux influence l'ensemble des taux d'intérêt sur les prêts et dépôts, mais les banques peuvent attendre quelques jours avant d'annoncer des modifications à ces taux.

Les hypothèques

Dans le cas des prêts hypothécaires, c'est différent: les mouvements du taux d'escompte (et, lorsque les banques réagissent, du taux préférentiel) n'ont pas toujours un impact direct sur ce genre de prêts.

voir TAUX en A 2

Raffinerie de Gulf: les opérations se poursuivront deux mois de plus

Gulf Canada Ltée a annoncé hier qu'elle prolongeait de deux mois l'exploitation de sa raffinerie de Montréal-Est afin de donner plus de temps à des acheteurs éventuels de faire des propositions concrètes.

CLAUDE-V. MARSOLAIS

Selon le vice-président des opérations au Québec, M. R. J. Parent, cette prolongation pourrait être suivie d'une autre si la raffinerie n'est pas vendue d'ici le 31 décembre. « Il est plutôt rare que l'on ferme en plein hiver alors que les ventes pour les produits pétroliers sont à leur plus haut niveau », a-t-il dit, en laissant entendre que les opérations pourraient se poursuivre jusqu'au printemps.

voir GULF en A 2



Deux mois de sursis pour les travailleurs André Blanchet et Yvon Vallée. Photothèque LA PRESSE

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Paris refuse de négocier séparément avec Moscou

PARIS — Tout en se déclarant « encourage » par les premières réactions américaines aux propositions sur le désarmement qu'il a présentées à Paris, le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a mis hier Washington au défi de prendre à son tour des mesures concrètes pour interdire la militarisation de l'espace et réduire les arsenaux nucléaires des deux superpuissances.

C'est avant de terminer sa visite à Paris que le chef du Kremlin a lancé ce défi au cours d'une impressionnante conférence de presse à l'Élysée en compagnie du président François Mitterrand. Ce dernier a rejeté l'offre soviétique de négocier séparément avec la France sur le désarmement nucléaire, tout en réaffirmant son hostilité au projet américain d'initiative de défense

stratégique», communément appelé « guerre des étoiles ».

M. Gorbatchev n'a pas paru considérer comme définitif le refus de son interlocuteur français de négocier séparément avec l'URSS. « Nous n'avons abordé cette question qu'hier et il serait étonnant que nous puissions en arriver à un accord aujourd'hui », a-t-il dit. Les propositions soviétiques créent « une situation radicalement nouvelle », a ajouté M. Gorbatchev. Il n'est pas exclu, a-t-il indiqué, que la France s'associe au processus de la négociation nucléaire.

Jeudi, à un mois et demi de son tête-à-tête avec le président

Ronald Reagan, à Genève, le chef du PC soviétique a divulgué une série de propositions. L'une portait sur la réduction par les deux supergrands de 50 p. cent des armements nucléaires capables d'atteindre le territoire de l'autre, en échange d'une interdiction complète par les deux parties des armements spatiaux d'attaque.

Il a aussi proposé à la France et à la Grande-Bretagne d'ouvrir une « discussion directe » sur leurs forces de frappe en abandonnant ainsi l'exigence de l'URSS de les comptabiliser dans le cadre des négociations soviéto-américaines en cours à

voir PARIS en A 2

Autres informations, page A 20

SOMMAIRE

Arts et Spectacles...	D 1 à D 24
— Habitat...	C 1 à C 13
— Horaires...	D 14
Bandes dessinées...	X 19, X 20
Bricolage...	C 6
Bridge...	X 17
Carrières et profess...	F 5 à F 7
Y 1 à Y 8, Z 1 à Z 8	
Décès, naissances, etc...	F 20
Economie...	F 1 à F 11
Etes-vous observateur?...	C 18
FEUILLETON	
Maryse...	C 19
« Génies en herbe »...	X 19
Horoscope...	C 16
Jardinage...	C 4
Le monde...	A 20
Loterie — résultats...	A 4
Maisons d'enseign...	A 22, A 23
Mots croisés...	C 20, C 23
« Mot mystère »...	C 17
Pleins feux...	A 7 à A 9
Quoi faire...	F 12
Restaurants...	E 4 à E 8
Sciences...	X 18
Sports...	B 1 à B 8
— Chasse et pêche...	B 4
Télévision...	D 22, D 23
Timbres...	X 17
Vacances-voyage...	X 1 à X 16
Vivre aujourd'hui...	A 17 à A 19

Une nouvelle bande dessinée dans LA PRESSE

À partir de demain et tous les dimanches, LA PRESSE présentera une bande dessinée inédite, conçue et réalisée par un jeune Québécois, Louis Pilon. Ne manquez pas les aventures de Camron dans « La naissance d'Adamus ». C'est à suivre! Pour en savoir davantage sur l'auteur, nous vous le présentons aujourd'hui en page cahier de la section Arts et Spectacles.



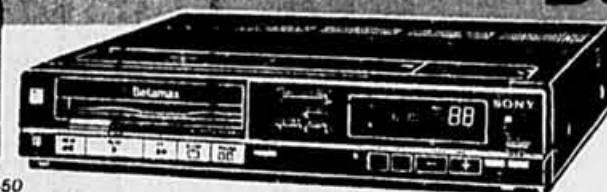
SONY

GRANDE VENTE d'ouverture

ÉGALEMENT: SL-20 À 429\$



SL-HFR-50



Betahi-fi READY

6 PROG./7 JOURS 105 CANAUX
TELECOMMANDE SANS FIL
IMAGE FIXE PARFAITE

Rég. 740\$

SPECIAL 499\$

RABAIS 250\$

le petit magasin au grand choix!

Dumoulin

8390 ST-HUBERT — 388-4636 / 4777

A UN PAS DU METRO CREMAZIE A UNE RUE DE METROPOLITAIN

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUES

LYSIANE GAGNON : Les prochaines élections seront fascinantes en ce qu'elles mettront aux prises deux chefs politiques qui batailleront pour autre chose que des drapeaux et des projets collectifs.

page B 7

JACQUES BOUCHARD : Beaucoup croient que l'élection de Pierre Marc Johnson est le coup de fouet qui permettra de sonner le ralliement des troupes péquistes.

page A 8

PLEINS FEUX

LOUIS FALARDEAU : Certains éloges qui pleuvent actuellement sur René Lévesque procèderaient-ils d'ennemis désireux de le récupérer au bénéfice de leur cause ?

page B 7

MARIANE FAVREAU : Le Vieux-Port doit-il retrouver ses rives d'origine ou devenir un endroit privilégié de détente et d'activités culturelles et récréatives ?

page B

MAURICE JANNARD : Les dernières semaines ont démontré que le Parti conservateur fédéral n'a pas le monopole du sens des affaires et que sa réputation de gestionnaire pourrait être remise en cause.

page A 8

JEAN-FRANÇOIS LISÉE : Rock Hudson aura réussi, par sa seule présence, à donner un visage sympathique à la maladie la plus controversée du siècle, le Sida.

page A 8

PIERRE SAINT-GERMAIN : Dans son virage amorcé depuis la mort de Mao, en 1976, la Chine doit lutter contre les dangers du dérapage libéral-bourgeois.

page A 9

ROGER AUQUE : Le meurtre de sang-froid d'un diplomate soviétique au Liban risque de créer une situation insoutenable pour la Syrie qui, jusqu'à maintenant, était le principal allié de Moscou en ces régions.

page A 9

FRANCIS PISANI : Les séismes meurtriers de septembre auront sur le Mexique, notamment sur sa capitale, des retombées politiques, administratives, écologiques et morales dont l'ampleur est pour l'instant insoupçonnée.

page A 9

ARTS ET SPECTACLES

JEAN BEAUNOYER : Si on lui en donne le temps et « l'espace », Daniel Lavoie devient un raconteur passionnant qui se rend enfin justice.

page D 1

RAYMOND BERNATCHEZ : Catherine Bégin jouera le jeu du désir en interprétant la Marquise de L'heureux stratagème de Marivaux, au Rideau Vert.

page D 1

GEORGES LAMON : Louis Pilon, bédéiste lancé par LA PRESSE à compter de demain, ajoute à la jeunesse et au talent l'humour et l'enthousiasme qui lui permettront de réussir.

page D 1

JEUNESSE

MARTHA GAGNON : Les créateurs d'Isotron, une firme spécialisée en informatique, croient que la seule publicité valable, c'est le travail bien fait.

page A 17

HABITAT

ROBERT DUBOIS : L'achat des fenêtres représente un investissement qui mérite et nécessite une analyse attentive.

page C 1

CHEZ SOI

LAURIER CLOUTIER : L'industrie de la moquette mise davantage sur la technologie et modifie sa politique de marketing pour accorder des prix spéciaux au consommateur.

page C 1



photo LA PRESSE
François Hertel avait 72 ans lorsque cette photo fut prise.

François Hertel est mort

■ L'écrivain et philosophe François Hertel est décédé hier à l'âge de 80 ans à l'hôpital du Sacré-Coeur, à Montréal.

Auteur d'une quarantaine d'ouvrages (poésie, romans, essais et études philosophiques), M. Hertel était hospitalisé depuis le mois de mars. Il fit un premier séjour à l'hôpital à Paris et fut de nouveau hospitalisé à son retour à Montréal en juin dernier.

Né à Rivière-Ouelle, près de La Pocatière, le 31 mai 1905, François Hertel, de son vrai nom Rudolphe Dubé, a fait ses études classiques au séminaire de Trois-Rivières et a été ordonné prêtre (S.J.) en 1939. Plutôt petit, tasse sur lui-même, c'est un homme plein d'humour. « Je n'ai peur de rien ni de personne, dira-t-il un jour, sauf des chiens quand ils sont méchants. »

Il enseigne la philosophie et la littérature à Montréal puis à Sudbury. Certains de ses élèves deviendront célèbres, tels Camille Laurin, Jacques-Yvan Morin et Pierre Trudeau. En 1946, il quitte les Jésuites pour devenir prêtre séculier et s'installe en Europe.

Un an plus tard, il obtient sa sécularisation et fonde, à Paris, la maison d'édition « La diaspora française ». Il s'exile volontairement en France : la vie de défrayé semblait trop difficile dans le Québec de l'époque à cet hedoniste, sorte de libre-penseur à la mode du 19e siècle.

Une époque

Érudite, passionné d'histoire, de géographie, il a fait un séjour au Canada en 1966-67 pour enseigner à l'Université Queen's, de Kingston. Cet écrivain généreux et sensible à beaucoup marqué la vie intellectuelle du Québec d'une certaine époque. A la fois poète, essayiste, dramaturge et romancier, il allie la générosité de son verbe à une très grande sensibilité.

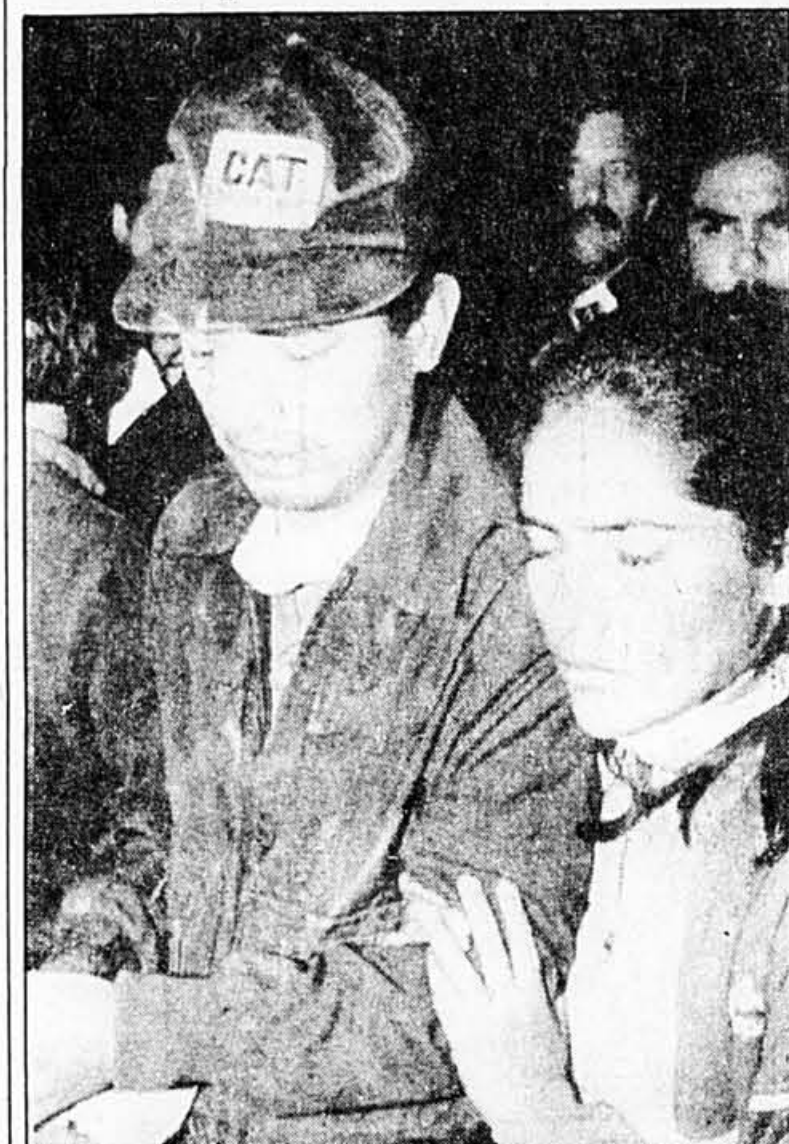
À noter

■ En raison d'une demande exceptionnellement élevée, nous désirons signaler à nos lecteurs que la section Carrières et Professions, en ce samedi, qui occupe les cahiers réguliers Y et Z, débordent également dans nos pages 5, 6 et 7 du cahier F de la section financière.



Des secouristes examinent le site d'un édifice détruit lors du tremblement de terre de Mexico tandis que d'autres creusent sous les décombres dans l'espoir d'en sortir un garçonnet de neuf ans qui s'y trouve emprisonné, toujours vivant, depuis plus de deux semaines.

Le petit Luis n'est plus qu'à cinq pieds de ses sauveteurs



Mauricio Maldonado et sa femme Sonia, attendent anxieusement pendant qu'on tente de dégager leur fils Luis des décombres de l'édifice.

■ MEXICO (AFP) — Le petit Luis Ramon Nafarrate, âgé de neuf ans, prisonnier des décombres de sa maison depuis le séisme du 19 septembre, est bien vivant : pour la première fois, hier matin, les équipes de sauvetage ont entendu sa voix assez distinctement pour réaliser qu'elles étaient peut-être tout près du but. Les secouristes seraient à cinq pieds de lui.

Luisito — ou Moncho comme l'appellent ses parents — n'avait communiqué jusqu'à présent avec l'extérieur que par des coups secs sur la dalle de ciment sous laquelle il se trouve.

Ce matin, les secouristes ont eu la satisfaction d'entendre vraisemblablement le dernier rescapé du tremblement de terre de Mexico, leur dire, d'une voix très faible, qu'il était toujours en vie.

Nous lui avons demandé, a rapporté un des sauveteurs, s'il était toujours là. Il a répondu : oui.

La nouvelle a été accueillie par des cris de joie et des applaudissements dans la rue adjacente, ou des dizaines de journalistes, de photographes et de curieux attendent, nuit et jour, que le petit Luis soit ramené à la surface sain et sauf.

Selon un représentant de la Croix-Rouge mexicaine, un nouveau tunnel a été ouvert dans les ruines à proximité de l'endroit où se trouve l'enfant. C'est probablement par cette voie qu'un contact verbal a pu être établi avec lui.

GULF

SUITE DE LA PAGE A 1

M. Parent signale qu'il y a présentement plusieurs acheteurs intéressés à acquérir la raffinerie et le réseau de distribution de Gulf au Québec et dans les Maritimes. La raffinerie de Montréal-Est et les 675 stations-service sont évaluées à \$358 millions.

Le ministre québécois de l'Énergie, M. Jean-Guy Rodrigue, s'est réjoui de la décision de Gulf et a confirmé que plusieurs groupes intéressés avaient pris contact avec son ministère afin d'obtenir des informations sur le marché pétrolier du Québec.

Parmi les compagnies les plus susceptibles d'acquérir la raffi-

nerie et son réseau de distribution, on mentionne le plus souvent Petro-Canada, Ultramar et Irving.

Ultramar a déjà fait une offre en août qui a été rejetée par Gulf et, depuis ce temps, il n'y a pas eu de développement.

Quant à Irving, certains spécialistes signalent qu'elle a une surcapacité de raffinage dans les Maritimes de sorte qu'elle serait plus intéressée à acquérir le réseau de distribution que la raffinerie de Montréal-Est. Par contre, d'autres soutiennent qu'elle approvisionne ses stations d'essence de l'Est du Québec par Ultramar ce qui lui permettrait de maintenir les opérations de raffinage ici si elle

faisait l'acquisition de l'ensemble des opérations.

D'après une source bien au fait de la situation pétrolière au Québec, il semblerait que seul Petro-Canada pourrait être en mesure de faire l'acquisition des installations de la compagnie. L'interlocuteur, qui n'a pas voulu être identifié, a rappelé que la ministre fédérale Pat Carney avait autorisé Petro-Can à acquérir toutes les installations canadiennes de Gulf au coût de \$1,8 milliard mais qu'en raison de pressions politiques, la société d'État avait limité sa gourmandise aux installations de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Au ministère provincial de l'Énergie, on a indiqué qu'un regroupement de distributeurs indépendants était également sur les rangs. Cependant, selon l'avis de M. Dussault, vice-président au marketing chez Sergaz, cette avenue a bien peu de chances de se réaliser en raison des intérêts divergents des indépendants.

Sergaz s'est toutefois associé avec un autre groupe afin d'acheter le réseau de distribution de Gulf.

La décision de Gulf de poursuivre ses opérations de raffinage jusqu'à la fin de décembre permettra un ultime sursis aux 450 travailleurs de l'usine.

TAUX

SUITE DE LA PAGE A 1

Le marché des hypothèques obéit en effet à d'autres règles, en particulier la demande de prêts, et il n'est pas assuré qu'une baisse du taux préférentiel soit automatiquement suivie d'une baisse des taux hypothécaires.

Le taux préférentiel des banques, dans la foulée des hausses

démontellerait dans la partie européenne de son territoire. Il n'est pas « sérieux » de le croire, a-t-il dit, en précisant qu'en Asie l'URSS « avait le nombre de fusées nécessaires pour équilibrer celles des États-Unis ».

M. Mitterrand a annoncé qu'il avait accepté l'invitation que lui avait faite M. Gorbatchev de se rendre en visite officielle en URSS, renouant ainsi avec une périodicité qui était de mise sous ses prédécesseurs. « Il y aura moins de problèmes si les intervalles entre les visites sont plus courts », a lancé M. Gorbatchev.

— UPI, AFP, Reuter, AP

PARIS

SUITE DE LA PAGE A 1

Genève. M. Gorbatchev a révélé qu'il avait mis au courant « Mme Thatcher par écrit » des dernières propositions soviétiques.

Dans sa déclaration liminaire, M. Mitterrand a souligné que la France n'avait « pratiquement pas de force nucléaire intermédiaire » et que pour lui il n'y avait « pas d'objet » à la discussion proposée par M. Gorbatchev. « La France ne dispose pas de marge, son problème est de

Aidez Centraide à aider

Objectif: 17 000 000 \$

\$1,975,000

Nos excuses

■ Ce n'est pas, bien sûr... « 60 articles par année » qui paraissent dans LA PRESSE, comme on le faisait dire hier à Alain Boucher, de la Centrale des Bibliothèques, à la suite d'une malencontreuse erreur. Il aurait fallu lire « 60 000 articles », selon les calculs faits par la Centrale.

Par ailleurs, nos lecteurs qui auraient pu être induits en erreur par notre titre de la A 14, LA PRESSE bientôt en format réduit, auront compris que leur journal favori sera bientôt microfilmé et non pas qu'on réduira les dimensions physiques de celui-ci.

La Quotidienne	à trois chiffres	à quatre chiffres
Tirage d'hier	019	9325

LA MÉTÉO

SAMEDI 5 OCTOBRE 1985
AUJOURD'HUI: Min.: 8° Max.: 16°
NUAGEUX
DEMAIN: NUAGEUX ET FRAIS



Québec	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	6	14	Pluie
Outaouais	8	16	Nuageux
Laval-des-Rapides	8	13	Pluie
Capitales de l'Est	8	15	Averses
Mauricie	8	14	Averses
Québec	7	15	Averses
La-Saint-Jean	5	14	Pluie
Limousin	3	13	Pluie
Gaspésie	3	13	Pluie
Bas-Caraïbe	4	12	Pluie
Sept-Îles	4	12	Pluie

États-Unis					
	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	12	16	N.-Orléans	18	25
Buffalo	10	17	Pittsburgh	13	18
Chicago	11	20	S. Francisco	17	34
Miami	26	31	Washington	16	17
New York	9	16	Dallas	18	28

les capitales					
	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	13	19	Madrid	12	10
Athènes	14	28	Moscou	10	20
Acapulco	19	31	Mexico	19	20
Berlin	15	25	Oslo	13	13
Bruxelles	13	23	Paris	17	17
Buenos Aires	15	26	Rome	14	14
Copenhague	15	18	Séoul	14	14
Génève	10	28	Stockholm	10	10
Hong Kong	21	28	Tokyo	17	17
Le Caire	19	23	Trinidad	21	21
Lisbonne	20	25	Vienne	11	11
London	15	18			

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	13	19	Madrid	12	21
Athènes	14	28	Moscou	10	16
Acapulco	19	31	Mexico	19	24
Berlin	15	25	Oslo	13	15
Bruxelles	13	23	Paris	17	27
Buenos Aires	15	26	Rome	14	29
Copenhague	15	18	Séoul	14	23
Genève	10	28	Stockholm	10	18
Hong Kong	21	28	Tokyo	17	25
La Caire	20	31	Trinidad	21	30
Lisbonne	19	25	Vienne	11	22
Londres	15	18			

Le feu fait plus de victimes

■ Le Québec a connu 14 283 incendies en 1984, qui ont fait 126 morts, 745 blessés et causé pour \$279 000 de dommages matériels. Par rapport à l'année précédente, ces statistiques indiquent une hausse des décès de l'ordre de 26 p. cent et une hausse des pertes matérielles de 9,8 p. cent.

C'est ce que révèle le rapport statistique de la Direction générale de la prévention des incendies (DGPI), du ministère des Affaires municipales. Ce document a été rendu public hier, lors du lancement de la Semaine de prévention des incendies.

Les statistiques démontrent toutefois que le nombre de décès et d'incendies mortels s'est situé, l'année dernière, en-deça de la moyenne des 10 dernières années. C'est la défaillance mécanique ou électrique qui est la principale cause des incendies, suivie de l'imprudence.

Cette année, la Semaine de prévention des incendies se déroulera sous le thème *L'avertisseur de fumée: notre veilleur de nuit*. Le ministre des Affaires municipales, M. Alain Marcoux, qui a procédé à l'inauguration de la Semaine, a d'ailleurs souligné l'importance de cet appareil dans la lutte contre les incendies.

Un premier salon provincial de la prévention des incendies se déroule depuis hier au Complexe Desjardins et ce, jusqu'au 11 octobre.

C'est l'Association des techniciens en prévention-incendie du Québec, un organisme sans but lucratif, qui organise ce salon.

Hell's accusés de meurtre

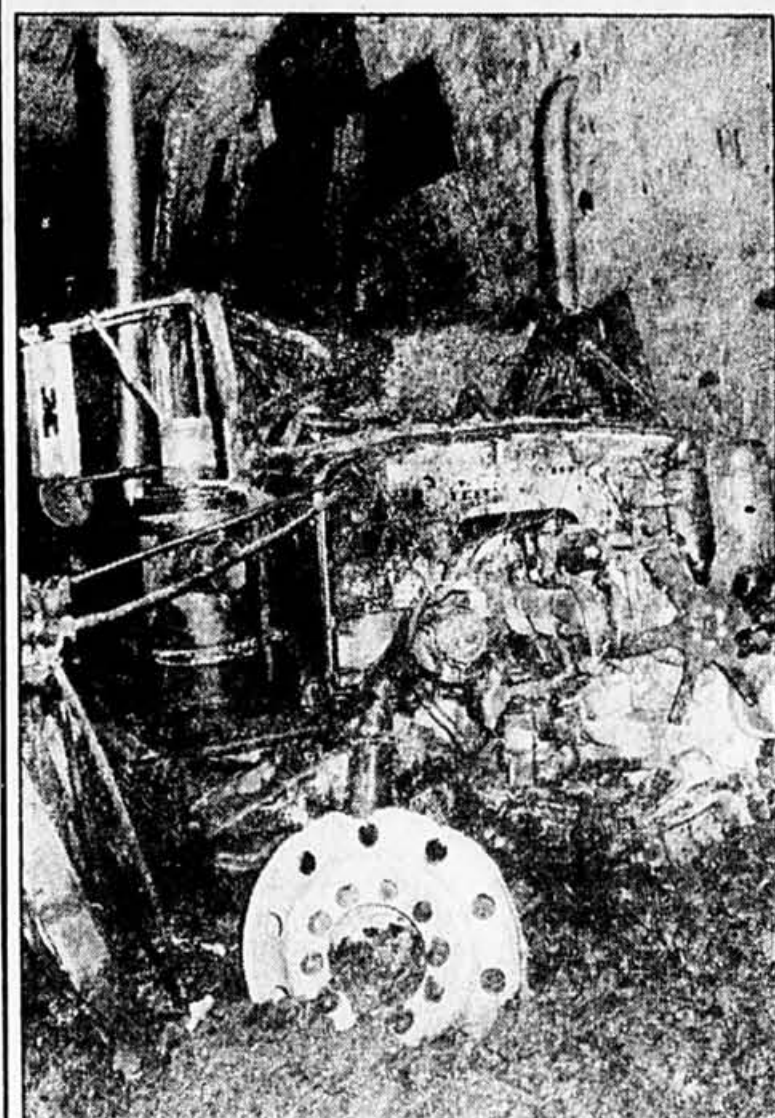
■ SHERBROOKE — Des accusations de meurtre au premier degré ont été portées hier contre quatre membres du chapitre de Halifax des Hell's Angels en rapport avec le règlement de compte qui a coûté la vie en mars à cinq de leurs «frères» de Laval.

Les accusés, qui étaient arrivés de Halifax la veille à bord d'un appareil du gouvernement du Québec, sont Michael John «Speedy» Christiansen, 36 ans, Patrick Pierre «Frenchie» Guernier, 32 ans, Randal «Blondie» Mersereau, 34 ans, et David «Wolf» MacDonald Carroll, 33 ans.

Ils ont comparu devant le juge Laurent Dube, de la Cour des sessions de la paix, à Sherbrooke. Comme dans tous les autres dossiers, leur enquête préliminaire a été fixée au 10 octobre. Ils sont détenus au centre Parthenais, à Montréal.

— Presse Canadienne

Sérieux dommages au tunnel Louis-H.-Lafontaine



Un violent incendie a éclaté au moment de l'impact, comme en font foi les restes du fardier. Il a fallu plus de quatre heures aux secouristes pour retirer le corps calciné prisonnier de la camionnette.

Le conducteur d'une camionnette meurt brûlé dans son véhicule

■ Un spectaculaire accident a causé de lourds dommages au tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine tôt hier matin lorsqu'un fardier est entré en collision avec une camionnette, près de la sortie sud.

Le conducteur du camion lourd, David Jessup, 30 ans, du Nouveau-Brunswick, pourrait être formellement accusé de négligence criminelle. Jessup a comparu hier devant le coroner Maurice Laniel. Il a été libéré sous caution en attendant sa comparution.

Le conducteur de l'autre véhicule, Jean-Baptiste Morin, 37 ans, de Montréal, a péri atrocement brûlé.

Le violent incendie qui a détruit les deux véhicules a causé de lourds dommages au revêtement du tunnel et en avant-midi, on a craint l'effondrement. Des experts de la firme Lavalin ont été appelés sur les lieux pour évaluer les dégâts et c'est à la suite de leurs tests que le tronçon ouest du tunnel a été fermé à la circulation.

Le conducteur du camion-remorque n'aurait pas respecté

un clignotant lumineux lui ordonnant de quitter la voie en raison de la présence d'une voiture en panne dans le tunnel.

Selon un porte-parole policier, le conducteur du fardier roulait à vive allure lorsqu'il s'est engouffré dans le tunnel, vers six heures hier matin. L'impact s'est produit à une cinquantaine de mètres de la sortie sud du tunnel, tout près de Longueuil, à un endroit où le tunnel est sous terre. «On a été assez chanceux que ça se produise à cet endroit et pas sous l'eau», a indiqué un porte-parole du ministère des Transports, M. Jean Rancourt.

Un violent incendie a éclaté tout de suite après l'impact. Sous l'intensité de la chaleur, les parois du tunnel ont été endommagées, le béton se transformant en poudre.

Les rares automobilistes qui circulaient à cette heure dans le tunnel ont pu éviter l'accident. Les pompiers de Montréal, dépêchés en toute hâte sur les lieux, n'ont rien pu faire pour secourir le malheureux prisonnier de sa camionnette. Il a fallu plus de quatre heures aux se-



Le conducteur du fardier, David Jessup.

couristes pour maîtriser le brasier.

Les spécialistes de Transports Québec travailleront durant tout le week-end à la réparation du tronçon endommagé. On précise toutefois que le tunnel n'aurait pas subi de dégâts irréparables, mais selon le porte-parole du ministère des Transports, on ne sera pas fixé sur la nature des réparations avant la semaine prochaine.

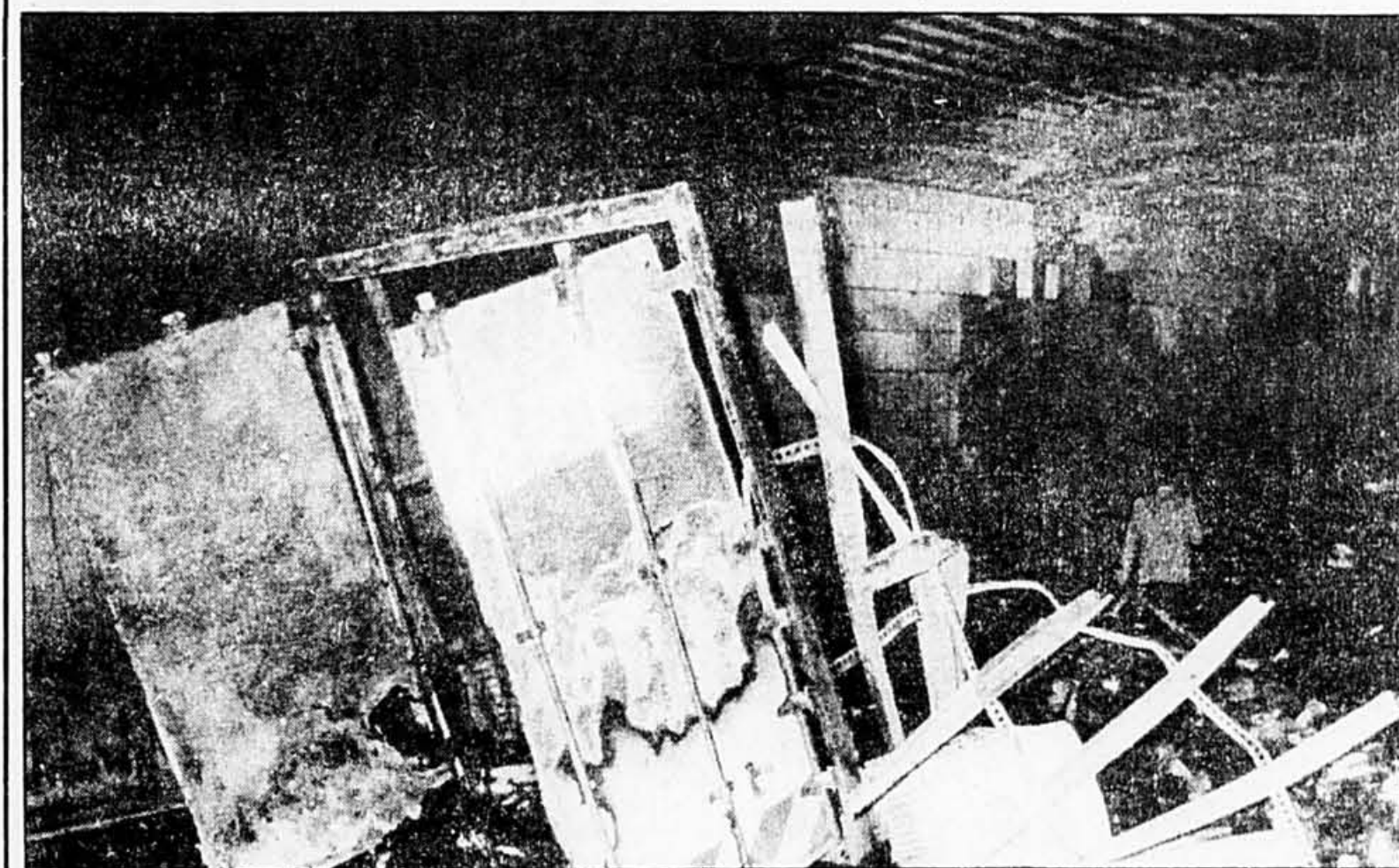
Circulation perturbée

■ L'accident du tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine a perturbé considérablement pendant toute la journée la circulation entre l'île de Montréal et la Rive-Sud.

Tous les ponts ont connu une augmentation d'affluence importante et il fallait compter au moins une heure d'attente avant de s'y engager. Le pire toutefois reste le pont Jacques-Cartier où en fin d'après-midi, l'attente atteignait trois heures. La rue Sherbrooke était encore complètement bloquée dans les deux directions.

Le tronçon ouest du tunnel Louis-H.-Lafontaine demeurera fermé durant tout le week-end au moins, pour les travaux de réparation.

Quant au tronçon est, une voie sert à la circulation en direction sud, une autre à la circulation vers le nord. La troisième est réservée aux cas d'urgence. Cet aménagement est toutefois temporaire et pourrait être modifié selon les besoins.



Le tunnel a subi de lourds dommages. Durant tout le week-end, des spécialistes travailleront à évaluer les dégâts et à mettre en marche les travaux de réparation. Les automobilistes doivent s'attendre à subir les inconvénients de la situation pendant plusieurs jours.

photos René Picard, LA PRESSE



photo Armand Trottier, LA PRESSE

Quatre familles délogées rue Des Érables

Un incendie a forcé l'évacuation de quatre familles sur le coup des 16 heures hier après-midi, à l'angle des rues Des Érables et Ontario, à Montréal. Le sinistre, qui semble d'origine accidentelle, a amené l'intervention d'une quarantaine de pompiers, qui ont dû lutter une heure avant de le maîtriser. Personne n'a heureusement été blessé.

Transformez vos épargnes en placements les Fonds Desjardins

Anjou (514) 355-2050
1-800-361-5808

Chicoutimi (418) 549-5746
1-800-463-9657

Laval (514) 668-5223
1-800-361-3303

Longueuil (514) 679-2810
1-800-361-5058

Montréal (514) 286-3225
1-800-361-2690

Québec (418) 653-6811
1-800-463-4792

Sherbrooke (819) 566-5667
1-800-567-6920

Si l'épargne ordinaire ne vous suffit plus, si vous êtes de plus en plus tenté par le marché des placements et si vous visez des rendements supérieurs... les Fonds Desjardins* vous offrent la souplesse et la rentabilité que vous recherchez.

Vous répartissez votre argent à votre choix entre les Fonds Desjardins Actions, Hypothèques, International, Obligations et l'Épargne garantie.

En plus de diversifier vos placements, vous bénéficiez de l'expertise de gestionnaires chevronnés.

Ainsi, vous prenez moins de risques et vous obtenez un meilleur rendement en tirant profit des fluctuations du marché.

Renseignez-vous davantage en communiquant avec l'un de nos conseillers. Et rappelez-vous que la Fiducie du Québec peut aussi vous aider en matière de financement, de services fiduciaires et de placements.



Fiducie du Québec

Le rendement, c'est important; le service l'est tout autant.

*Les Fonds Desjardins sont vendus par l'intermédiaire de prospectus.

desjardins

NE MANQUEZ PAS DE LIRE
NOTRE CAHIER SPÉCIAL SUR

LES BELLES ROUTES

Lundi prochain, 7 octobre

la presse



photo Armand Trottier, LA PRESSE
Le ministre Jean Garon inaugure hier soir la Semaine internationale de l'Agriculture et de l'Alimentation qui englobe cette année tous les plaisirs de la table.

C'est la semaine de l'agro-alimentaire

Le ministre Jean Garon inaugure officiellement hier soir la Semaine internationale de l'Agriculture et de l'Alimentation, Place Bonaventure.

Rappelant l'importance de l'alimentation, le secteur le plus important au Québec, rappelant que, vouloir se nourrir soi-même est le plus bel objectif que l'on puisse avoir, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation affirmait vouloir faire de Montréal un centre international d'exposition pour l'agro-alimentaire, aussi important que peuvent l'être l'ANUGA à Cologne ou le SIAL à Paris, pour ne citer que ceux-là.

M. Garon annonçait en même temps que le prochain Salon de l'agriculture et de l'alimentation se tiendrait l'an prochain dans le nouveau Parc des expositions agro-alimentaires de l'Île Notre-Dame, ouvrant ainsi les horizons.

Et pour compléter l'élargissement, M. Garon a rappelé qu'il caressait le rêve de faire de Montréal le centre de distribution du poisson pour le Canada.

Cette année, quatre salons sont regroupés Place Bonaventure sous le même thème: le Salon international de l'Agriculture et de l'Alimentation, le Salon international des vins et spiritueux, le Salon des plaisirs de la table et le Grand Salon culinaire qui ouvrira ses portes dimanche après-midi.

Cette Semaine internationale de l'agriculture et de l'alimentation se terminera mercredi soir.

EAUX Prolongation du programme d'assainissement

SHAWINIGAN — Le ministre de l'Environnement, Adrien Ouellette, a déposé au Conseil du trésor il y a quelques jours une recommandation pour obtenir une prolongation de la prime accordée aux municipalités pour accélérer les travaux d'assainissement des eaux.

La prime d'accélération a été instituée il y a plus d'un an.

Alors qu'elle doit normalement venir à échéance le 31 mars prochain, quelque 400 municipalités du Québec n'ont pu encore en profiter, a révélé M. Ouellette, hier, à Shawinigan.

Sa recommandation vise à prolonger cette prime au-delà du 31 mars, et ce pour une période indéterminée.

M. Ouellette estime que \$500 millions pourraient être injectés annuellement pour la poursuite de ce programme jusqu'à 1988.

— Presse Canadienne

Résultats

(((6/36))) 1 11 24 26 31 33 no compte 36

Tirage du 04-10-85

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 345 842,00\$
5/6 +	1 61 483,00\$
5/6	101 760,90\$
4/6	4770 59,60\$

Prochain gros lot 687 000,00\$ approx.

Mise-tôt 2 8 28 33

GAGNANTS LOT

Provincial

Tirage du 04-10-85

NUMEROS	LOTS
3130623	500 000\$
130623	50 000\$
30623	1 000\$
0623	100\$
623	25\$
23	10\$

La Presse

Semaine du: 28-09-85

	3	4
SAMEDI	467	2760
LUNDI	382	3660
MARDI	035	3705
MERCREDI	437	5682
JEUDI	696	8896
VENREDI	019	9325

Mini

Tirage du 04-10-85

NUMEROS	LOTS
221742	50 000\$
21742	5 000\$
1742	250\$
742	50\$
42	5\$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

PRENANT LA PAROLE DEVANT 1 000 ÉLECTEURS Marcel Masse affirme qu'il n'a jamais violé la règle électorale

THETFORD-MINES — Le ministre démissionnaire Marcel Masse affirme qu'il n'a jamais violé aucune loi ni aucun règlement pour se faire élire député de la circonscription de Frontenac.

ANDRÉ PÉPIN
envoyé spécial de LA PRESSE

Prenant la parole devant plus de 1 000 électeurs de sa circonscription, à Thetford-Mines, M. Masse a réitéré sa confiance absolue en ses organisateurs qui l'ont aidé à obtenir une majorité de près de 20 000 voix, en septembre 84. « J'ai eu des discussions avec eux avant la campagne. Je n'avais pas besoin de tricher en jonglant avec des technicalités pour obtenir la confiance des électeurs », a-t-il lancé sous les applaudissements nourris de la foule.

Plusieurs personnalités de la région, notamment le maire de Thetford-Mines, M. Marc Berge-

ron, ont exprimé leur appui à l'ex-ministre des Communications.

Cette soirée d'appui avait été organisée au cours de la dernière semaine. C'est sous le thème « On t'appuie Marcel » que les différentes délégations du comté lui ont manifesté leur attachement.

Le maire de Thetford-Mines a pour sa part affirmé que Marcel Masse est l'un des premiers députés qui prend vraiment à cœur les intérêts de la région. « C'est avec stupéfaction que nous avons appris sa démission, lui qui commençait à peine à nous redonner confiance en l'avenir. Il pilote actuellement des dossiers régionaux évalués à plus de \$30 millions », a fait valoir le maire.

Des représentants des mineurs de la région, des chômeurs, des dirigeants de commissions scolaires, des municipalités régionales et des organismes féminins ont aussi pris la parole lors de ce dîner, pour assurer Marcel Masse

de leur estime et de leur appui inconditionnel.

Organisateurs informés

L'ancien ministre, sans mettre en doute la pertinence de l'enquête menée à son sujet par la Gendarmerie Royale, a expliqué qu'il avait, en 1981, rencontré ses organisateurs dans chacune des municipalités afin que ces derniers soient parfaitement informés des modalités de la Loi électorale.

« Je leur ai fait et je leur fais encore confiance. Aujourd'hui, j'admets que la période que je traverse est extrêmement pénible, mais votre appui me fait chaud au cœur et je vous dédie mon présent et mon futur », a-t-il dit, visiblement ému.

Aux gens qui souhaitent le voir réintégrer le cabinet Mulroney, M. Masse a fait le bilan de ses activités au sein du gouvernement conservateur. Membre du comité des priorités, M. Masse dit avoir

travaillé à l'unification canadienne et à la relance économique, les deux principales priorités du cabinet.

Il dit avoir notamment sensibilisé le gouvernement aux difficultés que vivent ses électeurs de Frontenac, en ce qui a trait à la mise en marche de l'amiante dans le monde. « J'ai compris que vous ne vouliez plus être des parasites du système mendiant l'aumône auprès des gouvernements, mais que vous vouliez être des artisans du développement, ce que vous me prouvez ce soir. »

Le député de Frontenac, dans une vibrante plaidoirie, a rappelé à son auditoire qu'il avait entrepris, dès sa nomination au ministère des Communications, des négociations sérieuses avec le gouvernement du Québec. « J'ai fait mon devoir à Ottawa. Je ne sais pas ce que l'avenir me réserve, mais votre appui me touche au plus haut point », a-t-il conclu.

LIQUIDATION DE L'ACTIF DE LA NORBANQUE Un juge refuse de nommer un syndic

WINNIPEG — Un juge manitobain a refusé vendredi de nommer un syndic provisoire en vue de la liquidation de l'actif de la Norbanque de Calgary.

Le juge Daniel Kennedy de la Cour du banc de la reine du Manitoba a en effet affirmé qu'il n'y avait pas lieu de modifier le titre du curateur nommé par le gouvernement pour en faire un syndic de faillite.

Le gouvernement d'Ottawa a annoncé la semaine dernière que l'institution devrait être liquidée parce que le rapport du curateur démontrait que le montant des pertes auxquelles la banque pouvait s'attendre dépasserait son fonds capital.

Par la suite, la société canadienne de l'assurance-dépôt a déposé une requête en nomination d'un syndic. C'est un tribunal de Winnipeg qui devait trancher le débat parce que la Norbanque avait obtenu sa charte dans cette ville.

Tous les pouvoirs

Le président du tribunal a indiqué, en rendant sa décision, que la société de comptabilité Touche Ross Ltd possédait déjà tous les

pouvoirs nécessaires à titre de curateur en vertu de la Loi des banques pour traiter les affaires de la Norbanque.

La nomination d'un syndic pourra toujours attendre la réunion des actionnaires et des créanciers, a-t-il statué.

Le juge Kennedy a suggéré que cette assemblée soit tenue le 14 novembre, date qui a été agréée par les procureurs de la société d'assurance-dépôt et par ceux de Touche Ross.

« On ne nous a pas démontré l'urgence de nommer un syndic », a expliqué le magistrat.

L'agence qui a assuré au moins une partie des dépôts totalisant \$1,4 milliard a réussi à faire nommer M. James Morrison, président de la société Touche Ross, à la présidence de la réunion.

Le juge Kennedy a toutefois refusé d'entendre les représentations des avocats de la Norbanque et ceux de deux actionnaires non identifiés.

L'avocat de l'institution n'avait pas été agréé par le curateur, comme le stipule la Loi des banques et celui des actionnaires

n'avait pas déposé les documents appropriés.

Au sortir de la salle d'audience, Me Bill Olson, avocat de la banque, a refusé d'élaborer sur les

gestes que pourraient encore poser le dirigeant de la Norbanque dans leur bataille juridique contre la liquidation.

— Presse Canadienne

EN BRIEF

Accord sur le libre-échange avant 1988?

M. James Kelleher, ministre fédéral du Commerce international, est convaincu qu'une entente commerciale entre les États-Unis et le Canada va être conclue avant 1988, juste à temps pour s'intégrer dans un débat électoral dans les deux pays. « Il est invivable que cette question soit débattue en campagne électorale », a déclaré M. Kelleher dans une interview. Pour le Canada, a-t-il souligné, l'expansion du marché aux États-Unis est considérée comme une des solutions au chômage. Il faut des investissements pour créer des emplois, a-t-il expliqué, et ces investissements vont venir avec l'accès au marché américain.

Moins de divorces en 1984

Statistique Canada a fait savoir, vendredi, qu'il y a eu 65 172 divorces au pays en 1984, soit environ cinq p. cent de moins que l'année précédente. La diminution de 3 395 divorces provient de toutes les provinces et des Territoires du Nord-Ouest. Le seul endroit où il y a eu une augmentation est le Yukon. Il y a eu 16 845 divorces au Québec, 21 636 en Ontario, 8 988 en Colombie-Britannique, 8 454 en Alberta, 2 611 au Manitoba, 2 264 en Nouvelle-Écosse, 1 988 en Saskatchewan, 1 427 au Nouveau-Brunswick, 195 à l'Île-du-Prince-Édouard et 590 à Terre-Neuve.

Nomination partisane

L'ex-président national du Parti progressiste-conservateur, Janis Johnson, un ami du premier ministre Brian Mulroney et de son épouse Mila, siègera dorénavant sur le conseil d'administration des Chemins de fer nationaux. Âgé de 39 ans, M. Johnson est président de la firme de consultants en administration Janis Johnson & Associates, dont le siège social est à Winnipeg. Ce poste est frappé d'une rémunération annuelle de \$5 000 et d'honoraires quotidiens de \$250 pour les réunions du conseil. Un porte-parole du ministère fédéral des Transports a précisé que le conseil se réunit toutes les six ou huit semaines. M. Johnson fut président du Parti conservateur de l'automne 1983 à l'automne 1984.

Immigration et entrepreneurship

Le ministre d'État à l'Immigration, M. Walter McLean, a rejeté une recommandation du comité parlementaire de l'Immigration visant à obliger les immigrants d'affaires à défrayer eux-mêmes les coûts imputables à leur admission au Canada. Selon lui, ce projet ne serait pas réalisable à l'heure actuelle. Il a expliqué qu'il n'y avait actuellement pas suffisamment d'immigrants d'affaires intéressés à venir s'établir au pays, conformément au vœu du comité d'augmenter de 2 500 en 1985 à 6 000 en 1986 et à 9 000 en 1987 le nombre des gens d'affaires s'installant au Canada.

Branle-bas de combat au PCQ

QUEBEC — Le Parti progressiste-conservateur du Québec tient ce matin à Québec une grande réunion « d'a peu près tout ce qui grouille en termes d'organisation » du parti.

BERNARD RACINE de la Presse Canadienne

« Ça va venir de tous les coins du Québec », a révélé hier le chef du PCQ Me André Asselin, lors d'une conférence de presse tenue à l'occasion de l'ouverture d'un local dans le comté de Charlesbourg.

En plus de recevoir des instructions sur l'organisation de la prochaine campagne, les participants seront appelés à élaborer ensemble une stratégie, a dit Me Asselin.

Le Parti progressiste-conservateur du Québec a déjà choisi 11 candidats et trois autres candidatures seront annoncées en fin de semaine. Me Asselin rendra public un autre volet du programme politique de son parti, le 10 octobre prochain, à l'occasion du congrès des évaluateurs agréés du Québec.

L'avocat a mis le nouveau chef

du Parti québécois Pierre Marc Johnson au défi de soumettre un véritable programme électoral conforme à ses idées à un congrès de son parti et à le faire entendre.

Au cours des prochains jours, une douzaine d'associations de comités seront accréditées. Une douzaine de commissions ont été mises sur pied dans le parti et la commission politique siège tous les jours.

M. Asselin donnera une conférence de presse à Montréal dans une dizaine de jours alors à l'occasion de l'ouverture d'un local à Montréal.

En fin de semaine, Me Asselin se rendra dans la région de l'Abitibi où il profitera de l'ouverture d'un autre comité pour annoncer trois candidatures dans la région.

Les conservateurs fédéraux auraient finalement entamé un rapprochement avec le PCQ, selon Me Asselin. En tout cas c'est ce qu'on a cru comprendre quand le chef conservateur a déclaré: « Le fait que certains députés conservateurs fédéraux s'engagent passablement de voir leurs adversaires de septembre 81 en train de se mettre les deux pieds dans le bon pouvoir politique provinciale, veulent maintenant nous aider et travaillent avec nous. Ça s'est produit au moins dans trois régions au cours des quatre derniers jours. »

Il a révélé par la suite qu'il faisait allusion aux régions de St-Maurice, d'Abitibi et du sud-ouest de Montréal.

Cinq anciens candidats de l'Union nationale brigueront les suffrages avec le PCQ, a révélé Me Asselin. La candidature de l'un d'eux, M. Boulanger, dans Shefford, a déjà été annoncée. Les quatre autres seront candidats dans Montréal, en Abitibi, à Drummondville et dans St-Maurice.

Les perspectives seraient excellentes dans ce dernier comté, selon Me Asselin.

« Les candidats s'annoncent par grappes. Cette semaine j'étais dans la région de St-Maurice. Je vous dis en passant que nous serons en mesure de présenter cinq candidats avec une organisation très solide dans cette région. »

Du point de vue finances, le parti n'en a pas, mais ne fait plus de dettes. Le parti a besoin de \$300 000 pour rester en opération « et ça on va les trouver », a dit le chef.

Pour 1,50\$ au plus la bouteille

découvrez l'art de faire vous-même de l'excellent vin chez vous.

Oui, vous pouvez facilement obtenir un vin de qualité supérieure à partir des jus de raisin concentrés **PUR VIN** que notre maison importe d'Europe et qu'elle distribue en exclusivité. Vous profiterez à cet égard d'une **garantie de satisfaction** (ou remboursement intégral) car le produit que vous utiliserez, provenant d'un cépage noble, est pur à 100% et **réfrigéré dès sa mise en fûts**. Beaujolais, Bourgogne, Bordeaux, Côte du Rhône, Chablis, Châteauneuf-du-Pape, etc., quel que soit le type de vin que vous préférez, vous le fabriquerez avec succès grâce à notre moût de premier choix et un équipement de vinification approprié, et ce, à un coût **extraordinairement économique**.

EN SPÉCIAL CETTE SEMAINE

EQUIPEMENT NÉCESSAIRE
Pour la fabrication (5 gallons à la fois)
\$39⁹⁵

JUS DE RAISIN CONCENTRÉ
type **BOURGOGNE**
Cont. 5 l
\$28⁹⁵

Adressez-vous sans tarder à **PAUL BOURGET inc.**
TÉL.: 747-3533
LE VRAI SPÉCIALISTE DU VIN MAISON
1265, boul. O'BRIEN, SAINT-LAURENT



Le vice-premier ministre Erik Nielsen a accusé la presse anglophone et l'Opposition de tenir des propos teintés de racisme à l'endroit de la ministre d'État aux Transports, Mme Suzanne Blais-Grenier.

LES VOYAGES DE SUZANNE BLAIS-GRENIER

Nielsen voit du racisme dans les attaques de la presse anglophone

■ OTTAWA — Le vice-premier ministre Erik Nielsen se demande sérieusement si les critiques dont fait l'objet la ministre d'État aux Transports, Suzanne Blais-Grenier, ne cachent pas des intentions racistes au sein de la presse anglophone.

« Je me demande si la motivation n'est pas de révéler une certaine forme de racisme ici », a-t-il dit hier aux Communautés.

MANON CORNELLIER
de notre bureau d'Ottawa

Jeudi, le journaliste Christopher Young de Southam News a écrit que la ministre a fait des voyages privés aux frais des contribuables le printemps dernier alors qu'elle était responsable de l'Environnement.

Les propos de M. Nielsen ont provoqué un véritable tollé dans l'Opposition qui n'a pas réussi à lui faire retirer son commentaire.

« Les accusations de racisme ne sont qu'un autre moyen pour dévier les débats », s'est exclamé à la sortie des Communautés le député libéral Jacques Guilbault. « Nous voulons que l'information soit disponible, nous voulons savoir si oui ou non les fonds publics ont été gaspillés ».

Le chef néo-démocrate Ed Broadbent a jugé inacceptable l'approche du vice-premier ministre. Selon lui, les critiques portent sur les actions de la ministre, non sur sa langue.

« Si nous traitons Mme Blais-Grenier plus sévèrement, c'est parce qu'elle est incompétente. Nous la jugeons sur ses mérites, pas sur sa race ou sur sa langue », a ajouté catégoriquement Svend Robinson du NPD.

Chez les ministres québécois, les réactions varient. M. Roch LaSalle a déclaré qu'il trouve la presse anglophone bien sévère à l'endroit de Mme Grenier. M. Michel Côté refuse, pour sa part, de se prononcer sur les allégations de racisme vis-à-vis de sa collègue, s'estimant personnellement bien traité par la presse en général.

Selon le *Ottawa Citizen*, Mme Blais-Grenier aurait effectué deux voyages en Europe en compagnie de son mari, l'un à Paques, l'autre en juin et juillet. Le journal soutenait que les activités officielles prévues au cours de ces deux périodes n'avaient aucune signification politique et ne servaient qu'à justifier l'utilisation de fonds publics.

La ministre a rétorqué jeudi que ces voyages étaient légitimes

compte tenu des fonctions qu'elle occupait à ce moment; elle a ajouté qu'elle avait reçu l'accord du ministre des Affaires extérieures.

Quant au volet privé de ces deux séjours, elle a dit qu'elle en avait assumé les frais, mais elle a refusé, à la suggestion de M. Nielsen, de satisfaire l'opposition qui demandait qu'elle dépose ses reçus.

Libéraux et néo-démocrates ont cherché à savoir pourquoi M. Erik Nielsen avait fait cette suggestion, puisque la ministre semblait disposée à présenter ses reçus.

Pour sa part, M. Nielsen a nie avoir voulu mettre un baillon à Mme Blais-Grenier. Il a sans cesse insisté sur le fait que l'étude

des dépenses devait se faire en comité et non en Chambre. Ce que conteste l'Opposition.

Par ailleurs, libéraux et néo-démocrates ont avoué ne pas avoir vérifié aux Affaires extérieures si les reçus s'y trouvaient et ne pas avoir cherché à les consulter.

Ce n'est pas la première fois que les Conservateurs invoquent l'attitude négative des journalistes anglophones pour expliquer les critiques à l'endroit de Mme Blais-Grenier.

M. Mulroney avait utilisé des arguments semblables pour justifier le déplacement de la ministre du ministère de l'Environnement au ministère d'État aux Transports en août dernier.

Une farce plate

■ OTTAWA — Un attaché politique du Nouveau Parti démocratique a été mis sur la sellette par son propre parti, hier, après avoir distribué une fausse note de service, prétendument émise par Air Canada, et mettant en cause la ministre d'État aux Transports, Suzanne Blais-Grenier.

Cette note, créée de toutes pièces par Mike Kalnay, un adjoint du critique néo-démocrate des Transports, Les Benjamin, et qui était prétendument rédigée par la directrice des relations publiques d'Air Canada, Esther Szykarsky, prétendait que la photographie de Mme Blais-Grenier figurait sur les horaires du transport aérien, « dans le but de renforcer les liens entre le gouvernement fédéral et Air Canada ».

M. Kalnay a distribué cette fausse note de service à la Galerie de la presse, vendredi après-midi, en affirmant aux journalistes présents: « Vous voyez un document raciste. Voici quelque chose de raciste ».

Rappelons que le vice-premier ministre Erik Nielsen a laissé en-

tendre, aux Communautés, que l'article de Christopher Young, dans l'*Ottawa Citizen* — commentant les déplacements à l'étranger de Mme Blais-Grenier — était motivé par des sentiments racistes à l'endroit du ministre francophone.

Lors d'une interview écourtée, en fin d'après-midi, M. Kalnay affirmait hier que cette note de service n'était qu'une « blague » inspirée par la frustration provoquée par l'absence de Mme Blais-Grenier des Communautés, hier, ou elle n'a pu répondre aux questions qu'on voulait lui poser sur ces mêmes déplacements.

Les dirigeants du NPD n'ont pas semblé apprécier ce type d'humour et ont convoqué M. Kalnay, lui intimant l'ordre d'offrir ses excuses à Mmes Blais-Grenier et Szykarsky.

Selon cette dernière, le principal adjoint du chef néo-démocrate Ed Broadbent, Bill Knight, lui a téléphoné des qu'il a eu connaissance de la fausse note de service, pour s'excuser au nom du parti.

— Presse Canadienne

FAILLITES BANCAIRES

Le NPD exige de voir la liste des déposants

■ OTTAWA — Le gouvernement fédéral utilise deux poids deux mesures en privant les contribuables de la liste des déposants qui recevront \$875 millions de remboursement à la suite des deux faillites bancaires albertaines, a accusé hier le Nouveau parti démocratique.

DENIS LESSARD
de la Presse Canadienne

Au lendemain du dépôt aux Communautés du bill C-79 par lequel Ottawa veut obtenir \$875 millions pour rembourser les déposants de la Banque Commerciale et de la Norbanque, le NPD a clairement indiqué qu'il n'hésiterait pas à livrer une rude lutte parlementaire pour obtenir la publication des noms des déposants remboursés.

« La ministre McDougall va avoir la bataille de sa vie, je vous l'assure », a lancé le chef néo-démocrate Ed Broadbent à sa sortie des Communautés, hier.

Du côté des libéraux, le député de Laval-des-Rapides Raymond Garneau croit déjà que sa formation n'aura d'autre choix que de voter en faveur du bill, « à cause de ses conséquences très sérieuses », a-t-il dit.

Hier, aux Communautés, la ministre d'État aux Finances Barbara McDougall a eu du fil à retordre lorsqu'elle a dû faire face au tir conjugué des députés NPD qui réclament qu'Ottawa publie la liste des déposants qui seront remboursés après la faillite de la Banque Commerciale et de la Norbanque.

Ottawa a décidé de rembourser tous les dépôts non assurés par la Société d'assurance-dépôts (au-delà de \$60 000), bien que ce ne soit pas prévu dans la loi.

Or, évoquant la confidentialité prévue à Loi des banques, Mme McDougall refuse de fournir la

liste des gens qui seront remboursés.

Double standard

« Le gouvernement a laissé tomber la tradition de ne pas rembourser les dépôts de plus de \$60 000. S'il en a décidé ainsi, il a aussi l'obligation morale de transgresser une autre tradition et de donner les noms (des gens remboursés). Les contribuables ont le droit de savoir », a soutenu hier le chef néo-démocrate Ed Broadbent.

Encore une fois, en Chambre, Mme McDougall s'est engagée à fournir une liste détaillée des remboursements, par catégorie de déposants, tout en protégeant leur identité. La décision de publier les noms relèvera du juge Willard Estey, de la Cour suprême, qui a accepté de presider une commission d'enquête sur ces faillites bancaires, a-t-elle indiqué.

Mais pour M. Broadbent, cet engagement ne fait que repousser la responsabilité au juge, avec une bonne assurance qu'interprétant les textes de loi, il devra refuser la publication des listes, pense M. Broadbent.

Pour M. Garneau, le gouvernement « a probablement tiré la plug trop vite et provoqué le naufrage des deux banques qui auraient pu survivre si on leur avait donné le temps de se remettre en selle ».

En liant le cas de la Norbanque à celui de la Commerciale, des le 1er septembre, Ottawa « a probablement donné le baiser de la mort à la Norbanque », a-t-il déclaré.

S'il avait continué de renflouer les sorties de fonds des deux institutions, le gouvernement aurait vraisemblablement pu sauver les deux banques sans perdre un cent, croit l'ex-président de la Banque d'Épargne.

SIDA: audiences publiques?

■ OTTAWA — Le critique libéral en matière de santé, M. Doug Frith, a demandé au comité parlementaire de la Santé, du Bien-être et des Affaires sociales de tenir une série d'audiences publiques sur le SIDA au cours de l'automne et de l'hiver.

Dans une lettre au président du comité, le Dr Bruce Halliday, M. Frith affirme que les dépositions de spécialistes de la profession médicale ou d'autres personnes possédant des connaissances sur cette maladie devraient être considérées prioritairement.

« Beaucoup d'informations mal fondées circulent sur le sujet et il s'ensuit qu'un débat public devrait être amorcé dans les plus

brefs délais pour rassurer plusieurs Canadiens. »

Au cours d'une entrevue accordée vendredi, le docteur Halliday a bien accueilli la suggestion du député Frith.

« Je pense que c'est une bonne idée, a-t-il dit. Je serais surpris si nous n'y donnions pas suite. »

Le comité doit tenir sa première réunion cette semaine. M. Halliday s'est toutefois demandé si les députés qui en font partie pourront tout simplement se contenter de voter sur la proposition Frith ou s'il ne faudrait pas plutôt obtenir l'approbation préalable des Communautés.

— Presse Canadienne

ENCAN IMPORTANT

Dimanche 6 octobre 1985 à 13 h
Inspection: 6 octobre, de 11 h à 13 h

Comprenant:

PIÈCES RARES:

Dollars argent canadiens et pièces de qualité comprenant 5 cents de 1926, étincelantes, jamais mises en circulation, dollars argent américains, pièces d'or, pièces terre-neuviennes, pièces anglaises, pièces étrangères, lots en vrac, lots pour investisseurs et bien d'autres encore.

HORLOGES, MONTRES DE POCHE RARES, ETC.:

Patek Philippe, 18 carats; M.J. Tobias, 18 carats; montres-bracelets Rolex; chronographe GrandJean, 14 carats; pendulette à sonnerie; montres-bracelets art déco; montre de poche en forme d'oignon. XVIIIe siècle, etc.

BIJOUX, ARTICLES DE COLLECTION:

Bagues diamant, bracelets or, colliers, broches, cuillers souvenir, bijoux argent sterling, figurines argent sterling, émaux, nombreuses pièces fabuleuses.

TIMBRES:

Importante collection israélienne. Timbres canadiens pour collectionneurs et investisseurs.

Prime acheteurs 10%. Visa, MasterCard acceptées.

ÉGALEMENT

Recherchons consignations
pour encan d'octobre

Importantes peintures canadiennes, argent sterling, tapis d'Orient, beaux meubles, lustres, etc.

Ce service à thé de 8 pièces en argent sterling, consigné lors de notre dernier encan, a été vendu 6325\$ (prime acheteurs 10% comprise).



Des centaines de beaux articles sont également consignés. Assurez-vous que vos beaux articles sont compris dans cet encan

EMPIRE INDUSTRIES INC.
GALERIE DE L'ENCAN
5500, rue Paré, Montréal
À l'ouest de Décarie

737-5343

737-6586

Acceptons articles en consignment pendant les heures d'ouverture, du lundi au vendredi de 9 h à 18 h. Notre commission standard est de 15% sur les lots vendus jusqu'à 500\$, 10% sur les lots vendus au-dessus de 500\$. Minimum de 25\$ par lot, vendu ou non.

MAIGRIR

Une ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physique, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Boileau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.

C'BON DE MONTRÉAL
276-2573

CONGÉ SUR SEMAINE
CHALET
75\$ par jour
BAIN TOURBILLON
VUE DU LAC — Foyer
Près de Sainte-Agathe
Auberge sur le site avec salle à manger.
DEMANDEZ NOTRE DÉPLIANT
1-819-326-4324

Futon 7 Ciel

VENTE DE FUTON

Futon 7 po. et base double Rabais de 185

250\$

GARANTIE 12 ANS

* Aucun autre achat requis

LE PLUS GROS VENDEUR DE FUTON À MONTRÉAL, AU QUÉBEC, AU CANADA!

MONTRÉAL 354 est, Beaubien maitre Beaubien 277-9385	MONTRÉAL 1622 ouest, Sherbrooke maitre Guy 937-2253	LAVAL 103, boul. de la Concorde 669-7887	LONGUEUIL 1505, rue Ste-Hélène 677-8041	JOLIETTE 516, rue St-Vincent 756-1104
--	--	--	---	---

COMMUNIQUÉ

AVENIR DU CENTRE HOSPITALIER SAINTE-JEANNE D'ARC

LE CONSEIL DES MÉDECINS, DENTISTES ET PHARMACIENS DU CENTRE HOSPITALIER SAINTE-JEANNE D'ARC TIENT À INFORMER TOUS SES PATIENTS ET USAGERS QUE L'HONORABLE JUGE MARCEL NICHOLS DE LA COUR D'APPEL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC A FAIT DROIT À LA REQUÊTE POUR SURSIS QUE PRÉSENTAIT LE CENTRE HOSPITALIER SAINTE-JEANNE D'ARC.

LE CENTRE HOSPITALIER POURSUIT DONC SA VOCATION D'HÔPITAL DE SOINS DE COURTE DURÉE.

ANTIQUITÉS

AVIS PRÉALABLE D'ENCAN par GODONIER INC.

9060, Charles-de-la-Tour, Montréal
389-1397 389-1398

EXPOSITION PRÉALABLE

Samedi, 5 octobre,
de 12 h à 18 h
Dimanche, 6 octobre,
de 12 h à 18 h

ENCAN

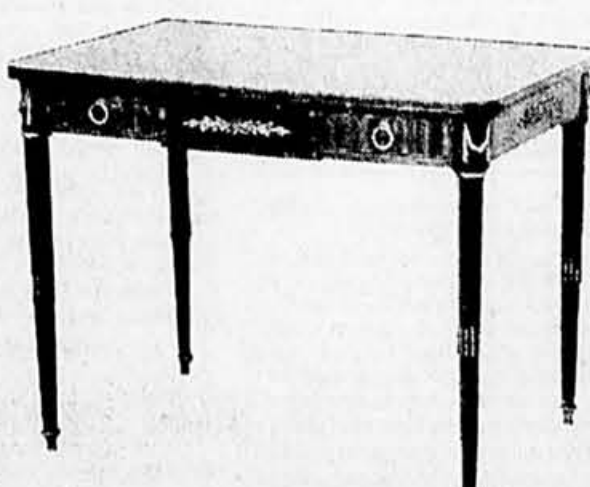
Lundi, 7 octobre à 19 h 30
Mardi, 8 octobre à 19 h 30
Mercredi, 9 octobre à 19 h 30

Mobiliers de chambre à coucher, salle à dîner, salon, chaises, fauteuils, objets de collection, argenterie, sculptures, chrisé-léphantines, horloges, montres, peintures, tapis, porcelaines, cristal, etc...



**NOUS NE SOMMES PAS ENCORE CONNUS...
ALORS...
PROFITEZ DE NOS PRIX BAS, MAINTENANT**

POUR ACHETER, ÇA VAUT LA PEINE DE NOUS CONNAÎTRE



Élections maintenant

Le peuple ne tiendra pas rigueur à Pierre Marc Johnson de s'accorder un délai de réflexion avant d'annoncer s'il daignera le consulter cet automne ou le printemps prochain. Mais, pour l'électorat, c'est tout réfléchi: le bien du Québec exige des élections au plus tôt.

On comprend qu'un nouveau premier ministre éprouve le besoin de gouverner durant quelques mois et de faire ses preuves avant de se soumettre à l'épreuve du scrutin. Si le successeur de René Lévesque avait été choisi en 1984, ou même le printemps dernier, on admettrait sans peine que M. Johnson se donne le temps nécessaire de faire sa marque. Mais le prédécesseur, pour diverses raisons qui tiennent à lui-même et au parti, n'a pas prévu cette transition.

M. Johnson accède au pouvoir alors que l'échéance traditionnelle est déjà passée. Il prend la direction d'un gouvernement qui n'a presque plus rien de commun avec celui qu'avait élu le Québec en avril 1981. Il devient chef d'un parti qui s'est remis en question et d'un Cabinet transformé qui révisé en profondeur ses orientations. Il promet d'assigner à l'État un rôle nouveau et au parti des objectifs différents. Pour des raisons bien connues, social-démocratie et souveraineté-association ne sont plus à l'ordre du jour. Des négociations constitutionnelles qui visent à intégrer le Québec au Canada vont bientôt s'engager.

Dans ces conditions, le nouveau chef d'un gouvernement qui a subi autant de changements, leader d'un parti en pleine transformation, premier ministre qui propose à la société de préparer un projet répondant aux défis de l'an 2000, n'a guère le choix en démocratie parlementaire: il sollicite un mandat qui seul peut lui conférer la légitimité sans laquelle un régime, quelle que soit la légalité, finit par trahir la démocratie.

M. Johnson, qui a plaidé avec talent au cours de sa campagne en faveur de la limpidité des rapports entre le pouvoir et le peuple, qui a exalté les notions de partage et de solidarité, qui a souvent insisté sur l'ouverture d'esprit et la franchise du cœur, se condamnerait à une intolérable contradiction s'il tentait d'abuser d'un mandat quasi périmé.

Il existe bien sûr d'autres raisons d'ordre pratique qui militent en faveur d'un appel à l'électorat cet automne. La première et la plus évidente est le fait que le premier ministre et ses collègues éprouveraient de sérieuses difficultés à gouverner avec une majorité parlementaire d'une seule voix. Et de quel appui populaire disposerait M. Johnson dans ses négociations financières, politiques et constitutionnelles avec Ottawa? Avant de signer un accord avec le Québec, M. Mulroney voudra s'assurer que ses interlocuteurs sont vraiment représentatifs; il attendra donc des élections.

Et dans quel esprit s'ouvriront les négociations du secteur public prochainement? Sans un mandat renouvelé, sans un nouveau budget, sans avoir bien défini ses politiques salariales et normatives, le gouvernement aura du mal à franchir cette étape difficile.

À moins d'une situation d'urgence, que nul ne prévoit, et qui imposerait à l'équipe actuelle l'obligation de gouverner jusqu'à l'ultime limite de son mandat, il n'existe qu'une seule raison valable qui puisse justifier M. Johnson de reporter au printemps un rendez-vous électoral.

Il faudrait que soit démontré, comme deux et deux font quatre, que le Parti québécois est irrémédiablement condamné à une défaite électorale en novembre ou en décembre. Dans un tel cas, on admet qu'un chef de parti refuse de prendre une décision suicidaire et reporte de quelques mois l'échéance.

Mais rien n'accrédite cette hypothèse. Au contraire, le PQ a reconquis dans l'opinion une partie substantielle de la faveur qu'il avait perdue il y a quelques mois. Sans être miraculeuse à cet égard, la campagne pour le choix d'un chef a nécessairement profité à cette formation dont les plus récents sondages montrent encore, il est vrai, qu'elle bénéficie d'une cote nettement inférieure au PLQ. Mais c'est une situation que peuvent modifier sensiblement la présence d'un nouveau chef, le dynamisme d'une bonne campagne électorale, l'attrait d'un programme politique revu et corrigé.

M. Johnson n'a donc plus à se préoccuper de remanier profondément son cabinet pour en chasser les éléments indésirables; il n'a pas à annoncer de nouveaux projets politiques dans les semaines qui viennent; il doit plutôt s'employer à susciter les candidatures d'hommes et de femmes qui partagent sa nouvelle vision des choses et, avec un programme novateur, s'engager résolument en campagne électorale.

La victoire ne lui serait pas acquise, il s'en faut. Mais elle ne lui serait pas interdite non plus.

Michel ROY

Passons aux choses sérieuses

Ainsi, c'est au tour de Mme Suzanne Blais-Grenier de se faire clouer au pilori. Qu'a-t-elle fait? Quelques erreurs de jugement alors qu'elle était ministre de l'Environnement, un ministère où ses relations avec ses subordonnés étaient toujours tendues. Il faut bien se garder, cependant, de retomber dans d'anciens travers et d'insinuer gratuitement qu'elle utilisait sa haute fonction dans son intérêt personnel.

Mme Blais-Grenier n'a pas utilisé des fonds publics pour ses vacances. Fort bien. Son explication fait toutefois ressortir la futilité de certains de ses déplacements en Europe. Pourtant, il n'y a rien dans son comportement qui puisse se comparer à l'inconduite de l'ancien ministre de la Défense, M. Robert Coates, lors de sa virée dans un bar en Allemagne. Depuis lors, il y a eu des erreurs de jugement plus lourdes et plus conséquentes dans le gouvernement Mulroney.

C'est à ces manquements que l'opposition et la presse doivent s'intéresser.

Il fallait peut-être s'attendre à des erreurs de jugement. Quand M. Mulroney a formé son gouvernement, il semble avoir donné plus d'importance à une répartition généreuse et géographiquement équitable des ministères qu'à l'expérience des nouveaux ministres. Beaucoup de néophytes n'étaient pas à leur place. Par ailleurs, M. Mulroney n'a pas su encadrer un si grand nombre de collègues: une quarantaine de ministres, c'est beaucoup, comparé au cabinet américain qui n'en compte que 14, y compris le vice-président.

Les députés de l'opposition guettent les erreurs inévitables d'un tel gouvernement et se trémoussent sur leurs bancs comme des élèves dont le maître a commis une faute d'orthographe. L'opposition devrait aussi se préoccuper des problèmes graves qui affligent le Canada.

L'opposition doit être «loyale»; elle doit utiliser ses pouvoirs et son esprit critique pour assurer que le Canada soit bien gouverné. Quand elle attaque le gouvernement au sujet de la faillite des banques albertaines, elle joue son rôle admirablement car l'intérêt du pays est véritablement en jeu.

Mais quand il s'agit du déficit budgétaire, le problème le plus lancinant au Canada actuellement, l'opposition se montre tantôt irresponsable, tantôt dogmatique. Elle ne présente rien qui pourrait aider M. Mulroney à sortir de son indécision et à prendre les choses en main.

Il faut que l'opposition fasse son travail loyalement et qu'elle s'abstienne de ranimer un esprit sectaire qui risque de paralyser le gouvernement.

Frédéric WAGNIÈRE

UNE CERTAINE SOLITUDE ...
OU SI VOUS PRÉFÉREZ :

PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC



(Tous droits réservés)



Marcel Adam

Sommes-nous capables d'assumer les risques du libre-échange?

Après que les États-Unis eurent mis fin, en 1866, au Traité de réciprocité — une forme de libre-échange — le Canada a souvent tenté de conclure un autre accord du genre de celui qui l'avait tant avantagé.

Mais chaque fois les démons protectionnistes s'interposèrent pour faire échouer ces tentatives. Surtout au Canada. Et pour cause. Il y a beaucoup plus de risques, pour le Canada que pour le géant américain, de s'aventurer dans le libre jeu de la concurrence commerciale.

Contrairement aux États-Unis, le Canada risque une déstructuration industrielle. Sans parler d'une éventuelle absorption par son puissant voisin suite à une intégration progressive des deux économies qui déboucherait à terme sur l'annexion.

Mais à ces risques importants correspond l'opportunité d'avoir accès à un immense marché et donc une promesse de prospérité pour l'économie canadienne.

Les Canadiens sont-ils prêts aujourd'hui à prendre le risque d'une libéralisation des échanges commerciaux avec les États-Unis? J'entends non pas un accord de libre-échange restreint à quelques secteurs ou on parviendrait à équilibrer les avantages réciproques. Je pense à un accord très large, qui serait beaucoup plus profitable pour la société dans son ensemble mais ferait inévita-

blement des victimes dans certains secteurs vulnérables qui ne seraient plus protégés contre la concurrence américaine.

Je doute que notre société surprotégée depuis des décennies par l'État-providence soit plus audacieuse que naguère. Je la vois mal s'aventurer sans filet, dans la grande concurrence commerciale.

Couvés du berceau à la mort par les pouvoirs publics, protégés mur à mur par leurs associations corporatives, les Canadiens ont en horreur l'insécurité. Ils veulent les avantages du système capitaliste, mais ils exigent en même temps d'être protégés contre ses inconvénients. C'est-à-dire les risques de faillite ou de se retrouver en chômage.

Cette évolution était sans doute inévitable, compte tenu de la grande prospérité de l'après-guerre et du phénomène de socialisation, deux facteurs qui ont induit les sociétés égalitaires à privilégier la répartition de la richesse par des politiques sociales-démocrates. Or, une fois engagés dans la voie de la sécurité sociale, il était inévitable que les États-providence se voient forcés par leurs populations à se muer graduellement en sociétés d'assurances-tous-risques contre les aléas de la vie économique.

Il ne s'agit pas de condamner cette évolution. Les êtres humains préfèrent naturellement la sécurité à l'insécurité

et ne renonceront jamais à se prémunir contre les risques de l'existence quand ils en auront la possibilité.

Mais quand on sait que l'insécurité a été un des plus puissants moteurs du progrès humain, que c'est l'insécurité qui a poussé les hommes et les femmes à être toujours plus industrieux, inventifs, habiles, prévoyants, audacieux, etc., on peut penser que la sécurité, inversement, a pour effet d'atrophier ces qualités, de créer à la longue des êtres velleitaires qui choisiront la médiocrité dans la sécurité plutôt que les grands défis susceptibles d'assurer la prospérité collective mais pas nécessairement la sécurité permanente de chaque citoyen.

Ce que je veux dire au fond c'est ceci.

La sécurité sociale et économique dont jouissent les Canadiens compliquera beaucoup la conclusion d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, en supposant que ce soit la seule solution à nos difficultés économiques.

Parce que le libre-échange, sensé être un gage de prospérité collective, fait des victimes individuelles (des faillites et du chômage dans certains secteurs non concurrentiels), quelle centrale syndicale acceptera qu'une partie de ses membres soit mise même temporairement en chômage?

Comme plusieurs d'entre elles se sont donné une mission

politique de réforme sociale, on peut prévoir qu'au nom de la sécurité de tous les travailleurs, syndiqués ou non, elles se battront avec acharnement pour préserver tous les secteurs industriels menacés par le libre-échange. Fussent-ils des canards boiteux dont aucune raison économique ne justifie la protection.

Et que dire de toutes ces industries qui sont mal administrées ou ne sont plus économiquement viables, et qui végètent grâce aux politiques protectionnistes de l'État? Accepteront-elles d'être abandonnées à leur sort, au nom du respect des règles d'équité dans la concurrence commerciale? Elles ne se laisseront pas faire et pourront compter sur l'occurrence sur l'appui inconditionnel des organisations syndicales.

Enfin il ne faut pas oublier les partis d'opposition. Particulièrement ceux de tendance nationaliste ou qui voient toujours dans l'État l'ange tutélaire de ses ressortissants. Ils réclameront la quadrature du cercle en exigeant que le libre-échange apporte le maximum d'avantages mais ne comporte aucun inconvénient. Quant aux autres qui n'auraient pas d'objection de principe à l'égard du libre-échange, ils ne résisteront pas à la tentation électoraliste d'exploiter les appréhensions que suscite chez les citoyens la moindre menace à leur sécurité.

LECTURES

Une idée qui fait son chemin

« Pour une idée qui fait son chemin et que vous avez servie de votre mieux, merci. »

Ce télégramme de René Lévesque à Luc Gagnon, au lendemain du congrès au leadership du Parti québécois, témoigne bien de l'importance que l'on doit accorder au

PIERRE VENNET

défenseur de l'écologie, le chaînon manquant de la politique.

Si Luc Gagnon s'est présenté à la succession de René Lévesque, en effet, ce n'était pas pour devenir le chef de ce parti et premier ministre. C'était d'abord et avant tout pour mousser une idéologie qui fait de plus en plus son chemin parmi les jeunes et même les plus vieux.

Comme il ne s'agit pas d'une lutte éphémère, M. Gagnon, deux jours à peine après la conclusion de la lutte péquiste, a lancé son programme en volume, cette semaine, aux Éditions de l'Alternative.

Disons-le tout net, il ne s'agit pas

d'un ouvrage littéraire. Certains le trouveront même, sans doute, pas très bien écrit. Mais il a l'avantage de colliger, sous une même couverture, un programme écologique cohérent et pas trop doctrinaire.

Ce programme, il se résume en neuf points, tous définis dans cet ouvrage:

- un grand projet d'économie d'énergie intitulé « Corvée Renovation / énergie » et consistant à transformer à l'électricité tous les systèmes de chauffage à l'huile encore existants au Québec;
- une stratégie de lutte contre les pluies acides;
- une politique de transport en commun qui « rendrait l'automobile inutile » dans les centres urbains;
- un programme de travail partagé, sur une base volontaire;
- une politique de santé, axée sur la prévention plutôt que la guérison;
- une diplomatie internationale québécoise, axée sur le pacifisme et le désarmement nucléaire;

— un programme de gestion des produits toxiques;

— un autre de pérennité de nos forêts;

— et enfin, le développement d'une industrie du recyclage.

Dans sa préface, Luc Gagnon explique que l'un des objectifs de son livre est de mettre en relief des solutions qui ne sont pas coûteuses et qui sont même rentables.

Lorsque certains hommes d'affaires affirment que la protection de l'environnement est devenue un luxe trop coûteux, ils oublient les solutions socialement économiques afin de maintenir des pratiques rentables pour eux, et non pour la société. La protection de l'environnement est alors considérée comme une dépense qu'il faut limiter.

En fait, cette logique est erronée. N'oublions pas que l'absence de protection de l'environnement constitue également une dépense.

Enfin, celui qui fut pendant quatre semaines candidat officiel au leadership du Parti québécois écrit

également que « l'écologisme n'est pas une autre version d'une nouvelle gauche, mais bien une approche qui se distingue autant du capitalisme que du socialisme ».

Il ne fait aucun doute, comme l'écrit le directeur du Département de sociologie de l'Université de Montréal, Jean-Guy Vaillancourt, dans la préface, qu'un vaste mouvement vert, plutôt diffus, mais fort diversifié, s'est formé au Québec. Par sa candidature, puis maintenant son livre, Luc Gagnon s'en fait un des porte-parole les plus articulés.

Dimanche soir dernier, le nouveau premier ministre du Québec, Pierre Marc Johnson, déclarait que « Luc Gagnon, avec son discours sur l'environnement, aura démontré que le plus grand gaspillage serait de ne pas parler ».

Deux jours plus tard, en lançant son ouvrage, Luc Gagnon démontrait que quant à lui, il n'a pas l'intention de se taire.

L'écologie, chaînon manquant de la politique, Luc Gagnon, Éditions de l'Alternative, 132 pages.

LES HOMMAGES À LÉVESQUE

Certains réécrivent l'histoire pour l'amener sur leurs barricades



LOUIS
FALARDEAU

de notre bureau
de Québec

Il est normal que M. René Levesque soit l'objet d'un concert d'éloges au moment de son retrait de la vie politique.

Même ses adversaires observent une trêve de la partisannerie pour reconnaître, comme le fera l'histoire, ses indéniables mérites.

Mais parce que le personnage apparaît d'autant plus grand qu'il n'a plus d'ennemis, certains tentent plutôt de le récupérer au service de leur cause et n'hésitent pas à réécrire l'histoire pour l'amener sur leurs barricades.

Passons vite sur le cas de M. Guy Bertrand qui, après lui avoir rendu hommage, s'engageait vendredi soir dernier, s'il était élu chef du PQ, à poursuivre son œuvre, c'est-à-dire à réaliser l'indépendance du Québec.

Or, s'ils ont rêvé de concert, en 1968, au moment de la fondation du Parti québécois, MM. Bertrand et Levesque n'ont à

peu près jamais été sur la même longueur d'ondes par la suite. Le premier a toujours été un indépendantiste pur et dur et il n'a jamais accepté la thèse de la « souveraineté tranquille » défendue par l'ex-chef du PQ.

Depuis le choix de l'étapisme en 71, en passant par la question référendaire et la réaction au rapatriement unilatéral, jusqu'à la reorientation de l'hiver dernier, M. Bertrand s'est toujours situé dans l'opposition à M. Levesque au sein d'un parti ou il militait de moins en moins.

Le « détournement de parti » dont il a fait un des thèmes de sa campagne, c'est avant tout M. Levesque qui l'a fait. Il ne peut donc prétendre poursuivre son œuvre en préconisant pour le Québec un avenir tout autre que celui souhaité par le fondateur du PQ.

Il est plus étonnant encore de voir Mme Denise LeBlanc-Bantey et les orthodoxes s'approprier M. Levesque pour mieux s'attaquer à M. Pierre Marc Johnson. Car c'est une histoire récente, dans laquelle ils ont joué un rôle important, qu'ils réécrivent pour soutenir leur thèse. Et ce faisant, ils servent mal la mémoire de leur ancien chef en le réduisant au rôle de marionnette manipulée par plus fort que lui.

Ils disent en gros que M. Levesque a été forcé par M. Johnson et ses partisans à faire le virage fédéraliste. Et qu'ensuite, le sale travail étant fait, ils l'ont poussé dehors pour mettre leur chef à sa place.

Pourtant, lorsque M. Levesque a parlé de « beau risque » au Conseil national qui suivait l'élection de Brian Mulroney, il annonçait déjà, et en toute liberté, le virage fédéraliste de son parti.

Il aurait probablement souhaité à l'époque que la mise en veilleuse de l'option se fasse plus tacitement, avec moins d'éclat, qu'elle ne soit pas écrite sur papier. Il aurait sans doute aimé qu'on lui fasse confiance, qu'on le laisse manœuvrer à sa guise.

Il aurait négocié avec Ottawa, et si la « question nationale » avait été au cœur de la prochaine élection, celle-ci n'aurait certes pas eu un caractère référendaire.

Ceux qui sont devenus par la suite les orthodoxes l'ont bien vu venir et ce sont eux qui, fort de l'ajout qu'ils avaient apporté en juin au programme du PQ, lui ont refusé toute marge de manœuvre.

C'est alors que M. Johnson,

mais bien d'autres avant et avec lui, ont exigé que l'abcès soit crevé. Et c'est M. Levesque qui l'a fait, le 19 novembre, en publiant un texte très clair et très dur, dans lequel il avouait s'être trompé et ne laissait aux orthodoxes d'autre choix que la soumission ou la démission.

C'est vrai qu'il a ensuite été « slacké », pour reprendre son expression. Encore qu'il se soit pour beaucoup « slacké » lui-même en constatant que son parti, sous sa direction, s'en allait à l'abattoir.

Si la contestation de son leadership a pris l'ampleur qu'elle a eue, c'est parce que M. Levesque, déjà diminué par son échec de novembre 81 à Ottawa, a été littéralement brisé par les sacrifices qu'il a dû consentir — les départs de Camille Laurin et Jacques Parizeau — pour imposer la reorientation de son parti.

Il n'était plus le même homme et les sondages ont prouvé qu'il n'était pas en mesure d'éviter le désastre qui attendait le PQ.

Si M. Levesque était redevenu le grand leader qu'il a été, il aurait cédé facilement et sans pitié les comploteurs, fussent-ils dirigés par Pierre Marc Johnson.

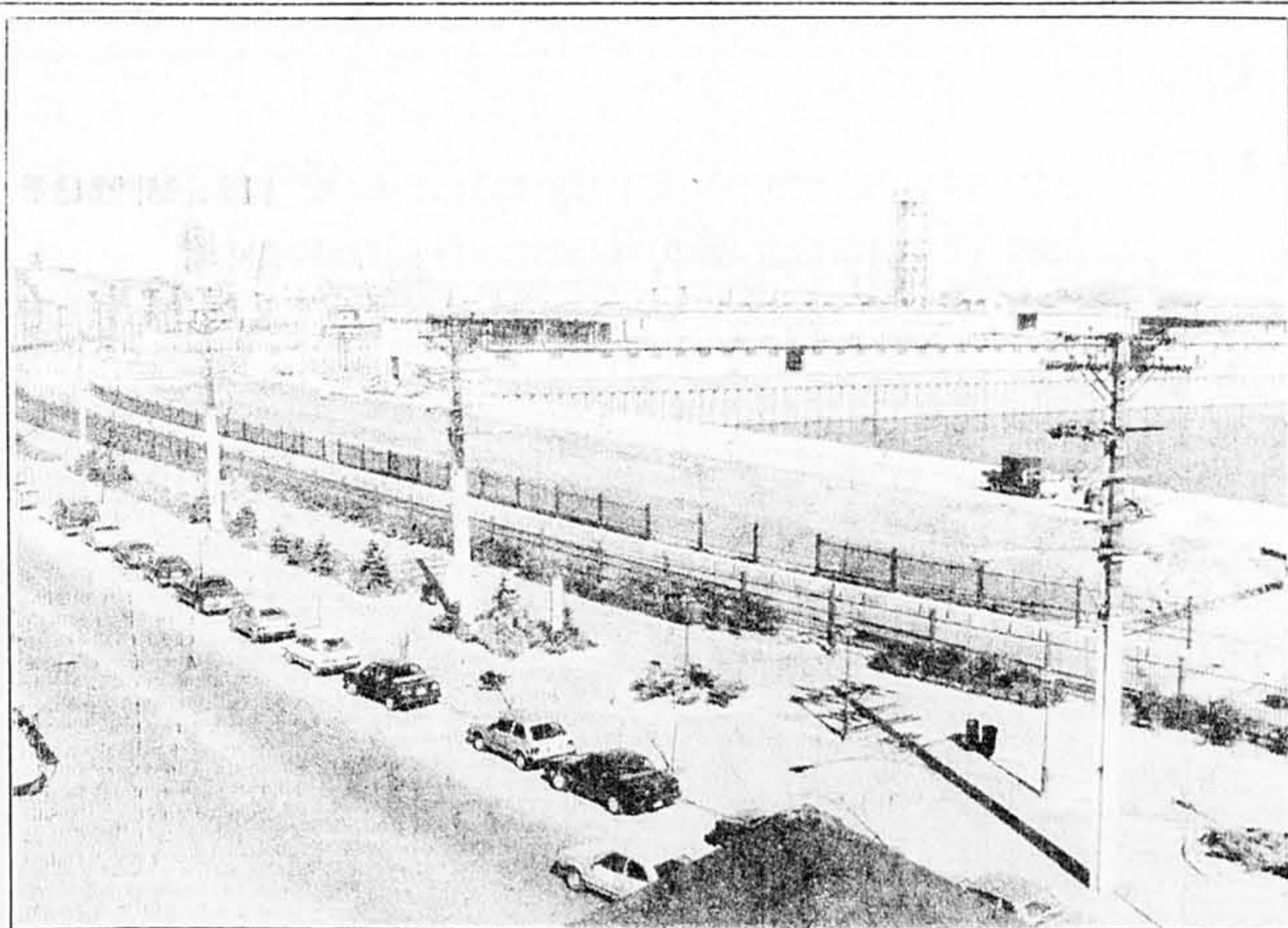


photo Robert Nadon, LA PRESSE

L'aménagement du vieux port doit correspondre à ce qu'est Montréal



MARIANE
FAVREAU

Puisque les activités du port de Montréal se déplacent vers l'est, libérant les quais et hangars devant le Vieux-Montréal, pourquoi ne pas redonner au fleuve ses rives d'origine et le débarrasser des remblais désormais inutiles?

Au contraire, ne devrait-on pas conserver ce territoire, désormais libre, gagné sur le fleuve, afin d'y aménager un lieu privilégié de détente, d'activités culturelles et récréatives?

Voilà les deux options fondamentales soumises au comité consultatif sur l'avenir du vieux port, au cours de la première phase des audiences publiques. Par ailleurs, des constantes émergent, constate M. Pierre Laurin, co-président du comité: pas d'équipement lourd sur le site, pas de complexe massif d'habitation ou de commerce, pas de grands spectacles. En faire plutôt un lieu de détente, mais animé, et sans perdre de vue sa destination première de port maritime.

On conseille également de l'aménager ce site dans le prolongement des rues de la ville qui y aboutissent. Et d'impli-

quer la Ville de Montréal et le gouvernement québécois, avec celui d'Ottawa, dans la gestion et l'aménagement des lieux.

La consultation publique a suscité des idées « inventives, uniques, qui correspondent mieux aux besoins des citoyens », que tout rapport de spécialistes, croit M. Pierre Laurin, vice-président de l'Alcan. Avec M. Stephen Cheasley, président du Board of Trade, il co-préside le comité de consultation qui rendra public son rapport au début de novembre. Le public sera appelé à y réagir, probablement au début de l'an prochain.

Un peu sceptique avant le début des audiences, M. Laurin se montre aujourd'hui enthousiaste. Il voit « une richesse inestimable! » dans les 80 mémoires soumis. Non seulement a-t-on émis des idées intéressantes, mais le processus de consultation risque de faire tâche d'huile, croit-il. « Il sera peut-être difficile, désormais, de présenter un projet qui touche le public sans le consulter. »

Le bilan préliminaire qu'il dresse l'amène à envisager un aménagement original du vieux port, différent de ce qu'on voit à Boston ou Baltimore. « Ici, nous avons un lieu unique, un port linéaire. L'aménagement va correspondre à ce qu'est Montréal, à ce qui a fait son histoire. Il ne faut pas essayer de copier mais plutôt envisager quelque chose de nouveau. »

L'ex-directeur de l'École des hautes études commerciales n'est pas surpris de la position des hommes d'affaires (Chambre de commerce et Board of Trade, notamment) qui ne poussent aucunement le développement immobilier ou commercial du site, ni sa prise en charge par l'entreprise privée. « C'est que nous avons une nouvelle génération d'hommes d'affaires, formes différenciées et possédant une perspective très large des choses. De plus, ils ne sont pas sans voir qu'il y a des besoins auxquels d'autres projets répondent, et qui seraient mal servis si on les doublait au vieux port. »

Montréal ne boude pas

M. Laurin constate également qu'on souhaite une vocation mixte pour ces espaces: activités de détente et activités portuaires légères. « La plus belle animation y est gratuite, c'est celle des bateaux. On demande de garder des activités portuaires légères, comme le transport des passagers, ou de marchandises en vrac. »

On préconise la prise en charge de l'aménagement par les pouvoirs publics, constate-t-il, tout en laissant une place à l'initiative privée. Ainsi, on suggère des activités à caractère culturel (public) illustrant par exemple, l'histoire des transports. Des activités à caractère plus privé, comme celles des arti-

sans, pourraient s'y greffer. Puis des activités de loisirs, des activités sportives.

« Il est très important que la ville de Montréal joue un rôle dans le processus d'élaboration d'une solution, assure-t-il. Ce n'est pas parce qu'elle s'est abstenue de participer aux audiences qu'il ne faut pas tenir compte de ses vues. On aurait pu penser qu'elle boudait le processus, il n'en est rien. Le dialogue est entamé. Montréal va collaborer avec nous. »

Il faut, entre autres, trouver un système de transport dans le vieux port, système qui le relie au reste de la ville (une station de métro lui paraît exclue). Diverses formules ont été avancées: tramways, système sur rail, trains. Il faut aussi trouver moyen de franchir la barrière du chemin de fer.

Quant aux travaux qui ont précédé la consultation publique, notamment l'étude commandée à Lavalin (\$600 000), M. Laurin les considère comme des « mines » dans lesquelles on va puiser. « On ne peut pas faire comme si cette étude n'avait pas existé. Mais nous sommes les porte-parole du public avant tout. »

Il promet que « les gens vont se reconnaître dans le rapport sur la consultation publique, ce qui va lui donner un poids considérable devant les hommes politiques. »



Lysiane Gagnon

Fin les drames

La campagne au leadership du Parti québécois aura marqué, pour cette génération au moins, la fin du courant indépendantiste.

La souveraineté n'est plus cet objectif à court terme susceptible de mobiliser les énergies d'un parti politique important. Cette idée retourne d'où elle est venue: dans l'opposition, dans la marginalité, dans le fond des arrières-salles ou une poignée de militants, dans quelques groupuscules, tenteront de la ressusciter.

L'idée flotte encore dans les assemblées du PQ et dans son programme officiel, mais à l'état de rêve plus que de projet, comme un idéal si vague, si hypothétique et si lointain qu'il ne pourrait même pas orienter précisément les actions quotidiennes d'un gouvernement.

On est maintenant la différence entre les péquistes et les libéraux? Ces derniers aussi sont nationalistes. (Aucun parti, d'ailleurs, ne pourrait gagner la majorité, au Québec, sans être nationaliste à un degré ou un autre.) Sans doute la différence sera-elle de plus en plus une question d'accent. Tant à cause de son histoire que de sa clientèle presque exclusivement francophone, le PQ sera plus nationaliste, plus porté à promouvoir des politiques autonomistes, encore qu'il aura tout intérêt à composer le plus harmonieusement possible avec les autres provinces et le fédéral, pour se donner l'image d'un parti capable de jouer de bonne foi le jeu du fédéralisme.

Contrairement à ce que l'on aurait pu souhaiter au nom de la clarté et de la rationalité, les péquistes n'ont pas fait, durant cette campagne au leadership, le débat de fond auquel on se serait attendu.

Jusqu'à ce que la victoire de Pierre Marc Johnson permette enfin d'obtenir une version claire et définitive — celle du chef élu, dorénavant porte-parole du parti et du gouvernement — l'équivoque fut maintenue. La souveraineté était une « longue marche », une « petite flamme », un « aboutissement logique », la souveraineté était « dans la tête », « dans le cœur », voire « dans le peuple » (évidemment, puisqu'on est en démocratie!). Que de paroles, mon Dieu, pour contourner l'inéluctable!

Le seul indépendantiste « pur et dur », Me Guy Bertrand, était trop marginal pour provoquer le débat, et le seul candidat important qui voulait faire campagne sur ce thème, le ministre Bernard Landry, a préféré se retirer en début de course, après avoir constaté qu'il allait saborder toutes ses chances en s'identifiant à un idéal en perte de vitesse au sein même du parti. Les professions de foi du ministre Garon, le plus indépendantiste des candidats importants, lui ont permis de recruter parmi les « orthodoxes » restés au parti, mais à l'issue de ce baroud d'honneur, il n'avait toujours que 16 p. cent des voix. Plus des deux-tiers des péquistes avaient préféré les candidats qui avaient entretenu, autour de cette question, le flou le plus artistique.

Mme Marois, très représentative d'un parti en transition, qui est déjà fédéraliste de fait sinon de cœur mais qui regarde en arrière avec quelque nostalgie, Mme Marois, donc, était la plus ambiguë, évitant la question nationale au profit de considérations sur l'emploi, mais laissant entendre qu'elle pourrait remettre « le beau risque (du fédéralisme) » en question, lançant le mot « souveraineté » ici et là mais toujours en dehors d'un contexte concret, bref agitant le drapeau mais sans qu'on sache exactement ce qu'elle voulait faire avec.

Mais à mesure que la campagne avançait, M. Johnson a été de plus en plus clair. Il allait de moins en moins recourir au double langage qui était devenu, depuis un an, la marque du PQ sous le leadership de René Levesque. Il a carrément parlé de tournant, de virage, en termes directs et réalistes: « Le mot Ottawa ne m'empêche pas de dormir. »

Dans le discours qu'il a livré au soir de sa victoire, pas une fois le mot « souveraineté » n'a été mentionné, pas une fois n'y a-t-il eu la moindre allusion, même indirecte, à une quelconque démarche vers la souveraineté.

S'il a parfois fait appel aux sentiments souverainistes, ce fut essentiellement pour dire qu'il fallait être plus productifs, plus compétitifs, et qu'après on verrait.

(Cette idée-clé, il l'a exprimée jeudi soir au « Point »: « Je rêve du jour où le Québec aurait les moyens de payer de la péréquation... Le pays se serait fait si on avait (eu) ça. » Il faisait allusion au jour (hypothétique) où le Québec serait non seulement assez riche pour se passer des subventions versées au titre de la péréquation, mais assez riche pour devoir contribuer au financement des provinces « pauvres ». Il laissait alors entendre que le Québec se jugerait alors peut-être capable de voler de ses propres ailes. C'est l'inverse de la thèse classique qui voulait que le Québec s'orienterait d'autant plus vers l'indépendance qu'il était « exploité ». Mais c'est une proposition qui restera longtemps hypothétique, car elle suppose au moins deux décennies de prospérité et un formidable boom économique.)

Pour ce qui est des négociations constitutionnelles, M. Johnson a beaucoup insisté non seulement sur la nécessité de s'entendre avec le reste du Canada, mais aussi sur la nécessité, pour obtenir le meilleur règlement, de recréer un rapport de force avantageux pour le Québec.

On a l'impression que c'est dans ce but qu'il laisse parfois planer la possibilité qu'un jour peut-être... Pour retrouver cette arme de négociation qui avait tellement servi les gouvernements de Jean Lesage et de son propre père.

A cette époque, l'indépendance flottait dans le paysage comme une épée de Damoclès, dont les gouvernements provinciaux, bien que non-indépendantistes, se servaient dans leurs négociations avec Ottawa. Cet atout a été perdu le 20 mai 1980, quand, comme le dit M. Johnson, « les Québécois se sont dit non à eux-mêmes. » Il est loin d'être évident que cette ancienne stratégie puisse retrouver quelque crédibilité, car on ne peut effacer les résultats du référendum et des sondages qui le confirment, mais rien n'interdit au premier ministre de laisser planer la menace, au cas où quelque un, quelque part, le prendrait au sérieux.

C'est en même temps, pour lui, une façon de faciliter la transition aux membres du parti.

Car transition il y a. Elle est palpable pour peu qu'on se trouve en milieu péquiste. Les « orthodoxes » sont partis, et les militants qui restent ont changé.

Ils n'ont pas été touchés par la foi fédéraliste, mais ils trouvent que rien ne sert de s'enfoncer dans une voie où la majorité ne veut pas les suivre, ils se disent que de toute façon, « ce n'est pas le Goulag », que le Québec peut fort bien continuer à se développer dans le régime actuel, et qu'il y a d'autres choses dans la vie. Ils sont fatigués de chanter « Gens du Pays », ils n'ont plus envie de coller des fleurdelisés sur leur auto, ils en ont assez de ce qu'ils appellent maintenant « le folklore », assez des rendez-vous historiques, des drames et des tempêtes.

Les prochaines élections seront fascinantes: pour la première fois depuis des années, deux partis dotés de deux chefs cérébraux et conciliants s'affronteront à armes égales, sur le terrain des vaches, sans s'empoigner autour de drapeaux et de projets collectifs. Fini les drames. Le Québec va respirer. La politique y redévoit ce qu'elle est ailleurs: une activité importante parce que la qualité de la vie démocratique en dépend, mais qui ne prend plus toute la place. Une activité laïque, d'où la foi est exclue.



Rock Hudson, en compagnie de sa vieille amie Doris Day. Cette photo a été prise le 15 juillet dernier.

L'acteur américain Rock Hudson est mort beaucoup trop tôt. Entre le jour où le monde a su qu'il était atteint du SIDA et celui où il nous a quittés, Rock Hudson a réussi, par sa seule présence, à donner un visage sympathique à la maladie la plus controversée du siècle.

Avant Hudson, les victimes du SIDA étaient grosso modo rejetées dans la catégorie des « ils l'ont bien mérité ». Pour une bonne part homosexuels et consommateurs de drogues dures (le virus est aussi transmis par le biais de seringues non stérilisées), les victimes ne trouvaient dans le grand public qu'une sympathie limitée.

Avec Hudson — et au même moment avec la réalisation que beaucoup d'« innocents » hétérosexuels et des enfants pouvaient être atteints — le climat a changé. On ne veut pas d'un élève porteur du SIDA dans la même école que son rejeton, mais on recevrait bien Hudson à sa table, SIDA ou pas. Grâce à lui, des collectes ont pu être organisées (plus d'un million en une seule soirée à Hollywood) et le public a mieux pris conscience de l'importance et de la cruauté du mal.

Mort trop tôt, parce que le suraît de sympathie est encore infime, compare à la vague de peur et de rejet qui traverse l'Amérique. Image extrême: un récent sondage du Washington Post révèle qu'un Américain sur quatre est d'accord pour mettre les victimes du SIDA « en quarantaine dans des endroits désignés pour les garder à l'écart de la population ». Même Jerry Falwell, leader religieux de la « majorité morale », ne va pas si loin. Il réclame que soient emprisonnés ou mis en quarantaine « seulement » les homo-

sexuels porteurs du virus et qui continuent d'avoir une activité sexuelle.

Partout aux États-Unis, des barrières sont érigées autour des porteurs du syndrome. Dans plusieurs écoles, lorsqu'on les laisse entrer, on regroupe les enfants atteints dans une classe à part. Le Congrès a voté mercredi une disposition permettant la fermeture « d'établissements de bains et de massages » qui peuvent « faciliter la transmission du virus ». Le texte vise clairement les établissements homosexuels.

Les victimes craignent qu'une discrimination systématique soit en train de s'établir, et la confection de listes de porteurs du virus est au centre du débat. (Il y a près de 7000 Américains malades du SIDA et on estime que 500 000 à un million de personnes sont porteuses du syndrome, sans en être atteintes.) Depuis mars, les banques de sang américaines utilisent « Elisa », un test qui permet de détecter la présence d'anticorps produits par l'organisme en réaction au SIDA. Le test a été conçu pour éviter que du sang atteint du syndrome soit utilisé dans des transfusions. Mais le résultat du test pose un problème d'éthique. Qui, à part le donneur, doit savoir que telle ou telle personne porte le SIDA? L'État du Colorado est le premier à réclamer que les banques de sang lui livrent la liste des noms des porteurs. L'objectif est de permettre un meilleur suivi des cas, mais les porteurs et les associations de droits de la personne craignent que ces listes puissent être utilisées à des fins discriminatoires.

Des citoyens de seconde classe

Déjà, l'armée américaine a



JEAN-FRANÇOIS LISÉE
à Washington

collaboration
spéciale

decide de ne pas accepter de porteurs du SIDA. Tous les volontaires doivent se soumettre au test de sang et les actuels membres des forces armées devront y passer. Une entreprise de Dallas oblige les employés qui travaillent avec des produits alimentaires à se soumettre au test pour identifier les porteurs ou victimes du syndrome et les empêcher de manier les aliments. Les autorités locales de la région de Miami, en Floride, et de Newark, dans le New Jersey, étudient des réglementations allant dans le même sens. (Les groupes d'homosexuels et plusieurs spécialistes du SIDA critiquent ces mesures et affirment qu'aucune transmission du syndrome n'a pu être décelée autrement que par hérité, contact sexuel, transmission sanguine et utilisation de seringues infectées.)

A New York, Diane McGrath, candidate à la mairie contre le maire sortant Ed Koch, propose de rendre le test obligatoire pour les médecins, dentistes, infirmières, professeurs, coiffeurs, employés de l'alimentation et prostituées afin de déceler les porteurs et leur interdire de poursuivre leur activité dans ces professions. « C'est notre devoir de protéger ces gens contre eux-mêmes », dit-elle. Ils constituent une menace claire et évidente pour la santé de leurs clients. McGrath n'a aucune chance d'être élue à la mairie mais son programme

SIDA

Rock Hudson est mort trop tôt



Le coup de fouet!

■ L'élection de Pierre Marc Johnson est le coup de fouet qu'attendaient les indépendantistes. C'est maintenant chose faite et « je crois que ça va réveiller bien du monde ».

Tel est du moins l'avis exprimé par le président du Mouvement nationaliste du Québec (MNQ), Gilles Rhéaume. Avec le concours de l'avocat Guy Bertrand, M. Rhéaume espère sonner le ralliement des troupes, le but ultime de l'opération étant d'empêcher le nouveau premier ministre désigné de signer le « Canada Bill ». M. Bertrand et Rhéaume ont décidé de lancer un appel à la mobilisation de tous les groupements indépendantistes afin de mettre rapidement sur pied une vaste coalition pour contrer l'action que s'approprie M. Johnson.



Gilles Rhéaume.

Le président du MNQ vient d'adresser une lettre à une quinzaine d'organisations, dont le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI), les invitant à participer à une réunion de « stratégie ». Cette rencontre aura lieu à Montréal, le samedi 2 novembre, à la maison Duvernay, le siège social de la SSJB de Montréal dont M. Rhéaume a été président.

Lors des États généraux sur l'indépendance tenus en 1984, une idée maîtresse était ressortie. Soit la nécessité de rassembler les indépendantistes sans égard à leurs divergences d'opinion sur d'autres points. Ce qui ne sera pas une tâche facile, admet M. Rhéaume. Plusieurs craignent encore une fois d'être simplement récupérés à des fins strictement politiques.

Mais, compte tenu de la conjoncture actuelle, M. Rhéaume espère pouvoir réussir à réaliser ce genre de mobilisation.

De toute façon, la tentative de M. Rhéaume et Bertrand sera un exercice utile. Car elle permettra de voir si, malgré les différents courants qui animent les groupes et groupuscules indépendantistes, il est possible de réunir tout ce monde derrière un objectif commun.

Il serait étonnant que la réponse fût positive puisqu'il y a autant d'approches que de mouvements... Et on en compte bien une quinzaine.

Le maraudage continue

Pour sa part, le chef du Parti conservateur du Québec, André Asselin, est plus optimiste que jamais. Car même si la fusion projetée de l'Union nationale avec son parti n'a pas été réalisée, le maraudage continue et porte des fruits.

Le chef du PCQ est en train de débiter des personnalités régionales qui étaient susceptibles de se présenter sous la bannière unioniste lors des prochaines élections.

M. Asselin prétend aussi qu'il y a un net rapprochement entre son parti et les conservateurs fédéraux depuis quelques semaines et que l'élection de Pierre Marc Johnson à la présidence du Parti québécois profitera en définitive à son parti.

Bien des conservateurs fédéraux espèrent que M. Johnson se décide à fonder un parti au Québec. On dit qu'il a déjà envisagé cette possibilité il y a quelques mois. Mais après son élection comme chef du PQ, cette hypothèse n'existe naturellement plus.

Bien des conservateurs « estiment que M. Johnson s'est trompé et a choisi le mauvais parti. Des gens reconnus comme de vieux militants conservateurs sur la scène fédérale et qui attendaient les événements avant de se brancher, sont maintenant prêts à nous aider. Ce qui est un autre signe très encourageant pour nous », a noté M. Asselin.

Confiant plus que jamais que sa nouvelle formation politique fera une percée au Québec, M. Asselin a souligné qu'il présidera, dimanche, une réunion à Val d'Or. Il annoncera alors officiellement que l'ex-député Armand Caouette sera candidat pour son parti dans le comté d'Abitibi-Est « où il jouit d'une excellente réputation ». Le chef conservateur a aussi souligné que dans le comté de Shefford c'est l'ex-unioniste Léonce Boulanger qui représentera son parti.

M. Asselin compte en outre annoncer prochainement d'importantes candidatures dans les comtés de Drummondville, Chauveau et en Mauricie.

Lundi soir le chef du PCQ présentera sa candidate dans le comté de Saint-Jean, Mme Thérèse Poirier-Horrobin, reconnue autrefois comme une vieille militante libérale, mais qui n'a pas accepté le retour de Robert Bourassa.

D'autre part, depuis la démission de son chef, Jean-Marc Béliveau, l'Union nationale se perd dans le désarroi. L'UN pourrait bientôt disparaître sans qu'il y ait eu fusion avec le PCQ. M. Asselin a bon espoir de répéter l'exploit des créditistes de Camil Samson, en 1970, et de faire élire une douzaine de députés à l'Assemblée nationale.

Une tradition

Les gens de ma génération se souviennent de la tradition de la pratique religieuse des exercices des premiers vendredis du mois. Il y aura désormais celle des premiers jeudis du mois.

Les conservateurs des comtés de l'Est de Montréal viennent en effet de lancer la dévotion des premiers jeudis du mois. Une initiative mise de l'avant, avant-hier, (jeudi) par la ministre d'État au Transport, Suzanne Blais-Grenier, dans le but de permettre aux électeurs de rencontrer ministres et députés du gouvernement de Brian Mulroney.

Mais cette première tombait mal pour la ministre. Le matin même, le columnist Christopher Young, de la chaîne Southam News, affirmait sur la foi de sources non identifiées que Mme Blais-Grenier, lorsqu'elle détenait le portefeuille de l'Environnement, aurait pris des vacances en Europe avec son mari aux frais des contribuables. L'affaire a rebondi aux Communes où la ministre a vigoureusement dément les accusations.

Suzanne Blais-Grenier.

Mme Blais-Grenier a donc eu également le loisir de nier ces allégations devant un bon nombre de journalistes qui étaient venus assister à cette réunion de cinq à sept qui a attiré une foule assez nombreuse.

Quant à Jean Dugré, le nouveau directeur des opérations pour le Québec, il s'est dit très heureux de l'initiative de la ministre, surtout qu'elle permettra à la longue de faire connaître les différents ministres du gouvernement à la population de ce coin de la Métropole.

Brian Mulroney s'éloigne du credo conservateur



MAURICE JANNARD

de notre bureau
d'Ottawa

■ Comme un élève dont on dit qu'il a la bosse des mathématiques, il y a un lieu commun en politique qui veut que le parti conservateur soit sensé mieux connaître les rouages de l'économie puisqu'une bonne partie de ses membres vient de l'entreprise privée.

« Quand je serai au pouvoir, l'économie sera ma priorité », proclamait Brian Mulroney durant la campagne électorale, fort de son expérience à la direction de l'Iron Ore. Toutefois, au cours des dernières semaines, le gouvernement conservateur a pris des décisions qui démontrent que ce parti n'a pas le monopole du sens des affaires. Sa réputation de bon gestionnaire est remise en cause.

Le fiasco des banques Commerciale et Northland coûte \$1 milliard aux contribuables canadiens. L'accord donné à Petro-Canada pour acheter Gulf Canada permet à une société d'État de devenir la plus grosse compagnie pétrolière au pays. Les conservateurs ont sou-

vent critiqué le gouvernement libéral précédent pour avoir rescapé les canards boiteux et encouragé le développement des entreprises d'État. Ils se font aujourd'hui reprocher les mêmes vices. Les accusations viennent de personnes qui appuient le Parti conservateur depuis fort longtemps.

John Bulloch, le président de la Fédération des petites entreprises indépendantes, a porté un dur coup cette semaine quand il a menacé publiquement le gouvernement de se retirer du comité Nielsen, le groupe de travail dirigé par le vice-premier ministre qui a pour tâche de faire le ménage dans les programmes fédéraux. Les participants au comité Nielsen ont été recrutés dans la communauté des affaires et le monde syndical.

Expliquant son geste à LA PRESSE, M. Bulloch a déclaré : « Le cabinet tory a renié ses promesses électorales et il a trahi les entrepreneurs ». Ottawa, rappelle le fougueux porte-parole de l'industrie privée, s'était engagé à réduire le déficit en s'abstenant des dépenses de l'État. Brian Mulroney a peur de mettre cette promesse à exécution. Il cherche plutôt à diminuer sa dette en augmentant les impôts des particuliers et en taxant les biens de consommation.

Les conservateurs ont fait comme leurs prédécesseurs et le gouvernement de René Lévesque : ils ont accru les taxes sur l'essence, le tabac, l'alcool et les produits de beauté. En outre, au cours des prochains mois, les travailleurs et les employeurs devront payer davantage pour les contributions aux régimes de pension publics.

Investi d'une mission ambiguë, le comité Nielsen a suscité beaucoup d'intérêt à ses débuts. Le climat est maintenant à la méfiance dans le secteur public.

On raconte aussi que, lors de la préparation du budget fédéral du 23 mai dernier, les représentants de l'industrie et ceux du monde syndical s'étaient entendus pour réduire les dépenses de l'État de \$2 milliards. Mais, devant l'hostilité de certains ministres, qui craignaient des réactions négatives dans leur comté, le cabinet Mulroney a reculé. Il a réduit cette cure à dix p. cent de la proposition originale.

Dans ce contexte, on comprend pourquoi le premier ministre ne parle à peu près jamais des recommandations du groupe Nielsen et c'est d'ailleurs ce qui enrage le plus John Bulloch. « Le premier ministre doit s'engager fermement et publiquement en faveur du comité

ou ce dernier doit disparaître », a-t-il dit.

Chez les backbenchers conservateurs, on s'inquiète également des orientations économiques du cabinet. Le député de Calgary-North, Paul Gagnon, s'est fait le porte-parole de plusieurs de ses collègues quand il a affirmé que la décision de permettre à une entreprise de l'État d'acquiescer Gulf Canada relevait « d'une tête d'âne ». Or, ce dossier a été discuté du début à la fin dans le bureau du premier ministre Mulroney.

Ce dernier a dû trancher entre les positions extrêmes de la ministre de l'Énergie, Pat Carney, qui favorisait la transaction, et celle du ministre de l'Expansion industrielle régionale, Sinclair Stevens, qui n'était pas d'accord.

Le chef conservateur a réussi à faire avaler la décision à l'influent ministre de Toronto, et aussi à la députation de l'Ouest, en promettant de privatiser Petro-Canada dans les prochains mois, mesure qui serait plus conforme au credo tory.

Brian Mulroney s'est peut-être fait élire en se présentant comme un modéré, mais plusieurs ont commencé dans son parti à lui rappeler qu'il est aussi à la tête d'une formation appelée conservatrice...

CHINE

Le dépoussiérage idéologique pourra se poursuivre



PIERRE
SAINT-GERMAIN

La Chine populaire poursuivra systématiquement la politique de réformes tous azimuts amorcée depuis la mort de Mao en 1976. Mais, parallèlement, elle devra lutter contre les dangers de dérapage «libéral-bourgeois», pour ne pas dire antimarxiste, auxquels l'expose déjà un virage aussi prononcé.

Vu de l'extérieur, c'est essentiellement ce qui paraît se dégager de la conférence extraordinaire du Parti communiste chinois (PCC), qui a pris fin à Pékin la semaine dernière et dont les échos parcourent encore le monde.

Il s'agissait, selon les historiens, de la troisième réunion de ce genre depuis la fondation du PCC, en 1921. La première, convoquée en 1937, approuva la politique de «front uni» avec le Kuo-min-tang de Tchong Kechek contre l'imperialisme japonais. À la deuxième, en 1955,

Mao parvint à éloigner l'un de ses principaux rivaux de l'époque, Gao Gang.

Tout indique que la conférence de la semaine dernière a été un succès, mais non une victoire totale, pour le numéro un chinois, Deng Xiaoping, qualifié en divers milieux de fossoyeur en chef du maoïsme — celui de la dernière période en tout cas.

D'une part, Deng, qui s'est imposé il y a maintenant sept ans, a réussi à consolider sa mainmise sur les organes dirigeants du PCC. Mais, d'autre part, il a été forcé de composer avec d'éminents orthodoxes demeurés dans les rouages du régime. Une partie de ces éléments sont des militaires inquiets du rôle plutôt effacé que jouerait aujourd'hui l'armée, dont plus d'un million d'hommes ont été démobilisés en juin dernier.

Des «départs volontaires»

L'héritier contesté de Mao a obtenu le «départ volontaire» de quelque 130 hauts cadres, dont 61 membres du comité central et 10 du bureau politique. Leur âge, dans la plupart des cas, s'échelonne entre 70 et 80 ans. Tous ces vétérans de l'ère maoïste, qui appartiennent à la

même génération que Deng (il a 81 ans) mais sont apparemment restés attachés au passé, ont entrepris une retraite dorée. Dans cette brochure figurent le maréchal Ye Jianying, 88 ans, et Deng Yingchao, 81 ans, veuve de Chou En-lai, qui fut un proche collaborateur de Mao.

Le vide créé par cette hémorragie provoquée a été aussitôt comblé par du sang neuf, alléguant à certains extrémismes de naguère mais réceptifs au vent de modernisation, double de pragmatisme, qui balaie présentement le pays le plus peuplé de la planète.

Deux des étoiles montantes du PCC remanié ont accédé au bureau politique: Hu Qili, 56 ans, et Li Peng, 57 ans. Ce sont des universitaires acquis au dépoussiérage idéologique déclenché sous l'impulsion de Deng. Qili est considéré comme le futur secrétaire général du PCC, poste actuellement occupé par Hu Yaobang, qui semble avoir joué un rôle de second plan à la conférence extraordinaire. Quant à Li Peng, passionné de technologie, il serait appelé à succéder à Zhao Ziyang comme premier ministre.

Avec des disciples de cette trempe aux postes de commandement, la succession de Deng sem-

ble bien assurée. Cependant, estiment les experts occidentaux, il reste suffisamment de chiens de garde susceptibles de contrer un réformisme qui dépasserait les bornes admises dans un pays se réclamant du socialisme marxiste. Le plus en vue est peut-être l'économiste Chen Yun, qui est favorable à des changements mais se montre plus prudent que certains dans les modalités de leur mise en oeuvre.

Les capitaux étrangers

De nombreux scandales impliquant des cadres du PCC ont éclaté depuis l'ouverture du pays aux capitaux étrangers, notamment ceux des multinationales, et la mise en oeuvre, il y a un an, de mesures visant à libérer les prix et donner une plus large autonomie aux entreprises. Sans entrer dans le détail de ces scandales, Chen Yun a fermement dénoncé la gabegie et les abus. Il a réclamé que des mesures appropriées soient prises et que la discipline soit renforcée dans tous les domaines, y compris l'idéologie.

Deng a justifié la nécessité de poursuivre les réformes en cours, tout en menant — a-t-il tenu à ajouter — la lutte contre le «libéralisme bourgeois».



Le numéro un chinois, Deng Xiaoping.

C'est donc un réajustement, plutôt qu'un pas en arrière, qui semble se préparer en Chine, où la ligne appliquée par Deng et ses proches donnait des 1982 des résultats fort satisfaisants. Le revenu des paysans a nettement progressé et l'accroissement du nombre des petits détaillants a sensiblement amélioré le ravitaillement de la population tant en denrées alimentaires qu'en d'autres produits de consommation courante.

En 1983, les zones franches, réservées aux industries étrangères orientées vers l'exportation, ont bénéficié de mesures fiscales plus libérales qu'au début de cette expérience. Dans l'ensemble, l'Etat a accru son rôle social tout en jetant du lest dans le domaine économique.

Politique étrangère

Des modifications sont égale-

ment intervenues dans la politique étrangère de Pékin. La nouvelle équipe a entamé un rapprochement avec Moscou, surtout depuis l'arrivée au Kremlin de Mikhaïl Gorbatchev. Et, tout en maintenant de bonnes relations avec Washington, elle ne s'est pas engagée dans la «coopération stratégique» antisoviétique que lui proposait Washington.

Bref, le volontarisme et l'idéalisme révolutionnaires ont fait place au pragmatisme et au réalisme. Selon la vision de Deng, la Chine rééquilibre ses stratégies. Elle s'efforce de rattraper le plus tôt possible les retards qui en ont fait un pays excessivement sous-développé en dépit des succès indéniables accomplis sur divers plans sous le règne de Mao.

MEXICO

Le séisme aura des suites sociales



Épuisé, un secouriste s'est endormi sur un lot de vieilles planches.

Nombre de Mexicains se demandent, plus ou moins confusément, si le séisme du 19 septembre n'est pas aussi une chance pour le pays. Alors que les sauveteurs n'ont pas encore fini de sortir tous les cadavres et que plusieurs dizaines de milliers de sinistrés dorment dans la rue ou dans les quelques parcs de la ville, le débat sur le futur va bon train. Il a des dimensions politiques, administratives, écologiques et même morales. Les discussions les plus pressantes portent sur la décentralisation à propos de laquelle le gouverneur de l'Etat de Tlaxcala vient de déclarer: «C'est maintenant ou jamais.»

FRANÇOIS PISANI À MEXICO

collaboration spéciale

L'enjeu est considérable: Mexico, qui est déjà, avec 18 millions d'habitants, la plus grande ville du monde, peut-elle rester vivable? Juan Maria Almonte, chroniqueur du quotidien El Dia, estime que le tremblement de terre a révélé que cette capitale «est le fruit de l'accumulation du travail inhumain, c'est-à-dire du travail sans fin: une accumulation démographique, industrielle, culturelle et démagogique sans écologie globale».

Pres de la moitié de l'industrie du pays se trouve concentrée dans la capitale, qui contribue pour 40 p. cent à la formation de son produit intérieur brut. Les caractéristiques du site (une cuvette en altitude) font que la pollution y est plus sévère que partout ailleurs. Si rien n'est fait, Mexico atteindra 30 millions d'habitants au début des années quatre-vingt-dix. Une bonne image de l'enfer.

En quelques jours, des projets qui étaient à l'étude depuis longtemps ont été mis en oeuvre.

Les cinq mille travailleurs de l'organisme chargé de l'entretien des routes fédérales ont déjà reçu l'ordre de se rendre à Cuernavaca, à 80 km au sud de la capitale. Quarante p. cent des 35.000 fonctionnaires du ministère de l'Agriculture qui travaillaient à Mexico vont être envoyés en province. On parle de démanteler neuf ministères, de la Défense nationale au Tourisme.

«Il serait bon de soumettre les administrations centrales à une cure d'amaigrissement» estime Tulio Hernandez, gouverneur de l'Etat de Tlaxcala, à l'est de la capitale. «C'est-à-dire qu'il faudrait laisser à Mexico le ministère et 300 personnes et décentraliser les unités stratégiques, les archives, les organismes décentralisés et les instituts de recherche.» Plusieurs associations de paysans ont pour leur part demandé dès le 2 octobre qu'on ne se contente pas de démanteler les immeubles et les employés. Elles veulent que les antennes des ministères dans chaque Etat aient l'autorité requise pour décider sans attendre le feu vert du centre, où qu'il se trouve.

La fièvre de la décentralisation semble avoir aussi atteint le secteur privé. Un nombre important d'entreprises petites et moyennes ont manifesté l'intention de quitter la capitale.

Un récent sondage révèle que trente p. cent des habitants de Mexico seraient disposés à aller vivre ailleurs. Deux mille employés du ministère de la Réforme agraire ont déjà demandé leur transfert. Pour aider ses membres à résoudre les problèmes que de tels déplacements impliquent, la Fédération des syndicats de fonctionnaires a déjà dégagé deux cent millions de pesos (un peu plus de 500 millions de dollars US). Or jusqu'au mois dernier, le mot «décentralisa-

tion» était honni des travailleurs.

Cette atmosphère favorable n'est pas suffisante pour résoudre deux problèmes de fond: celui du financement et celui des implications politiques. Décentraliser coûte cher. Or le gouvernement n'a pas d'argent. L'entreprise privée et les syndicats sont partisans d'un moratoire prolongé de la dette internationale de façon à utiliser les fonds ainsi libérés pour la reconstruction. Mais le président De La Madrid s'est pour le moment prononcé en faveur d'une simple renégociation.

Le problème le plus sérieux est d'un autre ordre. «La décentralisation est aux termes du langage indissociable de la transformation de l'appareil politique de décision», rappelle Juan Maria Almonte. Or le Mexique est un des pays où le pouvoir politique est le plus concentré. Une réalité qui, selon Fernando Gutierrez Barrios, un des hommes clés du système, avait pu correspondre à un moment historique mais qui aujourd'hui «constitue un obstacle sérieux au développement politique du pays».

L'exemple le plus clair est peut-être le problème posé par le mode de désignation de celui qui fait office de maire de la capitale. La tradition veut qu'il soit nommé par le président, ce qui lui vaut son titre officiel de «régent». C'est la meilleure façon d'éviter que l'énormité de ses responsabilités n'en fasse un rival du chef de l'Etat. Depuis le 19 septembre, et l'importance de la participation populaire aux travaux de sauvetage à un moment où l'administration était dépassée, un grand nombre d'habitants de Mexico estiment — et le disent — qu'ils ont bien mérité le droit d'élire leur maire. On conçoit que les résistances soient énormes.

BEYROUTH

L'URSS dans le piège libanais



Un membre de la milice, armé d'une M-16 américaine, monte la garde devant l'ambassade soviétique.



ROGER
AUQUE
à Beyrouth

collaboration
spéciale

Un corps allongé, du sang coagulé sur le visage, une balle dans la tête, voilà ce qu'ont pu voir, mercredi, les 2 diplomates soviétiques, venus identifier, à l'hôpital américain de Beyrouth, le corps de leur collègue, Arkadi Katkov, attaché culturel auprès de l'ambassade d'URSS. Hier soir, nous étions sans nouvelles du sort des trois autres otages soviétiques.

Du haut de l'immeuble moderne, la vue plonge sur la chancellerie soviétique. Le vent, trop faible, soulève à peine le drapeau rouge, frappe de la faucille et du marteau. La résidence est composée de plusieurs bâtiments, typiquement libanais, avec leurs pierres de taille, de couleur jaune. Elle est construite au milieu d'un parc, occupé en partie par un superbe court de tennis. Un mur, haut de 3 mètres, entoure l'ambassade. Au milieu des arbres, on peut distinguer 4 hommes, en train de discuter. Ils font partie de la dizaine de diplomates russes regroupés dans la chancellerie. Devant «Mazraa», une des principales avenues du secteur musulman de Beyrouth, les automobilistes et les piétons vaquent à leurs occupations, comme si de rien n'était. Pourtant, le dispositif de sécurité a été nettement renforcé. 20 à 25 bérets rouges de la Gendarmerie libanaise ont établi un double cordon de sécurité. Aux 4 coins de la résidence, des miliciens druzes du Parti socialiste progressiste sont montés sur des «douchkas», sorte de mitrailleuses anti-aériennes. Ar-

més jusqu'aux dents, le lance-roquette sur l'épaule, les miliciens sont déployés au milieu des blocs de béton. «Nous faisons partie de la garde spéciale de Walid Joumblatt — le leader druze — me dit, sans rire, un milicien, le walkman sur les oreilles. Notre travail, c'est de protéger les ambassades.»

La paranoïa va-t-elle s'emparer des Soviétiques, comme pour les Américains, à Beyrouth?

En fait tous les ressortissants n'ont pas été regroupés à l'ambassade. La majorité des 150 Soviétiques continuent de se rendre à leur travail. Pres de la télévision libanaise, se trouve le centre culturel soviétique, un beau bâtiment de marbre noir. Les bureaux sont ouverts, de jeunes libanaises viennent s'inscrire pour suivre les cours de langue. Seule présence insolite, la dizaine de miliciens armés, vautre dans les canapés du hall d'entrée. À ma demande, apparaît le directeur de l'institut. C'est un robuste moscovite à l'allure paysanne. Il refuse de répondre aux questions, se contentant de préciser qu'il continue de dormir chez lui, non loin du centre. Dans le même quartier habite un autre ressortissant soviétique, un journaliste, appelons-le Vladimir. En bas de son immeuble, il n'y a aucune présence armée. Il suffit de sonner à l'interphone, pour rencontrer Vladimir. Blond, âgé d'une quarantaine d'années, il me reçoit très gentiment dans le salon, transformé en bureau, où traînent des revues touristiques sur l'URSS. Au mur est accroché un calendrier russe, avec une photo représentant une ravissante Soviétique. Vladimir s'exprime dans un français presque parfait. «J'ai étudié le français à l'Université de Mos-

cou, mais je ne suis jamais allé en France. Je la connais à travers la littérature et le cinéma.»

Bien sûr, j'ai peur, reconnaît Vladimir, mais je n'ai rien changé à mes habitudes. J'évite simplement de trop me déplacer. Ici je vis avec ma femme. Quant à mes deux enfants, ils sont à Moscou, chez leur grand-mère, depuis plusieurs mois. On défend aux familles de venir au Liban avec leurs enfants.»

Hier on parlait, dans les milieux autorisés, d'une possible évacuation. «Personnellement, on ne m'a rien dit. De toute manière, les directives, à ce sujet, viendront du Kremlin. Pour l'instant, moi je reste ici. Cela fait 2 ans que je réside au Liban. Les libanais ont toujours aimé et respecté les Soviétiques. Et puis vous savez, nous gardons l'espoir que nos trois camarades soient bientôt libérés, même si les ravisseurs ont fait preuve de cruauté.»

Pourtant à Beyrouth, on craint le pire. Hier, durant toute la journée, les forces syriennes et leurs alliés libanais ont poursuivi leur offensive contre les intégristes islamiques de Tripoli, au Nord-Liban. Si la bataille ne s'arrête pas, un deuxième otage soviétique risque d'être exécuté. Seul un réel accord de cessez-le-feu, entre le Sheik Shabane, chef des intégristes, et les Syriens pourrait permettre la libération des otages. En demandant officiellement à Damas de tout faire en ce sens, Moscou a mis son allié syrien au pied du mur. Jusqu'à présent, la Syrie jouait le rôle de médiatrice, dans l'affaire des 11 ressortissants américains et français, détenus par les terroristes musulmans pro-iraniens, au Liban. Avec les otages soviétiques, Damas, mais aussi Téhéran, sont directement impliqués.

La justice a tendance à «oublier» les crimes des gens haut placés

■ La justice québécoise ne doit pas être vindicative, ni répressive, mais elle devra prochainement tenir compte, dans le champ de son action pénale, des fautes «modernes». Elle devra notamment sanctionner plus fortement qu'aujourd'hui, par l'amende ou autrement, toute cette série d'actes «oubliés» qui concernent la sécurité des personnes, la vie économique, la protection de l'environnement et la sécurité informatique.

JEAN-PIERRE BONHOMME

C'est l'avis qu'a formulé hier le criminologue Antoine Manganas, de la faculté de droit de l'université Laval. M. Manganas s'exprimait hier au terme du colloque international de l'École de criminologie de l'Université de Montréal. L'expert a expliqué qu'une série d'actes d'une particulière gravité, commis en toute connaissance de cause par des personnes scolarisées, et postées haut dans l'échelle sociale, sont actuellement balayés sous le tapis de la justice.

Les dirigeants d'entreprises qui fraudent, qui polluent l'environnement consciemment; les conducteurs de voiture qui s'aventurent en état d'obriété sur les routes et qui connaissent les risques de pareils actes, devraient être sanctionnés sévèrement a dit le juriste. Ces personnes, a-t-il dit, sont des privilégiés de la société et celles-ci ont le devoir d'agir d'une manière responsable.

M. Manganas a généralement adopté une position «centriste» dans l'important débat qui a clos le colloque. Il s'agissait, pour la centaine de criminologues présents, de réfléchir sur le droit de l'État de punir ses citoyens. M. Manganas a pour sa part reconnu à l'État le droit de sanctionner par la prison, surtout pour ce qui concerne la récidive en cas grave, mais il a recommandé aux justiciers d'imiter l'Europe. Sur ce continent, a-t-il souligné, la justice criminelle a plus recours que chez nous à l'amende et aux travaux communautaires lors des premières offenses.

L'ancien directeur de l'École, M. Denis Szabo, comme plusieurs participants, a regretté que les corps policiers se soient récemment «repliés sur eux-mêmes» et n'ont cessé d'adopter des attitudes imaginatives dans le domaine de leurs relations avec les accusés. Il a dit avoir noté, chez ces serveurs de l'État bien payés, une certaine lassitude, un certain décrochage.

Le journaliste Laurent Laplante, qui a oeuvré en matière de justice criminelle, a été plus critique. Il a dit que l'attitude vindicative de plusieurs policiers à l'égard des politiques pénales et du recours à la potence est «scandalieuse». Les policiers, a-t-il dit, ont l'occasion de défouler à la petite semaine en méprisant les prévenus qu'ils perçoivent comme des crottés de la société; cela devrait suffire. Les policiers, a-t-il ajouté, «présentent une image dramatique de leur profession comme si elle était plus périlleuse que l'alpinisme; or il n'en est rien... ils cherchent tout simplement à organiser la vengeance». M. Laplante s'est également élevé contre les groupes de citoyens «vengeurs» qui se constituent pour exercer des pressions sur l'État avant même que les procès des prévenus aient été engagés.

La vengeance, la violence de l'État, a indiqué le professeur Maurice Cusson, de l'École de criminologie, seul dans son coin «autoritaire», est un fait social avec lequel il faut vivre; sans elle, a-t-il laissé entendre, les populations prennent elles-mêmes en mains leur défense et il s'ensuit une escalade de représailles. Cette assertion a été contestée par la plupart des intervenants.

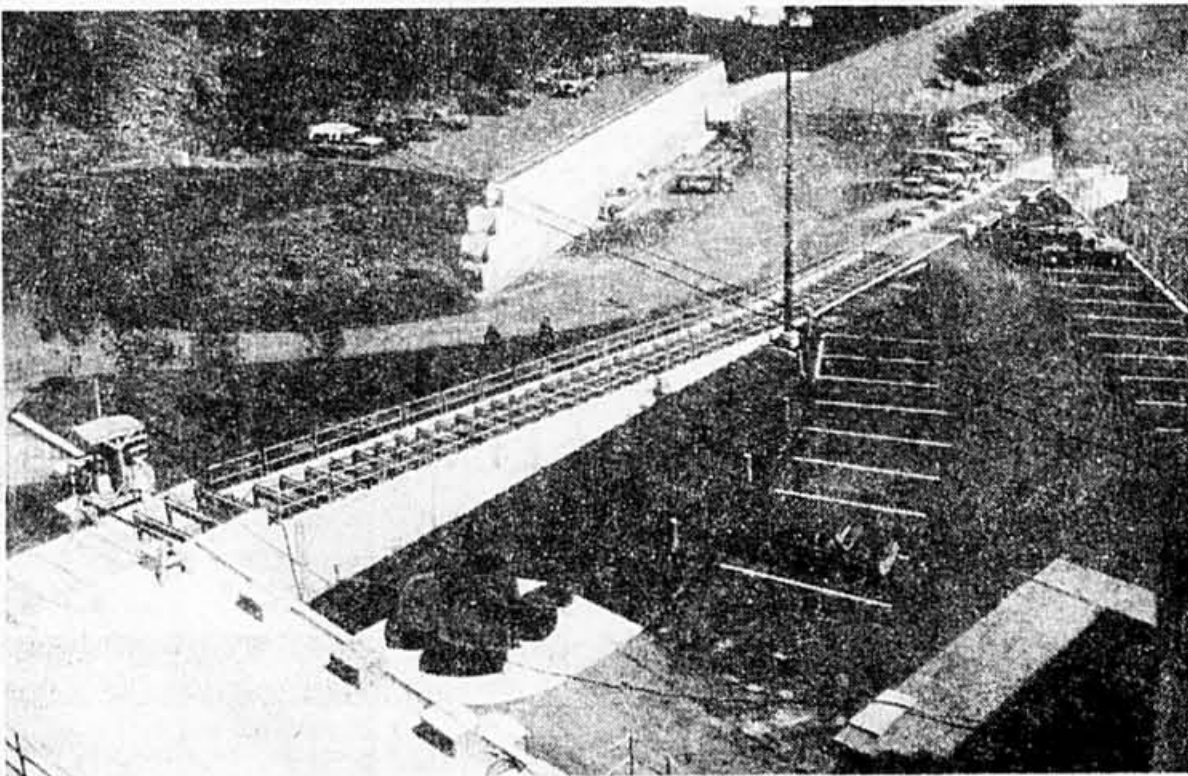
M. Louk Hulsman, des Pays-Bas, pour sa part, a expliqué comment, à son avis, il serait possible de «dcriminaliser» la société au point d'abolir toute justice pénale. Le leader de «l'abolitionnisme» a expliqué qu'on pourrait «civiliser» la criminalité à la manière des règlements qui surviennent à l'intérieur des grandes entreprises. En ces lieux, a-t-il dit, les conflits se règlent par de justes réparations sans recours à la police.



La centrale de la rivière des Prairies a coûté moins cher qu'on avait prévu

La centrale hydro-électrique qui s'alimente à la rivière des Prairies est maintenant rénovée et opérationnelle. Un investissement de \$60 millions où l'on a pensé aussi... aux petits poissons. La passe migratoire (photo du bas) permettra à l'aloise savoureuse d'aller frayer dans le lac des Deux-Montagnes.

photos LA PRESSE



■ Le ministre de l'Énergie et des Ressources, M. Jean-Guy Rodrigue et le président d'Hydro-Québec, M. Guy Coulombe, ont procédé hier matin à l'inauguration de la centrale rénovée sur la rivière des Prairies, à la hauteur de Saint-Vincent-de-Paul et de Montréal-Nord.

ANDRÉ PÉPIN

Les travaux de rénovation — entrepris en 1983, ils étaient à \$78 millions — ont coûté \$60 millions. La réduction des coûts s'explique par l'amélioration de la situation économique.

L'état de l'ancien évacuateur de crue, en exploitation depuis 1929, mettait en danger la sécurité des ouvrages de la centrale. La détérioration avancée des vannes et des piliers en béton exigeait une nouvelle construction.

La construction de cet ouvrage a nécessité l'intervention de plusieurs entrepreneurs privés de la région métropolitaine. Au plus fort des travaux, près de 300 hommes s'affairaient sur le chantier.

En plus de construire un nouvel évacuateur de crue et un ouvrage de retenue, Hydro-Québec a réalisé une vingtaine de mesures en-

vironnementales au coût d'environ \$3 millions. On a construit une passe migratoire pour l'aloise savoureuse, une plate-forme de pêche sur la rive nord, un parc linéaire avec piste cyclable et sentiers pédestres. On a aussi procédé à l'aménagement d'un haut fond pour favoriser la reproduction de la faune aquatique.

Les deux rives, surtout celle de l'île de Montréal, ont été consolidées et stabilisées pour résister à l'érosion et au passage des glaces.

Les travaux de rénovation ont inquiété la population en 1983. Situé en plein cœur d'une zone urbaine paisible, le chantier risquait de perturber considérablement la quiétude des citoyens. Plusieurs spécialistes de la circulation ont travaillé dans ce secteur pour minimiser les problèmes.

La centrale de la rivière des Prairies est intégrée au réseau d'Hydro. Le président Coulombe a procédé à son inauguration en soulignant qu'Hydro-Québec a raffiné ses méthodes en oeuvrant dans une zone urbaine. «Cet apprentissage nous servira sûrement dans l'exécution d'autres travaux», a déclaré le président de l'Hydro.

LA PREMIÈRE DAME SOVIÉTIQUE ÉBLOUIE PAR LA MODE OCCIDENTALE

Raissa Gorbatchev visite les couturiers français

■ PARIS — Ravie, un sourire extasié aux lèvres, Mme Raissa Gorbatchev, épouse du numéro un soviétique a suivi d'un regard admiratif pendant une demi-heure hier la collection d'Yves Saint-Laurent, présentée en particulier par cinq mannequins qui semblaient sortir tour à tour, selon son expression, «d'une boîte noire magique».

AGNÈS DRONNIKOV
de l'Agence France-Presse

Accompagnée de Mme Dumas, épouse du ministre des Relations extérieures et d'une suite impressionnante de gardes du corps, la première dame soviétique s'est confortablement installée sur les célèbres canapés rouges aux côtés d'Yves

Saint-Laurent. Elle a également fait une visite chez Pierre Cardin.

«Oh, il y a beaucoup de noir, j'aime beaucoup le noir moi aussi», dit-elle un peu dérouter tout de même par le nombre de pantalons, vêtements que les femmes soviétiques ne portent pas le soir. Les longues jupes entravées l'amusent, par contre, les tailleurs ont sa faveur, notamment un, à la jupe courte, couleur d'automne.

Raissa Maximovna s'intéresse aux mannequins, «quel âge ont-elles?» «Mais combien faut-il peser pour entrer dans ses vêtements?», demande-t-elle subjuguée par leur minceur.

Une question à Saint-Laurent: «Est-ce que la longueur de la jupe dépend de la

beauté des jambes?». Le mariage du noir avec le rouge, le jaune ou le rose lui plaît énormément. Une robe du soir en mousseline noir et blanche, une autre en dentelle noire la séduisent particulièrement: «Krassivo» (c'est joli).

Une pose des mannequins avant la présentation de la robe de mariée lui fait dire «le mariage est une chose sérieuse, il faut s'y préparer longtemps...».

C'est fini, tout le monde applaudit, mais Raissa Gorbatchev demande que les mannequins reviennent dans le salon pour qu'elle puisse les applaudir.

Un petit tour dans les salons d'essayage, un échange de cadeaux, des parfums Saint-Laurent pour elle, «j'aime beaucoup Opium», Saint-Laurent obtient

et ajoute «Opium» à «Paris» qu'il lui avait déjà offert. Elle lui offre un coffret laqué de Palekh, orné de miniatures et un livre et l'invite à venir à Moscou.

Il faut aussi développer nos relations culturelles avec la France.

Elle remercie tout le monde, «Non, non elle ne fera aucune déclaration, ne donnera aucune interview». Elle se laisse photographier une dernière fois avec Saint-Laurent et les mannequins. Mais ça suffit, «je ne suis pas à mon avantage à côté des mannequins», dit-elle, avant de s'engouffrer dans la voiture qui la ramène à l'hôtel Marigny d'où elle se dirigera en compagnie de son époux vers le Musée Lénine, rue Marie-Rose dans le XIV^e arrondissement de la capitale française.



Une soixantaine de jeunes ont investi les bureaux montréalais du ministre de l'Éducation hier, dans le calme toutefois et sans violence. Trois de leurs porte-parole, Paule Drouin, Marie Pelchat et Pierre Bolduc, expliquent pourquoi ils n'acceptent pas les coupures annoncées dans les subventions des groupes d'éducation populaire.

photo René Picard, LA PRESSE

Des jeunes occupent les bureaux du ministre de l'Éducation

■ Une soixantaine de jeunes de différentes régions du Québec, oeuvrant dans des programmes d'aide d'éducation populaire, ont pris d'assaut hier les bureaux montréalais du ministre de l'Éducation, François Gendron.

Ils n'acceptent pas que sur 817 groupes, 73 aient perdu leur subvention de fonctionnement alors qu'une centaine d'autres aient vu leur subvention réduite.

Le budget global a augmenté de 1,1 p. cent mais deux secteurs ont été traités aux petits oignons parce qu'ils sont considérés prioritaires par le ministère.

Selon la porte-parole de la manifestation d'hier, Marie Pelchat, les groupes s'occupant d'alphabetisation et de personnes handicapées ont reçu \$240 000 de plus que l'an dernier.

C'est une solution facile pour le ministère de désigner deux priorités et d'en faire porter le fardeau financier par l'ensemble des organismes volontaires en

éducation populaire», soutient-elle.

Les jeunes occupants lient la fin de leur action à la promesse d'une rencontre avec le ministre Gendron, au cours des prochains jours.

Ils demandent alors que tous les groupes reçoivent la même aide financière que l'an dernier, ce qui représente \$80 000.

Ils exigent également qu'en cas de refus de subvention, le ministère prévoit un droit d'appel.

Les groupes d'éducation populaire existent depuis une dizaine d'années. En 1981, devant leur prolifération, le ministère de l'Éducation imposait un moratoire. Celui-ci fut levé en 1984, et une véritable explosion s'ensuivit: de 434 groupes, on passa rapidement à 817. Le budget également se gonfla, passant de \$4 millions à \$8 millions (dont \$2 millions exclusivement réservés à l'alphabetisation et aux personnes handicapées).

— Presse canadienne

Henri Marchessault devra peut-être purger sa peine hors du Québec

L'ex-policier Henri Marchessault ne pourra continuer à purger sa peine de 14 ans de détention à Saint-Joseph-de-Beauce, ni à exercer la fonction de comptable dans une petite entreprise de couture, comme il le faisait depuis quelques mois.

C'est ce qu'a indiqué hier le responsable des centres de détention de l'Est du Québec, Gilles Blanchard, du ministère québécois de la Justice.

Pour M. Blanchard, l'article paru hier en première page de l'hebdomadaire montréalais Allô

Police constitue pour M. Marchessault et sa famille un véritable échec.

« On a dû le retirer de son emploi à 11 h 00 aujourd'hui. Nous devons revoir son milieu de détention et il n'est pas certain qu'on va pouvoir le garder au Québec. Il a fait arrêter 700-800-900 personnes », a-t-il dit.

Dans un article non signé, agrémenté d'une bonne dizaine de photos, il est dit que l'ex-numéro un de la Brigade des suspects de la CUM profite d'un programme mis au point par le

ministère québécois de la Justice, qu'il sort à tous les jours pour se rendre au travail en automobile et qu'il dîne au restaurant tous les mois en compagnie de sa femme et ses enfants.

M. Blanchard nie que l'ex-policier ait droit à un régime spécial.

« Beaucoup de détenus travaillent dans la communauté. Cet été, des détenus de Saint-Joseph-de-Beauce ont travaillé à la dépollution de la rivière Chaudière », a-t-il assuré.

Quant à Marchessault, il a passé la première période de dé-

tention à l'intérieur, sans aucune occupation. On lui a confié ensuite certaines responsabilités dans l'institution qui compte un peu moins de 40 détenus.

Depuis la fin juin, Henri Marchessault s'occupe de la comptabilité d'une entreprise de couture et il a été question récemment qu'il suive des cours de perfectionnement dans la région.

Le centre de détention de Saint-Joseph-de-Beauce accueille majoritairement des gens qui ont une peine de moins de deux ans à purger. Toutefois, selon une en-

tente entre Québec et Ottawa, de 100 à 150 personnes condamnées à de plus longues peines purgent leur sentence dans des centres québécois, souvent pour des raisons de sécurité.

Comme les institutions québécoises pour détention de courte durée n'ont pas d'ateliers de formation professionnelle et n'offrent pas de cours, les autorités tentent de donner des responsabilités le plus possible, quand il n'y a aucun risque.

Le directeur du centre de détention de Saint-Joseph-de-Beau-

ce, Antoine Duchesne, a lui aussi nié que le détenu Marchessault jouisse d'un traitement de faveur.

M. Duchesne a expliqué que sur les 36 détenus à son institution, de 15 à 20 sortent pour suivre des cours ou pour travailler dans la communauté.

M. Duchesne regrette tout ce branle-bas au sujet de l'ex-policier et croit que l'Office des droits des détenus aura probablement quelque chose à dire là-dessus.

— Presse canadienne

Woolco

**RABAIS FANTASTIQUES
POUR VOTRE FAMILLE,
VOTRE FOYER ET POUR VOUS-MÊME**
Venez tôt pour un meilleur choix

LUNDI C'EST LE JOUR 1.44

Bas et accessoires

BAS-CULOTTES Dames: unifiée. Tons variés.	3 pour	1.44
CULOTTE Four dames et taille fortes. P.M.G.T.G.	Chac.	1.44
SLIPS POUR DAMES 100% nylon. P.M.G.	2 pour	1.44
MI BAS Dames: 9 à 11 Filles: 7 à 9	La paire	1.44
CHAUSSETTES HAUTEES Pour hommes: 10 à 13	La paire	1.44
CHAUSSETTES SPORT Pour hommes et garçons. Tons variés.	La paire	1.44
CHAUSSETTES DE TRAVAIL Hommes: 10 à 13. La paire	La paire	1.44
MI BAS POUR DAMES Paquet de 6 paires. Le paquet	1.44	
BAS-CULOTTES POUR DAMES ET TAILLES FORTES. Paquet de 2. Le paquet	1.44	
FOULARD 100% acrylique. Tons variés. Chac.	1.44	
FOULARDS 100% nylon. Tons variés.	2 pour	1.44
SOCQUETTES POUR DAMES 80% acrylique - 17% nylon - 3% autres fibres. 9 à 11	La paire	1.44
BAS-CULOTTES Pied sandale. Tons mode. Chac.	1.44	
MOUFLES POUR DAMES 100% acrylique.	la paire:	1.44

Bébés et enfants

JOUETS À PRESSION Au choix.	2 pour	1.44
CULOTTE OU CAMISOLE 2 à 3X	Chac.	1.44
GANTS, BONNETS ET MOUFLES 4 à 6X et 7 à 14.	Chac.	1.44
CULOTTES OU SLIPS Garçonnetts: 4 à 6X et filles 7 à 14.	2 pour	1.44
MOUFLES POUR ENFANTS 100% acrylique. 2 à 3X et 4 à 6X.	2 paires pour	1.44
COLLANT POUR ENFANTS 100% nylon ou 70% acrylique - 30% nylon. De 6 mois à 12 ans	Chac.	1.44

Hommes et garçons

SLIP POUR HOMMES Polyester-coton. Sous boîte. P.M.G.	La boîte	1.44
T-SHIRT POUR HOMMES Tons variés. P.M.G.	Ch.	1.44
MAILLOT THUNDERBIRD POUR HOMMES. P. à TG Polyester-coton.	Ch.	1.44
SLIP POUR HOMMES Aspect denim. P.M.G.T.G.Ch.	1.44	
CALEÇON THUNDERBIRD POUR HOMMES. P. à TG Polyester-coton.	Ch.	1.44
TUQUE POUR GARÇONS 100% acrylique.	Chac.	1.44
MAILLOT POUR GARÇONS P.M.G.T.G.	Ch.	1.44
CHAUSSETTES SPORT POUR HOMMES	La paire	1.44
CHAUSSETTES DE TRAVAIL POUR HOMMES. Unipointure. La paire	1.44	
GANTS POUR HOMMES ET GARÇONS	La paire	1.44

Literie et couture

TAPIS. 15 x 25 po. Coloris variés.	Chac.	1.44
TORCHONS À VAISSELLE 100% coton. 40 x 70 cm. Paquet de 2.	Le paquet	1.44
LAVETTES 100% coton. 30 x 38 cm. Paquet de 3.	Le paquet	1.44
MOUFLES POUR LE FOUR Choix de motifs et de coloris. La paire	1.44	
TISSU VENDU AU MÈTRE 90 cm ou 115 cm. Coton ou polyester.	Le mètre	1.44
FIL WOOLCREST 100% polyester. Bobine de 183 m.	6 pour	1.44
CISEAUX En inoxydable. Poignée en plastique orange.	La paire	1.44
FIL PHENTEX 50% g. Couleurs variées.	Chac.	1.44

Aliments prêts à emporter

PASTRAMI 454 g. Ch.	3.44	
SOUS-MARIN GINO 7 onces. 125 g.	2 pour	1.44
FROMAGE SWISS KNIGHT 228 g.	Chac.	1.44
BEIGNETS Boîte de 6. Saveurs variées. La boîte	1.44	
COLLATION INSTANTANÉE BELGO 70 g.	2 pour	1.44
SOUPÉ JULIENNE 500 g.	Chac.	1.44
TARTINADE DE POIRES OU DE POMMES 375 mL.	Chac.	1.44
PÂTE DE TOMATE 5 1/2 onces.	4 pour	1.44
SOUPÉ POULET ET NOUILLES	6 pour	1.44

Photo

CADRE EN MÉTAL 5 x 7 po	Chac.	1.44
CASSETTES TDK 60 minutes.	Chac.	1.44
FLEURS SOYEUSES Variées.	2 pour	1.44

Centre du pneu et de l'auto

LAVE-GLACE 4 litres.	Chac.	1.44
BOUGIES AC OU CHAMPION	Chac.	1.44
HUILE À MOTEUR VALVOLINE, 10W/30.	Chac.	1.44

Sport - Jouets

ACCESSOIRES DE HOCKEY Ruban, lacets, etc.	Chac.	1.44
CHAUSSETTES ADIDAS 9 à 11.	La paire	1.44
ROBOT Transformable.	Chac.	1.44
ALBUM À COLORIER	Chac.	1.44

Offre vedette du jour

PIZZA DA VINCI 9 pouces.	Chac.	1.44
-----------------------------	-------	------

Friandises

WHOPPER Boules de chocolat au lait malté. 400 g.	Le paquet	1.44
BONBONS à la mélasse. 600 g.	Le sac	1.44
SUCETTES POM-POM Sac de 32.	Le sac	1.44
ARCHADES WOOLCO Sac de 500 g.	Le sac	1.44
BISCUITS WOOLCO Paquet de 600 g.	Le paquet	1.44
WAGON WHEELS	Le paquet	1.44
TABLETTES DE CHOCOLAT Brisées 454 g.	Le sac	1.44

Horticulture

TERREAU GASTON CHARBONNEAU 17.5 L.	Chac.	1.44
POTS 4 POUCES POUR PLANTES. Plastique. Tons variés.	3 pour	1.44

Chaussures

PANTOUFLES POUR DAMES Acrylique, orlon. Couleurs variées.	La paire	1.44
---	----------	------

Coin du fumeur

BRIQUETS «Tokai»	2 pour	1.44
JEU DE CARTES TRUMP Pour le bridge.	2 jeux pour	1.44

Quincaillerie - Peinture

RUBAN ADHESIF 2 po. Transparent.	Le rouleau	1.44
VINYLE ADHESIF TYE TAC 185 cm x 43 cm x 8 m	Chac.	1.44
TUYAU LIDO Se fixe au robinet.	Chac.	1.44
RUBAN ISOLANT Pour portes et fenêtres.	Le rouleau	1.44
PILES EVEREADY 9 volts. «C» ou «D».	2 pour	1.44
AMPICULES SYLVANIA Paquet de 2: 40, 60, 75 ou 100 watts.	2 paquets pour	1.44
LUBRIFIANT WD-40 70 g.	Chac.	1.44
RUBAN-CACHE 1/2 po de largeur.	2 pour	1.44
ROULEAUX DE RECHANGE Paquet de 2.	Le paquet	1.44
FILTRES À CAFÉ	2 pour	1.44
RALLONGE 2 m Pour l'intérieur. Blanc ou brun.	Chac.	1.44

Produits santé-beauté

SAVONNETTES JERGENS 4 plus 1	Le paquet	1.44
DENTIFRICE ULTRA-BRITE 150 mL.	Chac.	1.44
RASOIRS À JETER WILKINSON SWORD. Paquet de 10.	Le paquet	1.44
RAFFRAICHISSEURS D'AIR MERIT En bâton ou en aérosol. 170 g.	2 pour	1.44
BOULES ABSORBANTES CONTESSA Sac de 300 et 50 en prime.	2 sacs	1.44
CURE-OREILLES Paquet de 400.	Le paquet	1.44
SHAMPOOING OU REVITALISANT ALBERTO 450 mL et 150 mL en prime.	Chac.	1.44
MOUSSE POUR LE BAIN SANS NOM. 1 L.	Chac.	1.44
GANTS EN CAOUTCHOUC SANS NOM	2 paires pour	1.44
MOUCHOIRS DE PAPIER FACELLE. Format de poche	8 pour	1.44

PAQUET DE RAISINS SECS SUN MAID	2 paquets pour	2.44
------------------------------------	----------------	------

AMUSE-GUEULE ET CROUSTILLES HOSTESS	3 pour	2.44
--	--------	------

BICARBONATE DE SOUDE Cow Brand 500 g.	4 pour	2.44
--	--------	------

ALBUM POUR PHOTOS	40 pages	3.44
----------------------	----------	------

BIJOUX DE FANTAISIE couleurs d'automne	chac.	3.44
---	-------	------

CASQUE D'ÉCOUTE miniature	chac.	4.44
---------------------------------	-------	------

CHAUSSETTES SPORT Dames: 9 à 11. Paquet de 6 paires.	le paquet	5.44
--	-----------	------

PULL OU DÉBARDEUR POUR DAMES. Laine. P.M.G.	chac.	10.44
---	-------	-------

SACS À MAIN POUR DAMES Vinyle. Modèles variés.	chac.	4.44
---	-------	------

GANTS POUR DAMES 80% nylon - 20% spandex. Tons variés	la paire	5.44
--	----------	------

PULL OU DÉBARDEUR POUR FILLES 100% acrylique. 7 à 14. Tons variés.	chac.	7.44
---	-------	------

OREILLER 100% polyester. Format standard	chac.	3.44
--	-------	------

SERVIETTE 56 x 102 cm. 90% coton - 10% polyester.	chac.	3.44
--	-------	------

MOUSSE POUR LE BAIN JOUVEUCE 900 mL	3 pour	2.44
---	--------	------

PANTOUFLES POUR DAMES Acrylique, Orlon. P.M.G.	la paire	4.44
---	----------	------

PANTOUFLES POUR DAMES Acrylique, Orlon. Teintes variées. P.M.G.	la paire	2.44
---	----------	------

M. NET 1 L	chac.	2.44
---------------	-------	------

Produit nettoyant tout usage «SPRAY & WASH» ou «FANTASTIC»	chac.	2.44
--	-------	------

DÉTERSIF CASCADE POUR LA VAISSELLE	1,4 kg	3.44
--	--------	------

PLANTES TROPICALES 4 po. Plusieurs variétés.	3 pour	2.44
--	--------	------

FILTRES À HUILE FRAM PH8, PH13, PH25, PH30 et PH43.	chac.	2.44
--	-------	------

TUBES À CIGARETTES WOOLCREST Boîte de 200.	5 boîtes pour	4.44
--	---------------	------

PYJAMA POUR GARÇONNETS 4 à 6X. 100% coton.	Chac.	3.44
---	-------	------

PRODUIT ISOLANT 3M Pour fenêtres. 1,06 x 1,83 m.	Chac.	3.44
--	-------	------

Menu du Café Rouge

SANDWICH AJ ROSBIF avec frites, légumes et boisson format ordinaire.	2.44
--	------

BONS ACHATS SUPPLÉMENTAIRES

ESSUIE-TOUIT WHITE SWAN Paquet de 2 rouleaux	le paquet	94¢
--	-----------	-----

PALMOLIVE VAISSELLE	1,5 L chac.	3.14
------------------------	----------------	------

EAU DE JAVEL WOOLCREST	3,6 L chac.	94¢
---------------------------	----------------	-----

PAPIER HYGIÉNIQUE COTTONELLE	Paquet de 8 rouleaux	le paquet 2.84
------------------------------------	----------------------	----------------

JAMBON CUIT	454 g. chac.	1.94
----------------	-----------------	------

Lundi, c'est le jour 1.44 à Montréal, Woolco St-Laurent également.

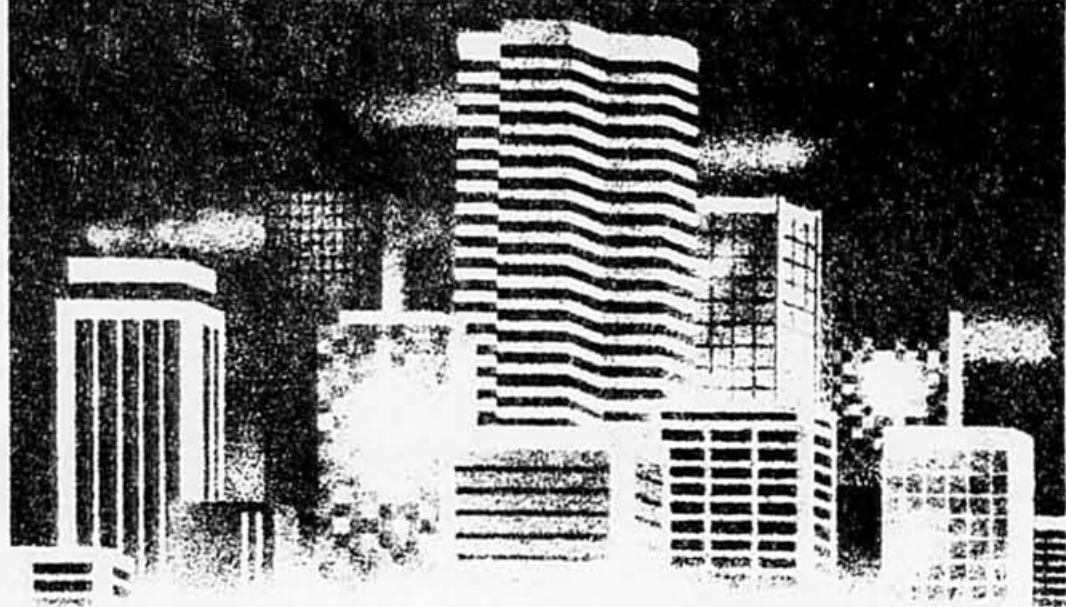
Y'a de l'Amour dans l'air...

Châteauguay • Laurentides • Lasalle
Ville St-Pierre • Lachine • Côte-des-Neiges
Ahuntsic • Vaudreuil-Soulanges • Laval
Ville St-Laurent • Pointe-Claire • Dorval
Notre-Dame-de-Grâce • Westmount

RADIO CITÉ
a enfin son antenne sur le Mont-Royal!

De l'est à l'ouest,
du nord au sud...
Vous pouvez maintenant jouir d'un signal sonore
d'une qualité supérieure
partout dans le grand Montréal.

Pour l'Amour
de la Musique



RADIO CITÉ
FM
107,3

Un opticien peut confier à une technicienne l'ajustement de verres

■ Reconnue coupable, au tiers par un juge de la Cour des sessions de la paix, et aux deux tiers par un magistrat de la Cour supérieure, une technicienne dans le bureau d'un opticien de Saint-Jérôme vient d'être acquittée, par la Cour d'appel, des trois accusations portées contre elle par l'Ordre des opticiens d'ordonnance du Québec.

L'accusation concernait l'ajustement, la pose et la vente de lentilles ophtalmiques (verres ou

lunettes, comme on voudra les appeler) à un résident des Laurentides.

Le code de déontologie de l'Ordre des opticiens défend à ses membres de confier l'exécution de travaux semblables, pose, ajustement ou remplacement des lentilles, à toute personne qui n'a pas les connaissances appropriées.

Or, après avoir revu la preuve, les juges Bernier, McCarthy et

Nichols en viennent à la conclusion que l'appelante, dans ce cas, avait une immense compétence dans ce domaine, et que son patron était justifié de lui confier le travail qu'elle a accompli.

En somme, les opticiens peuvent ainsi faire exécuter partie de leur travail par des subalternes, à la condition qu'ils se soient préalablement assurés de leurs connaissances techniques et de leur expérience.

Un jugement sévère pour les fabricants d'armes

■ ANNAPOLIS (Maryland) (AFP) — Les fabricants et les marchands de pistolets et revolvers de petit calibre pourront être tenus pour responsables des blessures infligées par ces armes dans le Maryland, a décidé la cour d'appel de cet état.

Les armes visées, surnommées les armes du samedi soir (Saturday Night Specials), en raison des ravages qu'elles provoquent lors des agressions et des rixes qui éclatent les soirs de week-end, sont généralement des revolvers à canon court de calibre inférieur à 7,65 mm, vendues à partir de 30 dollars, sans permis, et la plupart du temps de piètre fabrication.

La cour a estimé que les personnes qui fabriquent et vendent ces armes savent — ou devraient savoir — que ces produits servent principalement à commettre des actes délictueux.

En raison de leur « imprécision » et de leur « manque de fiabilité », ont déclaré les magistrats, les « Saturday Night Specials » sont virtuellement inutiles pour le tir, pour la protection des biens et des personnes et pour les forces de l'ordre.



Commission d'enquête sur les opérations bancaires

Avis d'audiences publiques

La Commission tiendra des audiences publiques à compter de 10 heures, le lundi 7 octobre, dans la salle d'audience de l'Est de l'édifice de la Cour suprême, rue Wellington, à Ottawa. À compter de 10 heures le mardi 8 octobre, les audiences auront lieu au 20^e étage de l'Esplanade Laurier, 300, avenue Laurier ouest, à Ottawa.

Il est prévu de tenir d'autres audiences dans les villes d'Edmonton et de Calgary et dans d'autres villes du Canada. Un avis officiel indiquant la date et l'endroit sera donné en temps utile.

Quiconque désire présenter un mémoire ou faire une autre présentation écrite à la Commission peut faire parvenir son envoi à l'adresse suivante :

W. Z. Estey, Commissaire
C.P. 2367,
Succursale D,
340 avenue Laurier ouest,
Ottawa, Ontario
K1P 5W5
(613) 998-4961

Canada

APPRENEZ
L'ANGLAIS
Chez VOUS

Apprenez rapidement l'anglais grâce aux cours de la
Télé-université!

- Apprenez l'anglais chez vous :
- à peu de frais (67,50 \$)
- avec une documentation écrite et des cassettes
- sous supervision professionnelle (tuteur).

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!

Télé-université

Montréal (514) 522-3540
sans frais : 1-800-361-6808



On a
beaucoup, beaucoup, beaucoup.
d'assurance...
vie.

...et on a beaucoup,
beaucoup, beaucoup
de programmes
pour répondre
aux divers besoins
des membres
de la société
d'aujourd'hui.

Nos programmes d'assurance-vie individuelle vous permettent, en cas de décès, d'assurer la sécurité de tous les vôtres. Assurance permanente ou temporaire, nos représentants et représentantes se feront un devoir de vous aider à choisir la protection qui convient le mieux à votre budget.

Nos programmes d'assurance collective s'appliquent à tous les genres et grandeurs d'entreprises et à toutes les situations: perte de salaire, maladie, mortalité.

Et, grâce à la flexibilité de nos REER individuels et de nos rentes collectives, vous pourrez envisager la retraite avec plus de sérénité.

Ce sont autant d'avantages que le représentant ou la représentante de La Sauvegarde peut vous apporter avec beaucoup, beaucoup, beaucoup de compétence.

LA
SAUVEGARDE
COMPAGNIE
D'ASSURANCE SUR LA VIE



desjardins



MÉTRO

LE SPÉCIALISTE DES AUBAINES



DEMANDEZ LA CIRCULAIRE DE LA SEMAINE
À VOTRE SPÉCIALISTE DES AUBAINES

2 kg
sucré
granulé très fin

Marie Perle

**SUCRE
BLANC
GRANULÉ
FIN
MARIE PERLE**
sac 2 kg

78¢

**JEUNE
DINDON**
surgelé
Canada catégorie
«Utilité»
moins de 13 lb (6 kg)
Valable chez Métro seulement,
du 7 au 12 octobre 1985

2,16/kg

98¢ /lb

avec ce coupon

**TOMATES
ROUGES**
produit des États-Unis
Canada no 1
gros 6 x 7

1,08/kg

49¢ /lb

**BANANES
DÔLE
GROS FRUITS**
produit du Honduras

73¢/kg

33¢ /lb

BUDGET

**PAPIER
HYGIÉNIQUE
BUDGET**
blanc, beige
paquet 4 rouleaux

89¢ sans coupon

64¢ avec coupon

Sur présentation de ce coupon-rabais, épargnez 25¢ à l'achat de papier hygienique Budget, beige, blanc, paquet 4 rouleaux à 89¢.
Valable du 7 au 12 octobre 1985, chez Métro seulement.
Limite: un coupon par client.
Au détaillant: Pour être remboursé, veuillez retourner vos coupons à:
Papier Perkins Ltd.
450 Jacques Malin
2545 Autoroute des Laurentides
Laval, Québec H7S 1Z7
Perkins Paper vous remboursera 25¢ plus 0,09¢ pour les frais de manutention.

301781831H

**BOISSONS
GAZEUSES
MÉTRO**
saveurs variées
caisse 24/280 mL

4,99 plus dépôt

Les articles annoncés dans cette page sont en réclame aux supermarchés Métro situés dans la ville de diffusion de ce journal et sa proche banlieue du lundi 7 octobre au samedi 12 octobre 1985 jusqu'à 17h00. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Si un article venait à manquer, n'hésitez pas à demander un bon d'achat différé. Si certaines marques de commerce de produits annoncés ne sont pas disponibles dans certaines régions, elles seront alors remplacées par une autre marque de commerce de même nature et d'un prix coûtant égal ou supérieur. Pas de vente aux marchands. Photos à titre indicatif seulement.

MÉTRO

LE SPÉCIALISTE

par excellence

Atlantis déploie deux satellites militaires

■ CAP CANAVERAL (AFP) — Au deuxième jour d'une mission militaire entourée du plus grand secret, la navette spatiale Atlantis a déployé, hier, deux satellites militaires de communication destinés au Pentagone, a-t-on indiqué de sources proches de la NASA.

Fidèles au mutisme qu'ils observent depuis le lancement, jeudi, du Cap Canaveral (Floride), ni le département de la Défense, ni l'agence spatiale américaine n'ont cependant confirmé ce déploiement. Un seul petit communiqué sera publié 24 heures avant l'atterrissage d'Atlantis, prévu

sur la base aérienne d'Edwards, en Californie. Selon des sources informées, ces deux satellites sont des DSCS-3 (Defense Satellite Communications System) qui pourront notamment relayer des messages présidentiels d'urgence aux forces stratégiques américaines. On

ajoute qu'ils ont été largués ensemble de la soute d'Atlantis, fixés à un même moteur-fusée. Celui-ci, notait-on encore, devait d'abord propulser les deux satellites sur une orbite géostationnaire, à 36.000 km de la Terre, avant qu'ils ne se séparent et rejoignent leurs postes de travail

par leurs propres moyens, avec les petits propulseurs à hydrazine dont ils sont dotés. D'un coût unitaire de \$100 millions, les DSCS-3 sont conçus pour résister à l'effet EMP (Electromagnetic Pulse, Pulsations Electromagnétiques).

Pentagone préoccupé

Ce phénomène, consécutif à une explosion nucléaire, paralyserait toutes les communications. L'EMP préoccupe énormément le Pentagone, car il pourrait se traduire par l'immobilisation des forces stratégiques américaines en cas de conflit.

Les DSCS-3 sont fabriqués par la société américaine General Electric (Space Systems Division), indique-t-on encore de source informée. Ils pèsent environ une tonne pièce et mesurent, panneaux solaires déployés, quelque 13 mètres de large.

L'équipage d'Atlantis, dont c'est le vol inaugural, se compose de Karol Bobko, le commandant

de bord, Ronald Grabe, son copilote, David Hilmers, Robert Stewart et William Pailles, tous trois spécialistes de mission. Bobko, 48 ans, est un vétéran de l'espace: il a en effet déjà participé à deux missions de la navette, en avril 1983 et en avril de cette année.

Ce vol d'Atlantis, le 21^e d'une navette, est le second à vocation exclusivement militaire après celui de janvier dernier, consacré au déploiement d'un satellite espion SIGINT (Signal Intelligence).

Rien ne distingue extérieurement Atlantis des trois autres navettes opérationnelles de la NASA (Columbia, Challenger et Discovery) mais elle est légèrement moins lourde et sa résistance structurelle a été augmentée. Elle tire son nom d'un navire de recherche du célèbre institut océanographique de Woods Hole, dans le Massachusetts, qui a sillonné toutes les mers du globe de 1930 à 1966.

AVEC LES PRÊTS PERSONNELS DESJARDINS

NOUS VOUS PRÉTONS L'OREILLE

Pour nous, l'important c'est d'abord de vous écouter. De bien vous comprendre. Afin de vous offrir le prêt personnel qui convient le mieux à vos besoins et à votre budget. Notre service est rapide et efficace. Nos taux de crédit sont des plus concurrentiels. Nos modalités de remboursement et les termes des prêts sont des plus souples. Fiez-vous aux gens qui vous connaissent, vous écoutent et vous comprennent: les gens de la caisse Desjardins.

Tirez-en profit!



desjardins
Une ressource naturelle.



Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

Choisir les bonnes fréquences...

Vous êtes intéressé(e) par le domaine des communications?
Vous y travaillez ou désirez y travailler à titre de:

- agent d'information
- journaliste
- publicitaire
- relationniste
- rédacteur
- professeur de français
- traducteur?

La famille Communication et Culture vous offre les programmes de perfectionnement professionnel suivants:

CERTIFICATS (30 crédits)

Programmes en communication
Information et journalisme • publicité • relations publiques • sciences de la communication.

Programmes en langue et culture

Recherche documentaire et rédaction française • traduction I et II • enseignement du français, langue seconde • culture et civilisation.

MICROPROGRAMMES (de 9 à 15 crédits)

Pratique de la grammaire normative • rédaction professionnelle.

Les microprogrammes et les certificats sont terminaux; ils peuvent cependant, selon le cas, être intégrés dans un certificat (30 crédits) ou dans un baccalauréat (90 crédits).

Les cours sont offerts le soir, on peut s'inscrire à un ou plusieurs cours par trimestre.

Date limite d'admission pour l'hiver 1986: le 28 octobre.

Date limite d'inscription pour tous les étudiants: le 25 novembre.

Les candidats admis recevront la documentation nécessaire pour effectuer leur choix de cours avant la date limite d'inscription qui est fixée au 25 novembre 1985.

Demandez notre annuaire.

Renseignements: Faculté de l'éducation permanente,
3335, chemin Queen Mary, tél. 343-6090

VOICI UN MOYEN EFFICACE DE RÉDUIRE VOS FRAIS D'EAU CHAUDE



LE PROGRAMME DE CONVERSION À L'ÉLECTRICITÉ DU CHAUFFAGE DE L'EAU - SECTEUR RÉSIDENTIEL

Vous n'avez pas encore de chauffe-eau électrique? Pourtant, dans une habitation, chauffer l'eau à l'électricité coûte de 20 à 40 % moins cher qu'au mazout. De plus, le chauffe-eau électrique est le moins cher de tous à l'achat, et il est propre, efficace et sans entretien.

Pourquoi continuer à payer plus cher? Profitez des subventions offertes par Hydro-Québec et obtenez entre 140 \$ et 225 \$ pour remplacer votre

chauffe-eau à mazout ou à gaz par un chauffe-eau électrique.

Communiquez avec un entrepreneur licencié ou avec le bureau du service de la Clientèle d'Hydro-Québec dont le numéro figure sur votre facture d'électricité, et demandez le dépliant du programme. C'est le temps d'agir... avec efficacité!

L'ÉLECTRIFICITÉ
Hydro-Québec



Le Jardin botanique
vous donne rendez-vous

LES JARDINS ENCHANTÉS Salon de la plante d'intérieur



Un nouvel événement vient d'éclorre au Jardin botanique... LES JARDINS ENCHANTÉS.

Une collection unique de terrariums, ainsi que des créations florales intégrées aux plantes vertes, des plantes d'appartement variées, et des jardins miniatures seront présentés dans les serres d'exposition du 19 septembre au 16 octobre.

Profitez de l'occasion pour découvrir des présentations originales et les éléments nécessaires à vos propres réalisations.

Ouvert tous les jours de 9h à 18h.

Frais d'admission

Adultes, 2\$.
Moins de 18 ans et plus de 65 ans, 1\$.
Groupe de 10 et plus, demi-tarif.
Venez visiter les jardins extérieurs, ouverts de l'aube au crépuscule. L'entrée est gratuite.

4101, rue Sherbrooke Est
Métro Pie IX

Le Jardin botanique
Pour découvrir Montréal en fleur

Rendez-vous
montréal

L'outrage au tribunal pour récupérer des honoraires

■ Il arrive souvent aux avocats, il faut bien le leur concéder, de rencontrer certaines difficultés dans la récupération des honoraires qui leur sont dus. Surtout s'ils ont perdu leur cause.

Mais une avocate de la métropole vient de faire une tentative inusitée pour obtenir la somme de \$3,223 de l'Union des agents de la paix en détention.

C'est la somme qu'elle réclame pour avoir défendu un des membres de ce syndicat devant un tribunal d'arbitrage. En décidant de la procédure, le juge-en-chef Jean-Paul Geoffroy, du Tribunal du travail, avait décrété que l'homme avait le droit de choisir son procureur, mais que c'était son syndicat qui devrait solder tous les frais de l'affaire.

Les officiers de l'organisme refusent toutefois d'effectuer ce paiement, en invoquant que le grief, pour congédiement, avait été perdu.

Se reposant sur cet ordre du juge Geoffroy, la poursuite réclame donc que l'U.A.P.D. soit immédiatement cité pour outrage au tribunal.

La faute au baigneur et non au... porte-savon

■ Si la victime d'un accident fait d'un logis ou de l'une de ses parties un usage contraire à ce à quoi il était destiné, elle ne peut tenir le propriétaire responsable du dommage qui lui a été causé par la « ruine », réelle ou prétendue, de l'immeuble.

Cette « réflexion » de la Cour suprême, le juge Joseph A. Mendelson vient de la rappeler en écartant la poursuite intentée par un locataire de la 23^e avenue, à Rosemont, qui s'était blessé dans sa baignoire, peu après avoir emménagé à cet endroit.

Il était tombé à la renverse lorsque la poignée de porcelaine

surplombant le porte-savon s'était brisée en quatre morceaux lorsqu'il s'y était agrippé. Le tribunal soumet donc que cette poignée est manifestement destinée à supporter une débarbouillette, et non le poids d'un corps humain en déséquilibre.

Celui qui prend une douche doit prendre des précautions élémentaires notamment en utilisant un tapis de caoutchouc pour éviter de glisser. C'est donc à tort que le requérant a invoqué le mauvais état, ou même la « ruine » de sa salle d'eau, à son arrivée dans ce nouvel appartement.

RESTEZ EN BONNE CONDITION

Bains Turcs Colonial

Uniques à Montréal: Système de chaleur de cailloux naturels
Établi depuis 1914

BAINS TOURBILLONS
OUVERTS TOUS LES JOURS

Journée pour dames, mardi de 13 h à 21 h
3963, Colonial • Stationnement gratuit — 285-0132

Présentez ce coupon et obtenez **5\$** de rabais
Limite de 1 coupon par client. Valable du 30 septembre au 12 octobre

LE MERCREDI DANS CONSUMMATION



MADAME DÉPANNAGE
par Jeanne Desrochers

la presse

PARMIC ANNONCE SA PROMOTION D'AUTOMNE "APPLE" C'EST LE TEMPS DE LA CUEILLETTE

ESCOMPTE DE 25 ET 50%

BALLOT MACINTOSH
- 128K AVEC IMPRIMANTE "IMAGEWRITER"
- 512K AVEC IMPRIMANTE "IMAGEWRITER"

\$APPELEZ\$

PROFITEZ DE NOTRE SPÉCIAL "IMAGEWRITER"

Seulement **\$599.00**

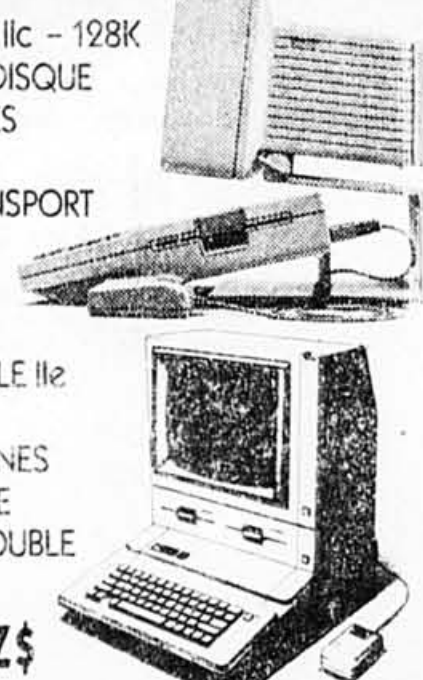


BALLOT APPLE IIc - 128K
- LECTEUR DE DISQUE
- 80 COLONNES
- ÉCRAN
- SAC DE TRANSPORT

\$APPELEZ\$

BALLOT APPLE IIe
- 128K
- 80 COLONNES
- LECTEUR DE DISQUE DOUBLE
- ÉCRAN

\$APPELEZ\$



SUR APPLE IIe & IIc LOGICIELS & PÉRIPHÉRIQUES

- APPLE II DOS 3.3
- APPLE II PRO DOS
- ÉCRAN APPLE IIe II
- TABLETTE GRAPHIQUE APPLE IIe
- ÉCRAN APPLE IIc
- CARTE 80 COLONNES APPLE IIc 64K
- ET PLUS!

JUSQU'À 50% D'ESCOMPTE SUR LES LOGICIELS MACINTOSH

- APPLE MAC PASCAL
- MICROSOFT BASIC
- APPLE MAC MACETERMINAL

ET SUR LES ACCESSOIRES ET PÉRIPHÉRIQUES MACINTOSH

- LECTEUR DE DISQUE
- IMAGEWRITER 10 et 15
- ENSEMBLE DE NETTOYAGE
- ET PLUS!

apple

PARMIC
CENTRES DE MICRO-INFORMATIQUE

5130, MÉTROPOLITAIN E.
ST-LEONARD (SORTE LACORDAIRE)
374-6222
LUN-MER: 9H-18H JEU-VEN: 9H-20H
SAM: 10H-16H

LIQUIDATION DE FOURRURES

AVANT
DÉMÉNAGEMENT
TOUT DOIT SORTIR
AVANT LE 12 OCTOBRE



VOICI QUELQUES EXEMPLES DE NOS SUPER SPÉCIAUX AVANT DÉMÉNAGEMENT:

JAQUETTE, RENARD, NEUVE 895\$
MANTEAU, CHAT SAUVAGE, LONG 1495\$
à partir de
MANTEAU, VISON, PEAUX ALLONGÉES, LONG 2495\$
à partir de
MANTEAU DE FOURRURE USAGÉ 395\$
à partir de

5285, av. du PARC
MONTREAL
272-4228

FAUT EN PROFITER IMMÉDIATEMENT, VENEZ TÔT POUR UN MEILLEUR CHOIX.

FOURRURES
oslo

VISA

MasterCard

MISE DE CÔTÉ

Salon International des Vins et Spiritueux

Dans le cadre de la Semaine Internationale de l'Agriculture et de l'Alimentation

Possibilité d'acheter vos vins et spiritueux directement du négociant.
Occasion unique d'acheter des produits qu'on ne trouvera pas chez nous après le salon.

Des centaines de produits du monde entier.

Achetez vos vins primeurs et commandez votre caisse pour les Fêtes!

Dégustations à compter de 50¢ pour les 18 ans et plus.

Des produits exclusifs, inconnus au Québec.

Une invitation de l'industrie des boissons alcooliques du Québec.

Place Bonaventure
4 au 9 octobre 1985
de 11h00 à 23h00
Adulte: 5.00\$

Société des alcools du Québec

Un violent séisme fait quatorze blessés à Tokyo

■ TOKYO (AFP) — Quatorze personnes ont été blessées hier soir à Tokyo et dans sa région par un violent tremblement de terre, le plus fort enregistré dans la capitale depuis 56 ans, a annoncé l'agence météorologique japonaise.

D'une magnitude de 6,2 sur l'échelle ouverte de Richter, la secousse a fait douze blessés dans la capitale, dont un souffre de fractures, ont précisé les pompiers. Deux autres personnes ont été blessées dans les environs de Tokyo.

Le tremblement de terre, fortement ressenti à Tokyo même, n'a apparemment pas fait de dégâts matériels importants.

Survenu à 21H25 (12H25

GMT), il a duré environ une minute. Son épicerie était situé à terre, à une profondeur de 80 km, à quelques dizaines de kilomètres à l'est de Tokyo.

Une première secousse, de magnitude 5,6 sur l'échelle de Richter, avait été enregistrée à 6H28 (21H28 GMT jeudi) dans la région de Tokyo. Elle n'avait fait ni victimes ni dégâts importants.

Deux autres séismes, tous deux de faible intensité, se sont produits dans la journée au Japon, l'un à Oshima, une île au sud de Tokyo, l'autre dans les îles Ogasawara (Bonin), toujours au sud de la capitale mais plus au large. Ils n'ont fait ni victimes ni dégâts.

L'OPÉRATION GLORIA TIRE À SA FIN Les « gars de l'Hydro » rentrent au Québec

■ Les 600 travailleurs d'Hydro-Québec qui sont allés prêter main-forte aux Américains, afin de réparer les dommages causés par l'ouragan Gloria, commencent à rentrer au pays.

Hier, sur toute la côte Est des États-Unis, les autorités ont fait savoir qu'il n'y a plus que quelques îlots isolés d'habitants qui sont toujours privés d'électricité.

Le service a été rétabli pour pratiquement tous les usagers du Connecticut et du Massachusetts, de sorte que la démobilisation des « gars de l'Hydro » a débuté à six heures hier matin. Tout le monde aura pris le chemin du retour dès demain, ce qui met un point final à une vaste opération d'aide qui

s'est également révélée un coup de relations publiques extraordinaire pour la société québécoise.

\$368 millions de dégâts

Quelque \$340 millions de réclamations ont été inscrites auprès des compagnies d'assurances à la suite du passage de l'ouragan Gloria sur la côte Est des États-Unis.

Un porte-parole du consortium des assureurs américains, la American Insurance Services Group, a précisé que les pertes subies à cette occasion, qui sont classées dans celles dites « catastrophiques », portent les réclamations de l'actuelle année à un niveau record de \$2,45 milliards, à ce chapitre. Elles avaient été de \$1,55 milliard l'an dernier, alors

qu'un seul ouragan avait frappé les USA, contre quatre, déjà, en 1985.

L'ancien record, pour les catastrophes naturelles, était de \$2,3 milliards, et avait été établi en 1983.

C'est dans l'État de New York que Gloria a causé les pires dégâts, ceux-ci atteignant \$130 millions. Le Connecticut suit, avec \$55 millions, puis le Massachusetts, avec \$10 millions, le New Jersey, avec \$25 millions, le Rhode Island, avec \$20 millions, et la

Caroline du Nord et la Virginie, avec \$10 millions pour chaque État. Le Maryland, la Pennsylvanie et le Maine ont réclamé \$5 millions chacun, tandis que le Delaware a inscrit des réclamations de \$3 millions et le New Hampshire et le Vermont pour \$2 millions chacun.

Ces évaluations ne valent que pour les dommages à la propriété. Par ailleurs, dans les 13 États précités, les réclamations pour dommages aux embarcations et yachts de plaisance totalisent quelque \$28 millions.

Du dentifrice jusqu'à la mort

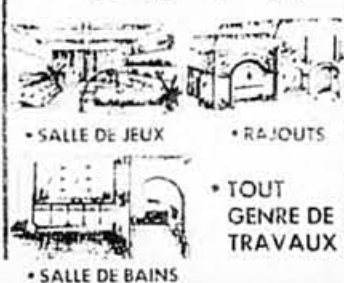
■ MOUNTAIN VIEW, Californie (AFP) — Une Américaine qui a réussi à survivre à bord d'un bateau à la dérive pendant deux semaines en mangeant de la pâte dentifrice, a reçu comme cadeau... 600 tubes de la société Colgate.

Judy Schwartz, 27 ans, et trois autres personnes ont absorbé du dentifrice pendant 14 jours au large de l'Indonésie, leur embarcation ayant eu des avaries mécaniques. Ils ont dérivé au total pendant 21 jours.

C'était vraiment très bon, a déclaré Mme Schwartz à son domicile de Mountain View (Californie). Vers 17 heures chaque jour, mon estomac commençait à gargouiller pour avoir sa ration de dentifrice.

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

45% DE MOINS
que notre liste de prix suggérés sur
NOS CUISINES EN MÉLAMINE



RÉNOVATION L'ACADIE
9725, BOUL. L'ACADIE
337-0702



25% DE MOINS
que notre liste de prix
suggérés sur la plupart de nos CUISINES EN CHÊNE

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

Nous vous invitons
aux réunions
spirituelles
tous les soirs
à 19 h 30 du 6 au 11 octobre 1985

Conférenciers:
Rév. JOSEPH COSTA
à l'Église Évangélique Arabe
3060, Côte-Vertu
Saint-Laurent
Bienvenue à tous

نعمكم لحضر مؤتمرات روحية
سواء في يوم الجمعة أو في أيام
الأحد من الساعة 7:30 إلى 9:30
المكان: الكنيسة الإنجيلية العربية
3060 CÔTE VERTU ST-LAURENT
أهلاً وسهلاً للجميع

Les Anciens

La qualité
à travers
le temps...



LA CAUSEUSE
\$750.00

Spécial d'ouverture
pour célébrer la nouvelle
succursale de Brossard

1 table
réfectoire
36" x 60" avec
2 panneaux 12"
4 chaises
rustiques

\$995.00

En exclusivité dans les boutiques suivantes:
La Maison St-Elie
209, rue St-Paul
Montréal, Québec
H2Y 2A1
Tél.: (514) 849-5965

Décoration Michel Gince inc.
51, boul. de la Concorde
L 3 H 1, Laval, Québec
Tél.: (514) 669-0512

Boutique Johannaïse d'artisanat inc.
578, rue Seminaire
St-Jean-sur-Richelieu
Qué. J3B 7E3
Tél.: (514) 348-0672

MÊLONS-NOUS DE NOS AFFAIRES Municipales

Des élections locales approchent. Beaucoup de sièges seront accessibles dans les conseils municipaux.

Poser sa candidature n'est pas compliqué.

Il faut avoir 18 ans et la citoyenneté canadienne pour être mis/e en candidature et élu/e, maire ou conseiller d'une municipalité et, en ville, on doit y être domicilié/e depuis au moins 24 mois ou y résider et être inscrit/e au rôle d'évaluation (soi-même ou son conjoint) comme propriétaire depuis au moins 24 mois. à la campagne, on doit résider dans la municipalité et être inscrit/e au rôle d'évaluation comme propriétaire (soi-même ou son conjoint) depuis au moins 24 mois, ou inscrit/e à l'annexe du rôle d'évaluation comme locataire (soi-même ou son conjoint) et domicilié/e depuis au moins 24 mois.

LE MOMENT DE LA PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

DIMANCHE 20 OCTOBRE

de midi à 14 heures

Le bulletin de candidature doit être signé par des électeurs, au nombre de dix (10) en ville et d'au moins deux (2) à la campagne, qui ont le droit de voter pour le poste visé. En ville, on doit déposer un cautionnement de 50 dollars.

Pour exercer son droit de vote

On doit être majeur/e, posséder la citoyenneté canadienne et être inscrit/e sur la liste électorale en ville et sur l'annexe du rôle d'évaluation à la campagne comme personne domiciliée ou comme propriétaire d'un immeuble ou locataire d'une place d'affaires depuis le 1er septembre 1984 en ville et depuis 12 mois avant le jour du scrutin à la campagne

LE JOUR DE LA TENUE DES ÉLECTIONS

DIMANCHE 3 NOVEMBRE

de 9 à 18 heures (en ville)

de 8 à 18 heures (à la campagne)

Sauf dans certaines municipalités où le scrutin a lieu le premier lundi de novembre

Dans l'impossibilité de voter le 3 novembre, on pourra voter par anticipation le 27 octobre

D'une façon ou d'une autre, il faut se mêler de nos affaires municipales.

Pour un complément d'information, le mieux est de s'adresser directement au président des élections de sa municipalité

FÊTONS PRIX SURPRISE
FÊTONS PRIX FOUS!
2.89\$
LA BONNE CHAIR PAS CHÈRE

AUCOQ
SPÉCIAL D'ANNIVERSAIRE
Les 4, 5 et 6 octobre

• Quart de poulet
Choix du chef au comptoir seulement
2.89\$

Un gros merci à tous nos fournisseurs de leurs contributions pour la publicité à l'occasion de notre 20e anniversaire

Aucune autre promotion applicable durant ces 3 jours

AUX ADRESSES SUIVANTES:
VERDUN: 769-8516
HOCHÉLAGA: 827-2441
REPENTIGNY: 865-9321
ANJOU: 351-7160
ROSEMONT: 722-3591
MONTRÉAL-NORD: 321-1790

2 SALLES À MANGER:
PONT VIAU: 667-9550
CARTIERVILLE: 334-7990

« Notre seule publicité, c'est le travail bien fait »



MARTHA
GAGNON

■ Une odeur fraîche de peinture. Des tapis de couleur neutre. Deux ordinateurs. Du papier de correspondance gris à en-tête de l'entreprise. Une sérigraphie du peintre Jean-Paul Lemieux, accrochée bien en vue sur l'un des murs.

Jacques Levasseur, Sylvain Gaudette et Luc Blanchard, tous associés, sont fiers de leur nouveau bureau tout neuf, rue Cherrier, inauguré cette semaine. Bien cravatés et bien articulés, le sourire engageant, ils se sentent parfaitement à l'aise dans leur nouvelle peau d'hom-

mes d'affaires. Le nom de Isotron inc., compagnie spécialisée en informatique, a beau ne pas figurer encore dans le bottin téléphonique, ses propriétaires sont loin d'être inquiets.

« Pour l'instant, notre seule publicité c'est le travail bien fait. Si je regarde la liste des prochains contrats, notre chiffre d'affaires pourrait bien atteindre \$100 000 ce mois-ci. C'est signe que les clients sont satisfaits », dit Jacques, 24 ans, président, seul membre du groupe à posséder une formation en informatique. Il est aussi le seul à être marié et père de deux enfants. Luc est comptable, tandis que Sylvain, diplômé en relations industrielles, poursuit des études en droit.

Isotron, c'est la réunion de ces trois jeunes professionnels qui ont décidé d'offrir divers services en informatique sous

un même toit : consultation, implantation de systèmes et formation. L'entreprise, qui existe depuis seulement un an, a déjà reçu des clients tels que Hydro-Québec, les caisses populaires et certaines commissions scolaires. On n'a pas demandé de subvention jusqu'ici; on préfère compter sur ses propres moyens.

L'appel des affaires, de l'aventure financière, c'est Jacques qui l'a entendu le premier à l'époque où il travaillait chez Radio Shack (Tandy), à Laval, comme instructeur. Il donnait alors des cours en micro-informatique. « Un jour, je me suis dit pourquoi s'esquinter à la tâche pour un autre quand il est possible de devenir son propre patron ». Sur de ses capacités, il pensait pouvoir effectuer une percée sur ce marché florissant et compétitif.

Il n'a pas eu de difficulté à

convaincre Sylvain, 24 ans, un passionné de la Bourse qui se débrouille plutôt bien à ce jeu hautement spécialisé. Il a vite appris à faire fructifier ses avoirs. On lui a même offert de devenir représentant chez Lévesque & Beaubien. Assis sur le bout de sa chaise, il désigne fièrement la sérigraphie de Lemieux. Le jour de la votation, placée au-dessus du bureau : « C'est à moi. Comme vous voyez, j'investis dans tout... » Et il rit en mordant avidement dans un beignet, son repas de la soirée. « Je suis capitaliste, et je ne m'en cache pas. Ce n'est pas une maladie honteuse. La Bourse me permet de payer mes études et quelques gâteries ». C'est grâce à lui qu'Isotron a pu acheter son premier ordinateur.

Il est le plus volubile des trois, ce qui explique qu'il soit à la direction des relations publiques. Quand il parle de la compagnie,

il s'enflamme : « Les millions, ça ne nous fait pas peur ! » Il doit concilier les études et les affaires, car il a bel et bien l'intention de devenir avocat. « Pour être heureux, j'ai besoin de faire deux ou trois choses en même temps ».

Plus réservé, Luc affiche le calme rassurant du parfait comptable. Lui aussi, il cumule deux fonctions. En plus de tenir les livres de la compagnie, il travaille pour un bureau de comptables, à Sherbrooke. « Il y a longtemps que je rêvais d'avoir ma petite affaire. Isotron, c'est un véritable laboratoire où l'on expérimente des tas de choses. On est parti de rien, et voilà que l'on commence à grimper, à se frotter à la compétition. C'est terriblement excitant ! »

L'esprit d'équipe, c'est la force de l'entreprise. Pour tous

La force de l'entreprise
c'est l'équipe : Sylvain
Gaudette, Jacques
Levasseur et Luc
Blanchard.

photo Bernard Brault, LA PRESSE

trois, une même obsession : réussir. Chacun maîtrise parfaitement sa spécialité. Il y a aussi une question de « nez » : saisir la meilleure occasion. « Ce qui nous lie c'est l'entrepreneuriat, l'ambition », explique Jacques. À 15 ans, il modifiait son certificat de baptême pour être engagé chez Laura Secord. « Je me suis toujours débrouillé pour trouver des jobs ».

Après avoir quitté Radio Shack, il a décroché un premier contrat avec l'Institut de recherche d'Hydro-Québec : \$6 000. « C'était suffisant pour démarrer ». Il a donné des cours de formation en traitement de textes à un groupe d'employés. Depuis, on a engagé une secrétaire et un instructeur.

Surtout, ne leur parlez pas de chômage. « Il y a toujours moyen de s'en sortir, tout dépend du prix que tu veux payer pour réussir ta vie ».



Chantale et Maryse sont heureuses de leurs expériences.

photo Robert Nadon, LA PRESSE

Elles reviennent du Pérou avec le goût d'aider...

■ De retour d'un séjour au Pérou où elles ont travaillé dans un centre de promotion pour les femmes, Maryse Charon, 26 ans, médecin et résidente en psychiatrie, et Chantale Havard, 22 ans, inscrite au cours de civilisation hispanique, ont plus que jamais le « goût d'aider ».

L'expression est de Maryse. Curieusement, l'expérience qu'elle a vécue là-bas la stimule à s'impliquer davantage ici, dans son milieu. « Le Québec, ce n'est pas le tiers monde, mais il y a tant de gens qui souffrent, qui ont le mal de vivre. Au Pérou, on se bat chaque jour avec la misère, mais on garde l'espoir ».

Chantale, elle, veut au contraire travailler dans le domaine du développement international. À 19 ans, elle a passé un an au Pérou avec des missionnaires à aider les gens dans un bidonville. « Ce genre d'existence

me rapproche de l'essentiel. J'ai découvert de nouvelles valeurs. Je ne pense plus de la même façon ». Elle songe à devenir journaliste pour mieux sensibiliser les gens aux problèmes du tiers monde. « Ça me choque de constater que l'information est biaisée, et parfois même inexistante. On ne sait rien sur ce qui se passe dans ces pays ».

Chantale et Maryse faisaient partie d'un groupe de sept jeunes femmes, de formation différente, qui ont suivi Rose-Marie Perez, animatrice culturelle dans une résidence universitaire. C'est elle qui a eu l'idée d'organiser ce stage de sept semaines à Condoray, un centre pour les femmes, près de Lima. Elles sont parties avec des caisses de médicaments et des vaccins qu'elles ont distribués dans les villages. Durant leur court séjour, elles ont donné des cours de toutes sortes : nutrition, anglais, conditionnement physique, etc. Elles ont rencontré des

femmes courageuses, travailleuses et accueillantes. C'est elles qui font tout; elles sont les piliers.

« On reçoit plus qu'on ne donne », explique Chantale. D'ailleurs, comment peut-on accomplir des miracles en si peu de temps. Ce qui compte, précise Maryse, c'est le « voyage intérieur », celui que l'on fait en dedans en ouvrant bien les yeux sur les réalités nouvelles. « J'essaie d'être moins préoccupée par mon petit confort ».

Le groupe produira un vidéo qui sera présenté à tous ceux qui en feront la demande. Mme Perez aimerait que cette expérience se renouvelle à chaque année. Le voyage, qui a coûté \$11 000, a été possible grâce à une subvention du Secrétariat à la jeunesse et aux dons recueillis. Si l'idée vous intéresse, vous pouvez contacter Rose-Marie Perez au 733-1781.

M.G.



Gonzalo Martinez a de l'ambition !

photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

L'enfant de nulle part se retrouve sur sa table à dessin

■ Gonzalo Martinez, 28 ans, réfugié politique, s'est enfilé du Chili avec sa famille, en décembre 1973, au moment du coup d'État qui a renversé le régime Allende. Depuis ce jour, il n'a jamais cessé de travailler pour se bâtir une nouvelle existence.

Après avoir été plongeur, pompiste et employé de banque, il a obtenu son diplôme en architecture. Il travaille présentement pour la firme GSM Design. Il ne se mêle plus de politique, refuse de militer dans des organismes. « Je me suis impliqué une fois et cela a coûté cher à mes parents. Je crois un peu moins à l'idéal de mes 17 ans ». Au Chili, il faisait partie de la Jeunesse communiste, il était de toutes les manifestations.

Aujourd'hui, il n'a qu'une seule passion : l'architecture. Depuis des semaines, il rêve devant les plans étalés sur sa table à dessin. Ces plans, ce sont

ceux d'une université modèle, au Brésil. Ce projet qu'il a réalisé avec une copine, Brigitte Desrochers, a été retenu par un homme d'affaires important du pays qui veut construire un complexe universitaire. Gonzalo espère se rendre là-bas très bientôt pour discuter avec les autorités concernées.

Toute cette histoire a débuté quand Henri Parnasse, professeur à l'Université de Montréal, a lancé un mini-concours invitant les étudiants à dessiner les plans d'une future université, au Brésil. « C'est un concept nouveau qui intègre le campus à la ville et met l'accent sur la robotique. Chaque chambre d'étudiant est munie d'un terminal qui permet de communiquer par satellite avec d'autres universités », explique-t-il.

Gonzalo Martinez se croise les doigts. « Si jamais mon projet se réalisait, ce serait magnifique ! Et même si ça ne marche pas, j'aurai au moins essayé. L'important c'est de prouver

que l'on peut faire quelque chose ». Influencé par un père architecte qui s'est déjà mérité un prix décerné par l'Ordre des architectes en 1982, il a appris à se servir d'un crayon très jeune. Il vient d'ailleurs de s'installer à la maison familiale dans le but de faire équipe avec son père.

À part le Brésil, il a beaucoup de pain sur la planche. Il a travaillé récemment sur un projet de liaison piétonne qui relierait le Palais des congrès et la Place d'Armes, une sorte de trait d'union entre le passé et l'avenir. La Ville de Montréal étudie les plans.

L'architecture, c'est peut-être la façon qu'a trouvée Gonzalo de s'intégrer au milieu. « Je me sens un peu l'enfant de nulle part. Je ne sais plus où sont mes racines. Les Chiliens d'ici sont plutôt fermés, difficiles à approcher ». Mais, dès qu'il se penche sur sa table à dessin, il se sent « citoyen du monde », prêt à toutes les conquêtes.

M.G.

Les émotions et la vie quotidienne

un cours présenté par le
collège marie-victorin

Tous les lundis et vendredis
du 21 octobre au 22 novembre 1985

dans **la presse**

10 leçons écrites par Lucien Auger, Ph.D.

- Les émotions et la vie de couple, incluant la sexualité
- Les émotions et la vie de travail
- Les émotions et l'éducation des enfants
- Les émotions et le vieillissement
- Les moments difficiles de la vie...

Lucien Auger

Lucien Auger, Ph. D. est psychologue, conférencier et auteur de nombreux volumes publiés aux Éditions de l'Homme.



Les soirées-rencontres au collège marie-victorin

Salle Désilets
19 h 30
Cout: 6\$
chaque conférence

La survie du couple

John Wright, Ph.D. Mercredi 6 novembre 1985

L'insomnie, maladie du siècle?

Roger Godbout, psychologue Lundi 11 novembre 1985

La violence agressive et sexuelle

Michel Huard, D.Ps. Mercredi 13 novembre 1985

Dépression d'épuisement

Jean Tremblay, psychologue Lundi 18 novembre 1985

Raison et émotions au travail

Eugène Houde, M.R.I. Mercredi 20 novembre 1985

Si vous vous inscrivez tôt...

- À 4 soirées-rencontres avant le 30 octobre le Collège Marie-Victorin et La Presse vous offrent le tiré à part du cours «Les émotions et la vie quotidienne» (prix courant 3,50\$)
- Aux 5 soirées-rencontres avant le 23 octobre les Éditions de l'Homme offrent aux 60 premières personnes qui s'inscrivent avant cette date, un des volumes de Lucien Auger (prix approximatif d'un volume, 12\$)

Pour gagner un séjour d'une semaine en FLORIDE

• Passez l'examen
publié dans La Presse
du 22 novembre 1985

Vous obtiendrez une attestation (culture personnelle) et vous serez éligible au tirage d'un séjour pour deux d'une semaine en Floride dans un luxueux condominium situé directement sur la mer. (Tous les détails et règlements de ce concours-examen seront publiés dans La Presse du 22 novembre.)

UN CADEAU DE CONDO-VACANCES, COURTIER ET CONSULTANT EN INVESTISSEMENT-VACANCES

Demandez un dépliant pour en savoir plus...

Collège Marie-Victorin
«Les émotions et la vie quotidienne»
7000, rue Marie-Victorin
Montréal H1G 2J6

RENSEIGNEMENTS:
(514) 325-0150 poste 382 ou 274

Coupon d'inscription

J'aimerais m'inscrire aux conférences suivantes:

- La survie du couple (Mercredi 6 novembre) ☐
- L'insomnie, maladie du siècle (Lundi 11 novembre) ☐
- La violence agressive et sexuelle (Mercredi 13 novembre) ☐
- Dépression d'épuisement (Lundi 18 novembre) ☐
- Raison et émotions au travail (Mercredi 20 novembre) ☐

Je désire recevoir le tiré à part du cours Les émotions et la vie quotidienne (disponible dès le 20 novembre) Ajoutez 1\$ de frais de poste pour 1 à 3 exemplaires ☐ 3,50\$ ☐ 1\$

ATTENTION: Le tiré à part est offert gratuitement aux personnes qui s'inscrivent à 4 conférences avant le 30 octobre.

Commandes téléphoniques acceptées avec votre numéro de carte de crédit

Nom _____

Adresse _____ No _____ Rue _____ App. _____

Ville _____ Code postal _____

Téléphone _____ Résidence _____ Travail _____

☐ Chèque ☐ Mandat ☐ Visa ☐ MasterCard

No de carte de crédit _____

Date d'expiration _____

Signature _____

VAL SANTÉ
Jeune et repos
Val Morin
1-819-322-5635

LE MARDI DANS MODE



LA COULEUR QUI RÉCHAUFFE
par Anne Richer

la presse

LE RACISME DANS L'INDUSTRIE DU TAXI

Beaubien Radio-Taxi écope une amende de \$200

■ Pour la troisième fois, hier, une compagnie de taxi de la métropole a été condamnée à l'amende pour avoir exercé de la discrimination à l'égard d'un chauffeur de race noire, au moment de l'appel à un poste pour une course.

LÉOPOLD LIZOTTE

Précédemment, ce sont les compagnies Taxi Moderne et Coop de l'Est qui avaient été condamnées à des pénalités de \$500 pour avoir agi de la même façon. Cette fois, devant le juge John d'Arcy Asselin, c'est la firme Beaubien Radio-Taxi Inc. qui a écopé d'une amende moindre (\$200) en raison des circonstances exposées à la Cour.

Comme dans les autres cas, la discrimination s'était produite au moment de demander à un employé de se rendre à une adresse indiquée. Le premier véhicule en ligne était celui de M. Gilles Quindigue, un chauffeur d'origine haïtienne. Le répartiteur signifia alors, par radio, que c'était la voiture suivante qui devait répondre à l'appel.

Au juge Asselin, le président de la compagnie, M. Wilfrid Rochon, expliqua toutefois qu'à l'époque, si l'on agissait ainsi, c'était parce que certains clients ne voulaient absolument pas être conduits par un conducteur de couleur, et que certains menaçaient même de molester le chauffeur noir qu'on dirigerait vers leur domicile, leur bureau, ou, plus fréquemment encore, devant le bar ou la taverne où ils se trouvaient.

La seule M. Rochon expliqua donc qu'en définitive c'était pour protéger

ces chauffeurs qu'on ne faisait pas appel à eux, dans ces conditions. Interrogé par son procureur, Me Jean Francoeur, il rappela également que, pendant un bon moment, sa compagnie était la seule à embaucher des Noirs, et que cette politique avait causé une chute sensible du nombre de véhicules en service. Soit de 400 à 260.

Il souligna aussi qu'on avait quand même continué à en embaucher, cependant qu'on avait congédié le répartiteur impliqué dans le cas Quintigue.

Le procureur de la poursuite,

Me François Drolet, ne pouvant que confirmer certaines de ces allégations, le juge Asselin soumit qu'il semblait illogique que cette compagnie, qui semble avoir fait de louables efforts dans la bonne direction, soit châtiée.

Mais son aveu est là, dit-il, et le délit reproché a donc bel et bien été commis. Il se dit par ailleurs d'avis que, dans l'avenir, les répartiteurs devraient envoyer quand même des Noirs aux clients qui veulent les refuser, quitte à prévenir la police pour contrer les incidents possibles.

Un fugitif est entré à l'Assemblée nationale

■ QUÉBEC (PC) — Un an et demi après la fusillade qui y avait fait trois morts et neuf blessés, un individu a réussi à s'introduire à l'intérieur de l'édifice de l'Assemblée nationale dans la nuit d'hier.

Serge Vallée, 19 ans, de Thetford Mines, qui s'était enfui d'un centre d'accueil, a été repéré par

des constables après être entré dans l'immeuble par une fenêtre du sous-sol.

Il a été traduit hier devant la Cour des sessions de la paix, à Québec, mais devra comparaître à nouveau la semaine prochaine après avoir été soumis à un examen psychiatrique.

Demande du sergent Serge Lefebvre rejetée

■ QUÉBEC (PC) — Parce que le sergent Serge Lefebvre, soupçonné des meurtres de deux policiers de Québec, a logé un grief selon la convention collective et un appel à la Commission de police, la Cour supérieure ne peut ordonner à son employeur, la ville de Sainte-Foy, de lui verser son salaire.

Dans une décision appuyée par une abondante jurisprudence et après avoir examiné la Loi des ci-

tés et villes et la Loi de police, le juge Jean Moisan en arrive à la conclusion que le requérant a déjà fait appel aux instances appropriées.

Dans son jugement rendu hier, le juge Moisan note que le requérant ne peut simultanément à ces procédures s'adresser à la cour supérieure pour contester la suspension sans solde qui lui est imposée depuis son arrestation le 9 juillet dernier.

La Courtisane

La Courtisane va vous séduire avec son prix, son format (10) et son goût.

Vin sec rouge ou blanc

En vente chez votre épicerie licenciée et la S.A.Q.

MAIGRIR UN CADEAU DE 22,95\$



Enrôlez-vous dans les Weight Watchers dès maintenant, participez à 12 réunions hebdomadaires consécutives, et vous recevrez en cadeau le nouveau livre de recettes Weight Watchers®

Valeur
22,95\$

VOTRE NOUVEAU PHYSIQUE
PARTICIPEZ SANS PLUS TARDER AU NOUVEAU PLAN D'ATTAQUE DE WEIGHT WATCHERS
C'est facile, rapide et efficace.

NOUVELLE CLASSE
VILLE SAINT-LAURENT
Église Notre-Dame-du-Bois-Franc
Salle paroissiale
Entrée Patricia et Oxford
LUNDI 19 h

WEIGHT WATCHERS
Pour MONTRÉAL **727-3788**

Joignez-vous à **WEIGHT WATCHERS** et profitez du **NOUVEAU PLAN SUPER ÉPARGNE**

NOUVEAU MEMBRE 80\$	ÉPARGNE 42\$	PRIX ORD. 122\$
MEMBRE ACTUEL 70\$	ÉPARGNE 37\$	PRIX ORD. 107\$

COMPTANT OU MANDAT SEULEMENT

Les membres du plan "payé à l'avance" recevront immédiatement le livre de cuisine "Plan d'attaque". Cette offre n'est valable que dans la province de Québec.

Weight Watchers inc. 1982, propriétaire de la marque de commerce THE WEIGHT WATCHERS®

OCTOBRE

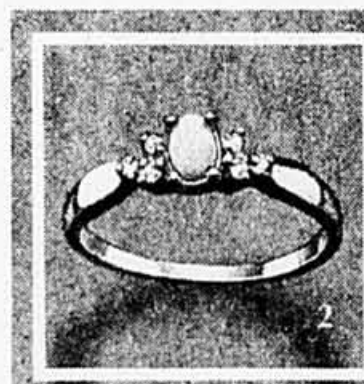
LE MOIS DE L'OPALE



Elle adorera la beauté unique de l'opale! Bagues en or 10 ou 14 carats avec une opale et des diamants.

1. Une beauté iridescente — une opale encerclée de diamants (0.06 carats, poids total des diamants) sur or 14 carats.

395.00 ch.



2. Splendide opale avec épaules de diamants (0.07 carats poids total des diamants) sur or 10 carats.

199.99 ch.

(La couleur, la pureté, la taille et le poids en carats déterminent la valeur du diamant). (Les bagues sont représentées plus grandes que leur taille réelle).

Eaton Centre-ville, rez-de-chaussée, et à ou par Anjou, Pointe-Claire et Laval. Rayon 215.

Venez ou téléphonez: 284-8484.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX



À COMPTER DU MARDI 8 OCTOBRE

VENTE DE FOURRURES

EATON ANJOU

Des achats fabuleux! Une sélection intéressante! Nos modèles les plus récents! Du vison, du renard, du raton laveur, du coyote! Hâtez-vous, vous aurez le meilleur choix!

Eaton Anjou. Rayon 248.
Achats en personne seulement.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

MÊME SI UN RÉFÉRENDUM LE 3 NOVEMBRE EST ÉCARTÉ

Les élections à Verdun forceront tous les candidats à se prononcer pour ou contre l'annexion à Montréal

■ Si on fait le décompte des quatre partis qui s'affrontent aux municipales de Verdun, le 3 novembre prochain, on retrouve un parti carrément pour

FRANÇOIS FOREST

l'annexion à Montréal, celui de l'actuel vice-président du comité exécutif de Verdun, Robert Liboiron, un parti strictement contre, celui de l'ex-député fédéral Raymond Savard (Regroupement des citoyens de Verdun) et deux autres équipes, celles de George Bossé (Action municipale) et Robert Mailhot (Parti civique) qui ne sont ni pour ni contre l'annexion, mais qui préfèrent étudier l'offre de Montréal et les actuelles finances de Verdun avant d'avoir à suggérer un référendum.

Voilà pour la toile de fond de cette élection qui, même si elle ne comporte pas le volet référendaire à la suite de l'injonction provisoire accordée jeudi par le juge Paul Martineau, forcera tout de même les partis à faire campagne sur l'avenir à long terme de Verdun.

Il y en a présentement ses 11 candidats (dont cinq font partie de l'actuelle administration), Robert Liboiron ne l'a d'ailleurs pas caché : « Avec Montréal, c'est le dynamisme qui s'installera chez nous. Verdun est dans une situation inquiétante (...). Ils (les adversaires) cherchent désespérément des solutions, sans pour autant avoir le courage d'admettre l'évidence ».

Et l'évidence, selon M. Liboiron, tient essentiellement à deux choses : au vieillissement et à la diminution de la population (moyenne d'âge de 53 ans) qui ont des retombées désastreuses sur l'économie et la vitalité de Verdun. Chiffres en main, il a relevé qu'entre 1971 et 1981, la population a baissé de 18 p.c. (13 500 résidents) et que le budget de la ville s'est accru de 211 p.c. (\$19 millions). Le secteur industriel ne représente que 1 p.c. de l'assiette fiscale alors que le résidentiel contribue pour 83 p.c. « Il n'y a pas de miracle possible dans un tel contexte, a-t-il dit, et il faut expliquer que



Raymond Savard

Montréal représente pour nous l'avenir et le renouveau. »

Ces explications, Raymond Savard qui fut conseiller pendant trois mandats à Verdun, prétend qu'elles ne seront pas de trop pour rappeler aux citoyens qu'ils sont encore des Verdunois et qu'ils peuvent se prendre en main pour le demeurer : « 80 p.c. de la population est contre le projet d'annexion. » Il présentera lui aussi des candidats dans 12 districts.

Les indécis

C'est plutôt au niveau des deux autres ténors que la bataille risque d'être rangée. George Bossé pour un n'en démont pas : « Le dossier d'annexion n'est pas très éclairé. Yvon Lamarre (président exécutif à la Ville de Montréal) disait lui-même que ce n'est pas avec des bouts de papier que l'on annexe. Si la ville a un mauvais gérant, on ne vend pas la ville, on change de gérant. Je ne suis pas nécessairement contre l'annexion, je dis seulement que nous étudierons la question sous tous ses angles et que ça ne se fait pas en trente jours comme on voulait nous le proposer. »

A première vue, M. Bossé ne croit que la population élira l'équipe Liboiron, principalement parce que cinq ex-conseillers de l'administration du maire Lucien Caron s'y sont greffés : « Pourquoi réélire des gens qui nous ont conduits où l'on en est présentement ? S'ils n'ont pas été capables d'administrer la ville, comment voulez-vous qu'ils nous



Bill Mandel et Arthur Benaroch

représentent adéquatement à Montréal ? ». Sensiblement la même réflexion pour Robert Mailhot, le chef du Parti civique : « C'est certain que Verdun a des problèmes financiers, analysons cet avocat de 33 ans. Voyons si l'annexion est bonne mais entretemps tâchons d'administrer raisonnablement. Les gens ne savent pas encore ce qu'il en retourne, quelles seront les implications à court et moyen termes. C'est pour cela qu'on s'opposait à l'annexion et qu'on a applaudi à l'injonction. Nous ne sommes pas dans le camp du non, nous voulons simplement pouvoir étudier. »

La campagne est donc bien orientée, depuis un mois maintenant que les candidats sont en piste. À l'Hôtel de Ville, le président du bureau de révision s'applique maintenant à corriger la liste électorale 1985 qui pourra possiblement servir pour le référendum si la prochaine administration décide de s'en servir pour définitivement régler la question. Absent du pays pour quelques jours, le maire Caron n'a pu commenter l'injonction et Yvon La-

marre a simplement dit qu'il s'y soumettait tout en déplorant « que certaines personnes plus soucieuses de préserver leurs intérêts et opposées à une fusion avec Montréal empêchent la population de se prononcer sur la question. »

Îles des Soeurs

Pour Bill Mandel, ex-conseiller de l'Île des Soeurs, maître d'œuvre d'une annexion de l'Île des Soeurs à Montréal, le débat n'est retardé que de deux mois, mais si les Verdunois décident de rester tels qu'ils sont, les résidents de l'Île se tourneront de toute façon



Dr. Marie-Josée Pilon D.M.D. pédodontiste

Le Dr. Marie-Josée Pilon est native de Montréal. Diplômée de la faculté de médecine dentaire de l'Université de Montréal en 1982, elle a été spécialisée dans les soins à apporter à la dentition des enfants. Après deux années d'études post-graduées, le Dr. Pilon a obtenu son certificat en pédiatrie de la faculté de médecine dentaire de l'Université de Montréal en 1985. Elle exercera sa profession au sein de la clinique dentaire Marsolais, Lesault-Bellefleur et Associés, au 12265, rue Goulet à Châteauguay (514) 336-6331.

LALMA CLINIQUE DE JEÛNE

(dans les Cantons de l'Est)

- Convalescence
- Repas
- Vacances-Santé

TÉL: (819) 843-9582

vers Montréal. « Nous avons un engagement ferme avec M. Lamarre. Il s'agira alors de statuer sur la compensation à donner à Verdun. » Les résidents de l'Île des-Soeurs versent en taxes 35 p.c. du budget de \$36 millions de la ville de Verdun.

M. Mandel, qui supportera le conseiller indépendant Arthur Benaroch, estime que l'élection municipale ne peut faire autrement qu'être référendaire :

« Tout le monde va devoir se prononcer la-dessus. On n'aura qu'à compter au soir du 3 novembre le nombre de conseillers élus qui se sont prononcés pour ou contre l'annexion pour avoir une petite idée de ce que la population pense. »

Entretemps, les citoyens de Verdun sont priés de consulter la liste électorale préliminaire à l'Hôtel de Ville et au Centre communautaire afin de vérifier si leur nom y est bien inscrit.

SEARS COIFFURE

OFFRE SPÉCIALE SUR BALAYAGE Moitié prix

offre en vigueur jusqu'au 31 octobre 1985

- Rendez-vous pas toujours nécessaire
- Consultation gratuite - Possibilité de crédit

Pour rendez-vous

Place Vertu 335-7770, Laval 682-1200
Anjou 353-7770, Saint-Jean 349-2651
Saint-Jérôme 432-2110, Brossard 465-1000
Sherbrooke 563-9440, Fleur de Lys 529-9861
Galerie Chagnon 833-4711

Maintenant, notre salon est ouvert du lundi au samedi aux heures du magasin et nous coiffons également les hommes.

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

ENCORE UNE SEMAINE! NETTOYAGE D'UN CANAPÉ

TOUT FORMAT, QUEL QUE SOIT LE NOMBRE DE COUSSINS **44.00**

- Donnez un traitement de faveur à votre canapé. Sans danger pour la plupart des tissus, nos procédés ravivent les couleurs tout en délogant poussière et saleté.
- Tout le travail est effectué à domicile. **Frais minimums: 44.00.** Les canapés recouverts de coton indien sont exclus de cette offre. Légères frais supplémentaires pour tout travail effectué hors de la région métropolitaine.
- Mobilier modulaire ou sectionnel (coussins amovibles de dossier non compris dans cette offre) nettoyé au prix spécial de 24.25 le mètre linéaire (7.50 le pied linéaire).
- Renseignez-vous sur le protecteur de tissus «Chem-i-Gard» et sur le nettoyage de moquettes.

Offre en vigueur jusqu'au samedi 12 octobre 1985.

Pour tout rendez-vous du lundi au vendredi de 9 h à 17 h et le samedi de 9 h à 14 h, composez 738-4728 ou 341-3000, poste 267.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX



Coiffure 7 vous offre les coupes les plus en vogue à super prix!



Si vous êtes à l'affût de la nouvelle vague et que vous désirez faire tête neuve, passez à un de nos salons Coiffure 7 pour hommes et pour femmes. Aucun rendez-vous n'est nécessaire.

Coupe* 7.00

Finition* 7.00

Permanente* (doit être combinée aux deux services ci-dessus à 7.00 chacun) 7.00

*Shampooing et revitalisant compris.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

Note: Les prix sont légèrement différents à Laval.

Faton Centre-ville, 3e étage (femmes seulement) 284-8661
En banlieue, pour hommes et femmes
Anjou 153-4411 poste 223
Cavendish 487-7121 poste 223
Laval 687-1470 poste 223
Rockland 738-5152 poste 340
Saint-Bruno 461-2145 poste 223

Le Salon de Beauté chez Ogilvy vous présente **SUPER SEPT**

LE PRÊT-À-PORTER DE LA COIFFURE POUR FEMMES ET HOMMES, AUSSI! AUCUN RENDEZ-VOUS

CENTRE-VILLE du lundi au samedi coupe avec shampooing 7\$ shampooing revitalisant et mise en plis ou séchoir 7\$ permanente avec 1 ou 2 mentionnés ci-dessus 7\$

Le Salon offre aussi une gamme complète de produits de soins pour les cheveux.

Salon de Beauté, au troisième, centre-ville 842-7711, Carrefour Laval 688-7373.

OGILVY

Centres de contrôle du poids OFFRE SPÉCIALE DE LA RENTRÉE

Faites quelque chose de POSITIF cet AUTOMNE! Malgré vos nombreuses occupations, prenez le temps de devenir comme vous voudriez être.



20% de rabais sur tout programme que vous choisirez

- Ni attrape, ni médicaments, ni exercices épuisants, ni contrats termes.
- CONSEILS INDIVIDUELS donnés par des infirmières spécialement formées.
- Programmes pour hommes et femmes.
- CONSULTATION GRATUITE.
- Société entièrement canadienne.

OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI 8H - 19H

Centre de contrôle du poids

5 succursales pour vous servir

CENTRE-VILLE 2020 University, #1624 Métro McGill 845-9141

MONTREAL-EST 6070 Sherbrooke est près du métro Cadillac 252-1101

SNOWDON 5180 chemin Raine-Marie #340 489-6891

WEST ISLAND 3639, boul. des Sources près de la Plaza Centennial 683-0320

VILLE DE QUÉBEC 2600, boul. Laurier Ste-Foy 659-4596



LAVAL du lundi au samedi Prix plus élevés à cause des loirs locales. coupe ou mise en plis 7\$ mise en plis au séchoir 7\$ permanente (tout compris) 31\$ shampooing ou revitalisant 1,50\$

Gorbatshow

■ PARIS — Le spectacle de la rentrée à Paris, celui qui fait courir les médias, c'est le « Gorbatshow ».

**LOUIS-BERNARD
ROBITAILLE**
collaboration spéciale

Hier matin à l'Élysée, il y avait 500 journalistes dans le Grand salon pour la conférence conjointe du président Mitterrand et de Mikhaïl Gorbatchev dont c'était la première visite à l'Ouest depuis son accession au pouvoir suprême.

On n'attendait pas le « scoop » : celui-ci, de dimension modeste, est venu de François Mitterrand, qui a refusé l'offre-surprise du Soviétique de négociations européennes directes sur le désarmement. Ce qu'on guettait, c'étaient des révélations sur le « mystère Gorbatchev ».

Même à l'échelle occidentale, le nouveau dirigeant soviétique a certainement une assurance, un savoir-faire, une aisance impressionnants.

Quand Mitterrand dit des choses plus ou moins agréables, lui gardait un visage parfaitement impassible. Aux paroles aimables, il répond par un large sourire. Après il parle, posement, sans la moindre note, en ménageant ses effets. Tour à tour sérieux et blagueur.

Il cite les dossiers techniques, lâche des anecdotes russes. Pratiquement pas de « langue de bois » comme ses prédécesseurs.

A une question complaisante d'un Allemand de l'Est sur « la centaine de propositions de désarmement faites par les Soviétiques depuis 20 ans », il répond avec un large sourire : « Eh oui, il serait bon de revenir à ces bonnes vieilles propositions d'autant qui dorment dans les dossiers tels le Cendrilla... »

Par ailleurs, il « comprend parfaitement » les positions de la France. Enfin, il invite les journalistes à venir constater de bonne foi qu'en URSS « vit une population non pas embrigadée, mais partageant les mêmes aspirations amicales que les Occidentaux ».

On l'attendait aux questions. Il les a accueillies avec une parfaite tranquillité. Eclat de rire lorsqu'un Israélien lui parle de rétablissement des relations diplomatiques.

Sur les prisonniers politiques et les juifs soviétiques : « J'ai déjà répondu à cette question à la télévision française et je n'ai rien à ajouter » (mais sans élever le ton).

Sur Sakharov, pas un froncement de sourcil non plus : « Des cas qui seront examinés par les autorités compétentes. Les « espions » ? « Tous les diplomates de tous les pays sont là pour faire du renseignement ».

A un moment, il suggère en blaguant qu'on pose des questions à Mitterrand « pour m'aider un peu ». A un autre moment, il se tourne vers un adjoint... pour lui demander un stylo.

Une belle prestation. Mais ce qui manifestement fascine tout le monde, c'est que Gorbatchev n'a pas l'air soviétique. Krouchtchev, dont le souvenir est bien lointain, avait quand même l'air d'un Moujik mal dégrossi. Malgré son humeur. Après lui, 20 ans de vieillards séleiros et de momies silencieuses : Brejnev, Andropov, Tchernenko.

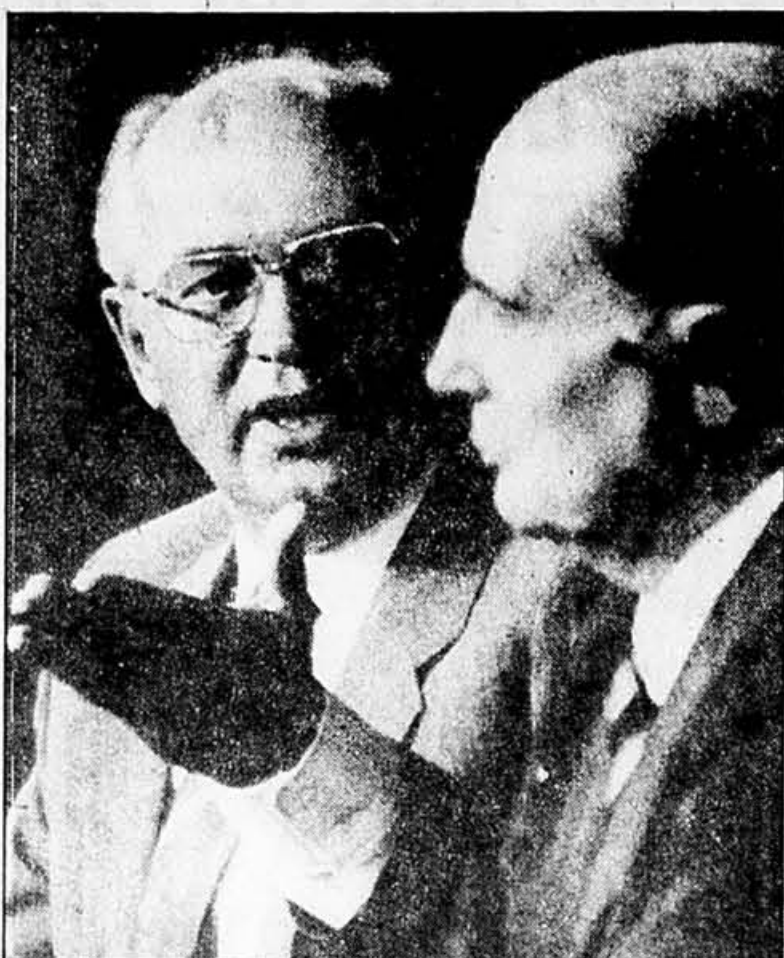
Gorbatchev a l'aisance de Krouchtchev, mais la grossièreté en moins.

Il s'habille avec une certaine recherche, il est pourvu d'une épouse ravissante, qui ressemble davantage à une bourgeoise élégante qu'à une « babouchka », et qui fréquente galeries et grands couturiers. Le patron du Kremlin a l'air à la fois débouaillonné en surface et dur au fond, qui fait penser à quelque puissant businessman américain. Dur en affaires, prompt à la plaisanterie, ne s'étonnant d'aucune question. Bref, pour les Occidentaux, il a l'air « normal ».

En réalité, strictement rien dans le bilan actuel de son action ni ou dans son comportement public ne permet d'étayer la thèse d'un virage « libéral ». Gorbatchev a fait carrière après Staline, il est relativement jeune : ce qui fait qu'il parle « normalement » et qu'il cherche sans doute à « moderniser » son pays. Ce qui ne veut pas dire qu'il va « démocratiser » ou « occidentaliser ».

Au cours de son passage à Paris, Mikhaïl Gorbatchev a même volontiers laissé entendre qu'on peut être moderne sans renoncer à la plus pure orthodoxie. A sa descente d'avion, il commence son discours par « Mesdames, messieurs... et camarades... ». Quand le maire de Paris, Jacques Chirac, évoque en termes fort énergiques la question des droits de l'Homme, et cite des noms, Gorbatchev reste de glace.

Au premier ministre Laurent Fabius qui lui donne une liste de sept cas « humanitaires », il oppose apparemment un silence glacial « et met la liste dans sa poche » (dit-on à Matignon).



Le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev, en conversation hier avec le président français François Mitterrand.

La communauté soviétique quitte Beyrouth pour la Syrie

■ BEYROUTH — Le mouvement Djihad islamique a annoncé hier l'« exécution » d'un diplomate américain, tandis que la moitié environ de la communauté soviétique de Beyrouth était évacuée vers la Syrie à la suite du meurtre par une autre organisation musulmane intégriste du diplomate Arkadi Katkov, dont le cadavre a été découvert mercredi.

Le président Reagan a déclaré hier que les Etats-Unis n'avaient pas reçu confirmation des informations selon lesquelles le diplomate américain William Buckley avait été assassiné au Liban.

La déclaration dactylographiée de la Djihad islamique annonce « l'exécution (après la publication de ce communiqué) de l'espion William Buckley qui a été jugé et reconnu coupable de participation aux crimes de la CIA ». Elle ne précise pas si M. Buckley devait être tué tout de suite mais, d'après des experts en langue arabe, le texte le laisse entendre.

Le texte est accompagné de photographies du diplomate, amarré après ses 19 mois de détention, mais encore en vie. Il indique que « l'exécution » constitue aussi une riposte au raid israélien de mardi contre le siège de l'Organisation de libération de la Palestine à Tunis « conçu et exécuté ensemble par l'Amérique et Israël ».

Quant à l'évacuation de quelque 60 Soviétiques de Beyrouth à la suite du meurtre d'un des leurs, ces derniers ont pris l'avion pour Moscou hier après



photo Reuter

C'est cette photo du diplomate américain William Buckley que la Djihad islamique a livrée, hier, accompagnée d'un communiqué annonçant sa mort imminente.

un court séjour à Damas. On est toujours sans nouvelle des trois autres Soviétiques encore retenus en otages.

Washington maintient l'IDS et contre-attaque

■ WASHINGTON — Face à l'offensive de désarmement lancée par M. Mikhaïl Gorbatchev et diversement accueillie dans le monde occidental, les Etats-Unis sont passés à la contre-attaque hier.

Le président Ronald Reagan a réaffirmé qu'il n'entendait pas mettre au rancart son « initiative de défense stratégique ». Profitant d'une réunion organisée dans le New Jersey pour recueillir des fonds en faveur du parti républicain, le chef de la Maison-Blanche a déclaré que la proposition soviétique de réduction des arsenaux nucléaires en échange de l'abandon du projet de « guerre des étoiles » ne « touche pas au vrai problème de la paix ».

« Nous continuerons à aller de l'avant pour voir si ce projet peut assurer une grande protection à notre peuple et à la population du monde entier », a-t-il dit, tandis que de hauts responsables américains réaffirmaient, à Washington, que l'URSS elle-même s'est

lancée depuis plusieurs années dans la « guerre des étoiles ».

Cependant, des sons de cloche différents de celui de Washington se sont fait entendre même dans des pays membres de l'OTAN. La réaction la plus enthousiaste aux propositions soviétiques est venue du ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

Qualifiant l'initiative soviétique d'intéressante et digne d'être soigneusement examinée par l'Alliance atlantique, il a appelé l'Occident à répondre en formulant ses propres propositions.

En revanche, le secrétaire général de l'OTAN, lord Carrington, ne s'est guère montré séduit par l'offensive de Moscou. Il a déclaré à un journal belge que les propositions soviétiques ne contenaient aucun élément nouveau et avaient pour objectif d'impressionner l'opinion publique internationale plutôt que de faire avancer la cause du désarmement.

À Bonn, où il était de passage, le secrétaire au Foreign Office, sir Geoffrey Howe, a déclaré que l'offre soviétique d'ouvrir une discussion directe sur les forces de frappe britannique et française était un développement « significatif » et que la Grande-Bretagne « n'avait jamais dit jamais ».

Au Japon, le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, s'est déclaré prêt à étudier les propositions de M. Gorbatchev, mais sur la base d'informations plus précises.

À Washington, parallèlement aux déclarations faites ailleurs par le président Reagan, deux des principaux experts américains en matière de désarmement, le conseiller de la Maison-Blanche Paul Nitze et le secrétaire adjoint à la Défense, M. Richard Perle, ont présenté à la presse un document détaillant, selon la version américaine, les efforts déployés par Moscou ces dernières années dans le domaine de l'armement spatial.

— UPI, AFP, Reuter

Shultz exhorte Botha à libérer Mandela et négocier avec l'ANC

■ NEW YORK — L'Afrique du Sud pourrait donner un « indice » de sa volonté de rechercher un compromis politique en libérant Nelson Mandela et en acceptant de négocier avec lui et les autres dirigeants de l'ANC, déclare le secrétaire d'Etat américain George Shultz dans une interview publiée par le New York Times.

« Ce serait un acte de première importance de la part du gouvernement sud-africain », souligne M. Shultz en réponse à une question sur la façon dont Pretoria pourrait manifester son désir d'une transition pacifique. Il a déclaré qu'un tel geste pourrait prendre la forme de la libération de M. Mandela, leader du Congrès national africain (ANC, interdit) détenu depuis 1962.

« Nous avons dit que M. Mandela devrait être libéré et que le gouvernement devrait traiter avec l'ANC », a-t-il poursuivi.

L'apartheid est « condamné », a estimé M. Shultz, reprenant le thème d'un discours de politique étrangère qu'il a prononcé mercredi à New York et dans lequel il a invité les autorités de Pretoria à négocier rapidement avec la majorité noire avant d'être renversé par une révolution violente.

L'apartheid, a dit M. Shultz, « n'est pas seulement mauvais,

il est fini. Cela ne peut durer ».

Le gouvernement sud-africain n'a pas réagi immédiatement à ces propos mais, à Lusaka, un porte-parole de l'ANC, Tom Sebina, estimait que l'appel du chef de la diplomatie américaine auprès de Pretoria resterait sans effet. Le président Pieter Botha refuse tout dialogue avec l'ANC (qu'il accuse d'être dominé par les communistes) tant qu'il n'aura pas renoncé à la violence.

En Afrique du Sud, deux Noirs étaient tués par la police dans la province du Cap, l'un à Kwazakele, et l'autre à Guguletu. La répression de l'agitation anti-apartheid a fait 730 morts en 20 mois. En banlieue du Cap, la police a dispersé hier des écoliers à coups de grenades lacrymogènes.

Le reporter-photographe français Bernard Bisson, de l'agence Sygma, était expulsé par les autorités de Pretoria qui lui reprochent de travailler en Afrique du Sud sans autorisation (il était en possession d'un simple visa de touriste).

Le Dr Wendy Orr, jeune médecin de 25 ans qui fut à l'origine de l'interdiction de la torture des détenus prononcée la semaine dernière par un juge de Port-Elizabeth, n'a plus le droit de rendre visite aux détenus, a-t-on appris enfin.

— AFP, AP, UPI et Reuter

La paix au Cambodge dépend directement des trois Grands

■ « Le Cambodge est à la limite de la confrontation entre les Grands. C'est la son malheur. La guerre ou la paix pour nous dépend directement du degré d'entente ou de mésentente entre Chinois, Soviétiques et Américains. Cela veut dire qu'il ne peut y avoir d'exclusive entre Khmers ».

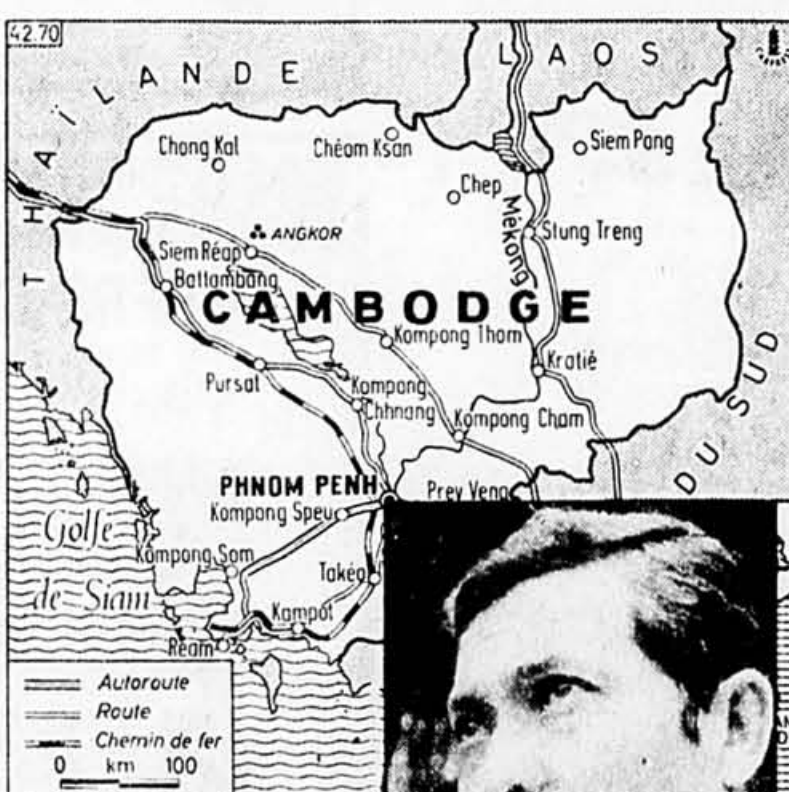
JOONEED KHAN

Hing Kunthou est chef d'état-major adjoint aux Affaires civiles du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), la composante libérale-républicaine du gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique. Son Sann, chef du FNLPK, est premier ministre de la coalition, qui comprend aussi les Khmers rouges et les partisans du prince Norodom Sihanouk.

« Aucun règlement n'est possible au Cambodge sans les Khmers rouges prochains ni sans les Khmers vietnamiens prosoviétiques du régime Heng Samrin », dit-il.

Le 7 janvier 1979, l'armée vietnamienne entra dans Phnom Penh, renversant le Kampuchea démocratique édifié par Pol Pot après le départ des Américains en avril 1975 et installant le « Kampuchea populaire » de Heng Samrin. L'ONU reconnaît toujours le Kampuchea démocratique, qui mène une guerre de libération contre l'armée d'occupation vietnamienne de 200 000 hommes.

J'avais rencontré Hing Kunthou la première fois en août 1980 à Bangkok. Ancien pdg de la Banque khmère pour le Commerce, il avait perdu 35 livres sous Pol Pot et il avait vécu le régime colonial vietnamien avant de fuir en Thaï-



M. Hing Kunthou, porte-parole du FNLPK, estime qu'aucun règlement n'est possible au Cambodge sans une entente existant dans le pays.

lande en octobre 1979. Il était tendu et amer. Il en voulait à la fois à Sihanouk, à Pol Pot, à Heng Samrin et aux Vietnamiens. Le FNLPK perçait.

Mais un serein espoir l'animait. « Les Vietnamiens évoquent le testament d'Ho Chi Minh qui les exhorte à se multiplier com-

me le bambou, disait-il. Car là où pousse le bambou, rien d'autre ne croît. Mais au Cambodge, tout est réversible, à l'image du Tonlé Sap, le Grand lac qui coule vers l'ouest durant la saison des pluies et vers l'est en saison sèche ».

Hing Kunthou, qui a maintenant 56 ans, n'a pas perdu espoir

mais il est moins amer, plus détendu, plus confiant aussi. Il était à Montréal cette semaine pour le mariage de son fils aîné, venu à Montréal en 1973 comme étudiant à l'Ecole polytechnique. Sa famille entière y est établie depuis 1975.

« L'offensive vietnamienne de la dernière saison sèche a été terrible, admet-il dans une interview à LA PRESSE. Le FNLPK a perdu ses bases frontalières. Il a regroupé 150 000 réfugiés civils en sol thaï, dans des villages que le ministre canadien des Affaires extérieures Joe Clark a visités à la mi-juillet.

« Mais paradoxalement, dit-il, avec nos civils en sécurité, nos 6 000 combattants se sont convertis totalement à la guérilla, harcelant les forces vietnamiennes à l'intérieur du Cambodge. Nous ne croyons pas à une solution militaire ; nous cherchons à faire payer cher aux Vietnamiens leur occupation de notre pays.

« C'est l'échec pour les Vietnamiens, affirme-t-il. Ils n'ont pu faire entrer Heng Samrin à l'ONU. Ils n'ont pu boucler les 700 kms de frontière avec la Thaïlande. Leurs forces vivent dans une insécurité croissante. Et le rapprochement sino-soviétique continue de faire son chemin ».

Sa grande crainte ? « En sept années d'occupation, Hanoi a installé 700 000 colons vietnamiens au Cambodge et accordé la nationalité cambodgienne à 300 000 d'entre eux, dit-il. C'est un électrochoc tout fait pour le parti de Heng Samrin. Ajoutez y les centaines de milliers de paysans khmers soumis aux travaux forcés pour creuser des tranchées dans l'ouest du Cambodge. C'est un scénario de génocide et d'occupation permanente ».

DÉPÊCHES

ESPIONNAGE : l'affaire Edward Howard, ancien responsable de la CIA qui aurait été un agent double, « pourrait être le scandale d'espionnage le plus grave de l'histoire des Etats-Unis », dit-on au Congrès américain. Howard, 33 ans, qui a disparu il y a deux semaines, avait refusé en 1983 d'être transféré à Moscou.

RAID : le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné, hier soir, par 14 voix et une abstention, celle des Etats-Unis, le raid israélien de mardi contre le quartier-général de l'OLP à Tunis. Le Conseil a précisé que la Tunisie pouvait légitimement prétendre à des « réparations appropriées » en raison des pertes humaines et des dégâts matériels causés par l'attaque.

SOMMET : la Britannique Margaret Thatcher, l'Italien Bettino Craxi et le Japonais Yasuhiro Nakasone ont confirmé hier leur présence le 24 octobre à New York, à l'invitation de l'Américain Ronald Reagan, à un mois du sommet de Genève. Le Canada et la RFA y sont également invités. La France a décliné l'invitation.

ISRAËL : un correspondant anonyme se réclamant des « Forces 17 » de l'OLP a affirmé hier, dans un appel téléphonique à l'AFP, que son groupement avait assassiné un couple d'Israéliens portés disparus depuis deux jours. Les forces israéliennes de sécurité ratissent des collines proches de Jérusalem à la recherche du couple.

SALVADOR : trois rebelles de la gauche, Carlos Zepeda Gonzalez, l'un des chefs des services de renseignements de la guérilla, ont été libérés. Cette opération a pour but de convaincre les ravisseurs de la fille du président Duarte de la bonne volonté des négociateurs gouvernementaux.

POUR BEAUCOUP PLUS... POUR BEAUCOUP MOINS...



BEAUCOUP PLUS

- PLUS DE PRODUITS DE MARQUES NATIONALES À PRIX SPÉCIAL.
- PLUS D'ÉCONOMIES SUR LES PRODUITS DE MARQUE MAISON.
- PLUS D'EMBALEURS AUX CAISSES.

- PLUS DE BOUTIQUES SPÉCIALISÉES: LE TRAITEUR, L'EXQUIS, LE VRAC, LA POISSONNERIE ET L'ASSORTIMENT EXCEPTIONNELLEMENT VASTE DE PRODUITS D'HYGIÈNE ET DE BEAUTÉ.

BEAUCOUP MOINS

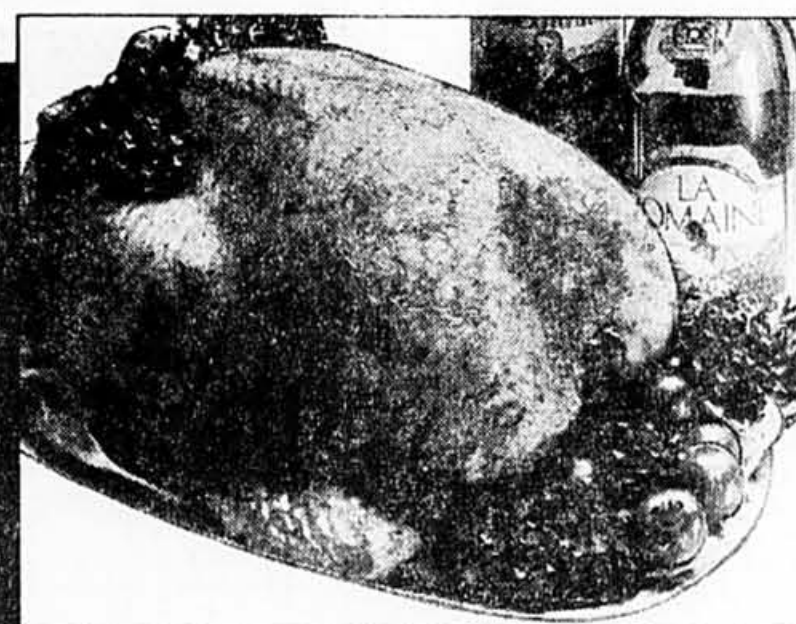
- MOINS CHER.



BOISSONS GAZEUSES

STEINBERG
AU CHOIX
24 CANETTES
DE 280 mL
DÉPÔT EN SUS:
5¢ CAN.

4⁹⁹



DINDE
CATÉGORIE
"A"
SURGELÉE
8 kg ET
MOINS

DINDE BUTTERBALL
SURGELÉE - 8 kg ET MOINS

1⁵⁸
/lb **3⁴⁸**
/kg

1³⁸
/lb
3⁰⁴
/kg



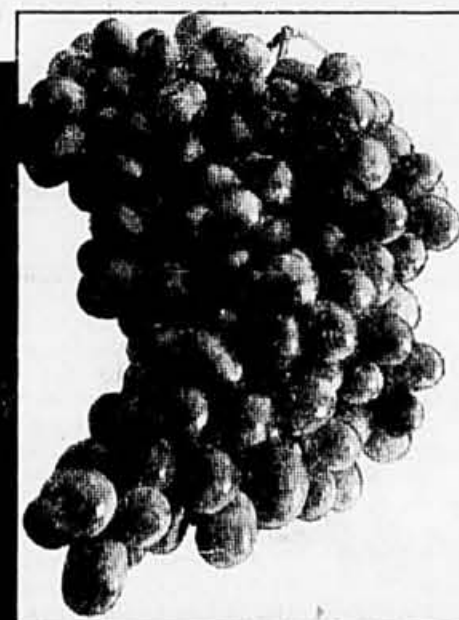
TARTE AUX POMMES
STEINBERG
ORDINAIRE ou À LA CANNELLE
624 g

99[¢]



CRÈME GLACÉE
STEINBERG
SAVEURS
AU CHOIX
CARTON
ROND DE 2 L

2⁶⁹



RAISIN ROUGE SANS PÉPINS
FLAME DE LA CALIFORNIE
PRODUIT DES É.-U.
CANADA N° 1

99[¢]
/lb
2¹⁸
/kg



JUS DE TOMATES
HEINZ
CANADA DE FANTAISIE
BTE DE 540 mL

3/
99[¢]



JAMBON DÉOSSÉ PRÊT-À-MANGER
GENRE TOUPIE

1⁹⁹ ENTIER
/lb **4³⁹** /kg
2⁰⁹ DEMI
/lb **4⁶¹** /kg



POMMES McINTOSH
PRODUIT DU QUÉBEC
CANADA DE FANTAISIE
SAC CELLO DE 1,80 kg (4 lb)

1²⁸



MAÏS NIBLETS
GÉANT VERT
A GRAINS ENTIERS
BTE DE 341 mL
PETITS POIS
LE SIEUR
GROSSEURS 1 ET 2
ou HARICOTS VERTS
ASSAISONNÉS
BTE DE 398 mL

69[¢]



MARGARINE MOLLE À L'HUILE DE SOYA
LACTANTIA
CONT. DE 907 g

1⁷⁹

STEINBERG
t'es à mmanger!

Les articles annoncés dans ces pages sont en réclame aux supermarchés situés dans la ville principale de diffusion de ce journal et sa proche banlieue. Les conditions climatiques peuvent influencer la quantité et la qualité de nos approvisionnements en fruits et légumes. Cependant nous tenons à vous garantir en tout temps le meilleur choix disponible sur le marché. Pas de garantie de prix sur certains articles non alimentaires. Il se peut également que certaines illustrations soient prises à titre indicatif seulement et ne correspondent pas exactement à l'article annoncé. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Le texte prévaut en tout temps. Si un supermarché est à court d'un produit annoncé, veuillez demander un bon de garantie au comptoir d'information.

Prix en vigueur du lundi 7 octobre au samedi 12 octobre 1985 inclusivement.

SCULPTURE SUR BOIS À MONTRÉAL

OBJECTIF

- Permettre aux participants de s'exprimer artistiquement à travers des techniques de rendu;
- Se familiariser avec les techniques de base de sculpture;
- Permettre aux débutants de se perfectionner dans l'exercice de leur art.

CANDIDATS

Débutant: Toute personne intéressée par la sculpture sur bois et qui désire acquérir les connaissances de base.

Intermédiaire: Toute personne qui possède déjà une connaissance de base (débutant-bricoleur) et qui veut parfaire ses connaissances en sculpture. Une orientation très nette sera mise sur une connaissance appliquée aux meubles.

Perfectionnement: Tout débutant professionnel qui possède déjà les connaissances et qui veut acquérir une plus grande maîtrise de la sculpture sur meubles.

PROGRAMMES

Débutant: Couteaux, bois, traçage, dessin, notions de perspective, notions de relief. Travaux pratiques tels que: pointe de diamant, carré en creux, étoile en relief, couronne, rosace romane, composition géométrique, spirale à quatre (4) centres, composition de feuillage, cartouche renaissance.

Intermédiaire: Etude des éléments de décoration (ornementation) des meubles. Travaux pratiques tels que: piécettes et olives, perles, billettes, raies de cœur, tiges, chute de culot, cordon, ruban, cœur saignant, coquille, cordons de traverse, divers styles, etc.

Perfectionnement: Travail de synthèse, de composition sur meuble, feuillage, fleurs, éléments décoratifs composés, agencement d'éléments. Dessin, conception et réalisation de travaux pratiques sur les meubles.

COUT: Le coût est de 60 005 pour 60 heures de cours (incluant les plaquettes d'exercices).

ENDROIT: Inscription et cours: 175, Président Kennedy (Édifice de l'UQAM), local 2705. Information. Téléphone: 282-7780.

DATES D'INSCRIPTION Les dates d'inscription sont: 8, 9, 10 octobre 1985.

HORAIRE DES COURS Horaire: de 13h00 à 17h00 de 19h00 à 21h00

Début des cours: Semaine du 6 octobre 1985

N.B. Ces cours sont disponibles le jour ou le soir.

N.B. Tous les équipements sont fournis par le Centre de formation. La formation sera dispensée à Montréal.

Ces cours sont offerts par:

SERVICE DE L'ÉDUCATION ADULTES

CENTRE SPÉCIALISÉ MEUBLE ET BOIS OUVRE

CEGED DE VICTORIAVILLE



LA COMMISSION
DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE MONTRÉAL

L'ÉDUCATION DES ADULTES
... PLUS QUE JAMAIS

Cours du soir — Anglais écrit

Pour les adultes qui parlent l'anglais et qui veulent perfectionner la communication écrite: grammaire et orthographe.

Durée du cours: 60 heures **Horaire:** 3 soirs/semaine
de 18 h à 22 h

Début des cours: 15 octobre 1985

Coût: 15 \$

Centre:
Marie-Victorin
5530, ave Dupuis
(métro Côte Sainte Catherine
et autobus No 129)

Inscription:
8, 9, 10 octobre 1985
de 18 h à 20 h

Renseignements:
481-5641 (jour/soir)

 ÉCOLE D'INFORMATIQUE
MARSAN

1600, Berri (Pavé du Commerce)
Suite 3116, Montréal H2L 4E4
(Métro: Berri de Montigny)

**POUR UNE CARRIÈRE EN
INFORMATIQUE**

PROGRAMMEUR/ANALYSTE (12 mois) | NIVEAU COLLÉGIAL
PROGRAMMEUR (8 mois) | PRÊTS DU GOUVERNEMENT

Prochaine session: 11 nov. — Prospectus gratuit: 842-8643

COURS de VITRAIL

65\$

Venez vous initier aux joies
de travailler le verre.

- Cours de base (technique Tiffany)
- Cours de lampe
- Cours de tige de plomb
- Atelier libre



Le Centre du Vitrail

10512, boul. Saint-Laurent (angle Prieur) Montréal

331-5684

Mtro
Haut-Bourgasse

VOISEZ L'EXCELLENCE APPRENEZ L'ANGLAIS

INSCRIPTION DU 7 AU 15 OCTOBRE

À L'ACADÉMIE

LA SEULE INSTITUTION AU QUÉBEC VOUS GARANTISSANT UN COURS COM-
PLET AVEC METHODE EFFICACE DE GRAMMAIRE ET/OU CONVERSATION

NIVEAU I À VI + LA PRÉPARATION DU TOEFL

NECESSAIRE POUR TOUTES PERSONNES DESIRANT SUIVRE DES ETUDES UNI-
VERSITAIRES EN ANGLAIS

CHOIX D'HORAIRES

2 fois ou 4 fois par semaine

Matin
9h15 - 12h15

Après-midi
13h - 16h

Soir
18h15 - 21h15

DURÉE

5 SEMAINES:

Lundi, mardi,
mercredi,
jeudi,
ou choix.

Frais de la session: 180\$ - deductible du revenu imposable

SANS AUCUNS FRAIS

Seance d'information, test de classement, inscription et documents
répondant aux critères du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec

Permis no 749677

QUAND LA QUALITÉ

EST DE RIGUEUR

TÉLÉPHONEZ:

L'Académie

521-5722

DE CONVERSATION FRANÇAISE ET ANGLAISE

822, rue Sherbrooke est, 4e étage
Montréal, Québec H2L 1K4

près du
Sherbrooke

LA MICRO-INFORMATIQUE
UN OUTIL DE TRAVAIL RAPIDE ET EFFICACE

Le Collège LaSalle, chef de file en bureautique, offre une série de séminaires sur l'utilisation des micro-ordinateurs

IBM-PC

- Lotus 1-2-3
10-11 oct/12-13 oct/
19-20 oct/24-25 oct.
- dBASE III
26-27 oct/7-8 nov.
- Multimate
17-18 oct.
- Cours d'introduction à
la micro-informatique
31 oct.-1 nov.

MACINTOSH

- Multiplan

Durée: 2 jours,
de 9:00 à 17:00
Coût: 200\$

Horaires flexibles
sur demande

Dispensés en français et
en anglais

Campus Centre-ville
2015, rue Drummond
Montréal H3G 1W7
Station de métro Peel

281-1919

COLLEGE LASALLE

L'INFORMATIQUE?

271-7702

**COMME
SIMPLE**

**VITE, PASSEZ A
L'ACTION. DANS 12
MOIS, VOUS AUREZ
PLUS QU'UNE
FORMATION
PROFESSIONNELLE,
VOUS SEREZ PRET
POUR LE MARCHE
DU TRAVAIL!**



Reconnu par le ministère
(niveau collégial)

 Jean-Talbot

**INSTITUT
INFORMATIQUE
APPLIQUEE**

525 st. De Castelnau, Montréal, H2R 1R4

**COURS D'ANGLAIS
INTENSIF**

POUR PRESTATAIRES D'ASSURANCE-CHÔMAGE

25 heures par semaine — lundi au vendredi 8h30 à 13h30

*** 35\$** par semaine
(env. 1,40\$ heure)

* incluant séance d'information, test d'évaluation, inscription et documents relatifs à votre demande d'admission auprès du ministère Emploi et Immigration Canada.

- COURS D'ANGLAIS QUI RÉPOND AUX CRITÈRES DU MINISTÈRE EMPLOI ET IMMIGRATION CANADA.
- PROLONGATION POSSIBLE DES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE ALLANT JUSQU'À 26 SEMAINES DANS CERTAINS CAS.
- EMPHASE SUR LA CONVERSATION PRATIQUE À TOUS LES NIVEAUX.

SÉANCE D'INFORMATION

pour y assister, composez 285-1401

Métro Place des Arts, sortie rue Bleury

CENTRE LINGUISTIQUE CCFA

Division de 2167-5087 Québec Inc.

355 ouest, rue Sainte-Catherine, suite 304

Reconnu par le ministère de l'Éducation
Permis no 749-844

MAÎTRISE EN ENSEIGNEMENT AU PRIMAIRE

L'UQAM VOUS PROPOSE
UNE NOUVELLE MAÎTRISE
EN ENSEIGNEMENT AU PRIMAIRE

Ce programme de maîtrise s'adresse aux personnes ayant une expérience d'enseignement au primaire. Il vise à compléter la formation disciplinaire et psychopédagogique de l'étudiant ou de l'étudiante en vue de préparer des personnes ressources pour le milieu scolaire.

Dans le cadre de ce programme de 45 crédits, essentiellement pluridisciplinaire par son contenu, son encadrement et son cheminement, l'étudiant ou l'étudiante :

- apprendra à faire face aux problèmes auxquels est confronté le généraliste de l'enseignement au niveau primaire (évaluation et intégration des disciplines, difficultés d'apprentissage, etc.) ;
- améliorera sa compétence dans l'enseignement, soit du français, soit des mathématiques, soit des disciplines d'éveil.

Conditions d'admission :

- Détenir un baccalauréat, ou l'équivalent, d'enseignement au primaire ou dans un domaine connexe, obtenu avec une moyenne cumulative d'au moins 3,0 ou l'équivalent, ou posséder les connaissances requises, une formation appropriée et une expérience jugée pertinente ;
- Avoir au moins deux ans d'expérience dans l'enseignement au pré-scolaire et/ou au primaire.

Date d'admission : 1er novembre 1985.

Renseignements :
Jean-Claude Lavigne, directeur
Maîtrise en enseignement au primaire
Département des sciences de l'éducation
(Pavillon Lafontaine L-3020)
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Case postale 8988, Succursale A
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone : (514) 282-3802



Université du Québec à Montréal

**LE SAMEDI
COURS D'ANGLAIS
CONVERSATION INTENSIVE**

■ **DURÉE:** cinq (5) samedis — 9h30 à 15h30

■ **PETITS GROUPES:** 4 à 7 maximum par niveau

■ **6 NIVEAUX:** 3 débutants — 2 intermédiaires — 1 avancé

■ **PRATIQUE:** Emphase sur la conversation avec option de l'anglais des affaires

■ **Professeurs qualifiés d'expression anglaise**

■ **Frais de la session:** 180\$ tout compris — déductible du revenu imposable

Entrevue de classement sur rendez-vous seulement.
Inscription du 7 octobre au 12 octobre inclusivement

285-1401

CCFA C'EST PLUS DE

- 16 années d'expérience
- 12 000 étudiants et étudiantes
- aux employé(e)s de centaines de compagnies telles que:
LA PRESSE, The Montreal Gazette, Radio-Canada, Radio-Québec, Métro-Richelieu, Gaz Métropolitain, Bell Canada, Banque Royale, Protestant School Board of Greater Montreal, la CECM, Pratt & Whitney, etc.

Métro Place-des-Arts, sortie rue Bleury

CENTRE LINGUISTIQUE CCFA
DIVISION DE 2167-5087 QUÉBEC INC.

355, rue Sainte-Catherine ouest, suite 304
Reconnu par le ministère de l'Éducation
Permis no 749-844

Une question de mois!

**APPRENEZ VITE
L'INFORMATIQUE**

Cours de technicien:
9 mois seulement et vous savez travailler sur n'importe quel équipement même les micro-ordinateurs!

Cours de programmeur:
7 mois seulement et vous connaissez les langages d'ordinateur sur le bout des doigts!

Cours de bureautique:
4 mois seulement et les micro-ordinateurs et les appareils de traitement de textes n'ont plus de secret pour vous!

Cours de type professionnel, de niveau collégial.
N° de permis du Ministère de l'Éducation: 749747

GD

INSTITUT CONTROL DATA
Montréal • Ottawa • Toronto • Vancouver

Tour La Cité,
300 Léo Pariseau,
suite 400
Montréal
H2W 2N1

285-8585

CIAMM

L'INFORMATIQUE PAR LA PRATIQUE

Cours du soir

- Cours intensifs basés sur des exercices pratiques
- Une personne par micro-ordinateur
- Maximum, 8 personnes par groupe

5 SOIRS: 100\$ LOTUS 1-2-3: Cours: — de base — avancé d BASE III: Cours: — de base — avancé SYMPHONY: Cours: — avancé	7 SOIRS: 150\$ SYMPHONY: Cours: — de base Word Perfect	10 SOIRS: 200\$ MultiMate ÉDITEXTE Word Star 2000 +
--	---	--

Cours débutant toutes les semaines.

Centre d'informatique appliquée du Montréal métropolitain

Au métro Longueuil

Pour informations et inscriptions: **679-0671**

 **HORLOGERIE, BIJOUTERIE,
QUARTZ, CIRE PERDUE
PAR CORRESPONDANCE**
Dépliants gratuits
Permis no 749659

INSTITUT D'HORLOGERIE DU CANADA LTÉE
1012 est. rue Mont-Royal, Montréal H2J 1X6
Tel. : 523-7623

SUCCÈS?

**AMÉLIOREZ
VOTRE
SITUATION PRÉSENTE**

**12 et 13 octobre 1985
9h à 18h**

Objectifs: planifier le temps et vos projets de façon à obtenir des résultats concrets.

Limite des participants: 40

Renseignements et inscriptions:

CENTRE PLANIFICATION ENR.

655-0675

« Le capital humain est la grande richesse d'une entreprise »

— ROGER D. LANDRY

La gestion des ressources humaines fait partie de la gestion tout court, et elle en est même probablement la partie principale, estime le président et éditeur de LA PRESSE, Roger Landry.

Il faut se dire et se répéter que le capital humain est la première, la grande richesse d'une entreprise, a précisé celui-ci dans une allocution prononcée hier au Grand Hôtel (autrefois le Régence Hyatt) à une assemblée de spécialistes de ces questions, le Regroupement des directeurs de ressources humaines des hôpitaux de l'île de Montréal et de la région nord de Montréal.

Pour le PDG, une saine gestion des ressources humaines comporte trois facettes.

La première est le respect des gens, des « collaborateurs », qui n'est pas la responsabilité exclusive du service du personnel, mais, bien au contraire, de « tous les services, et surtout, de la haute direction ».

De façon pratique, cela signifie que les cadres doivent avoir de véritables relations — personnelles — avec l'ensemble de leurs subordonnés, et que l'entreprise

a le devoir de se préoccuper du bien-être des hommes et des femmes qui y travaillent, a-t-il dit en substance.

« J'ai essayé de m'inspirer de cette philosophie à LA PRESSE », a-t-il ajouté, citant, au nombre des réalisations du quotidien, le bulletin interne, les sommes énormes affectées aux travaux d'amélioration des lieux et aux nouveaux équipements (rénovations, ravalement — nettoyage au jet de sable — de l'édifice de la rue Saint-Jacques, construction de la terrasse sur le toit et du gymnase, etc.).

L'information, elle, doit à ses yeux circuler « dans les deux sens, c'est-à-dire aussi bien de bas en haut que de haut en bas ».

« Bien des malaises, susceptibles de dégénérer en de rudes affrontements, pourraient être évités si on se parlait », a-t-il dit. Même chose pour la mauvaise humeur, la morosité, dues souvent à l'ignorance, par le personnel, des objectifs et des politiques de l'entreprise.

« L'entreprise a toujours intérêt à donner l'heure juste à ceux qui sont à son service ».

Inversement, selon lui, elle ne peut que profiter de la création de mécanismes permettant au personnel de faire connaître ses doléances.

Enfin, pour ce qui est de l'exemple que doivent donner les cadres, « ma pensée est très simple, a-t-il dit. Comment veut-on que l'ensemble des employés soient motivés, qu'ils fassent preuve de dévouement envers l'entreprise, si les cadres, si la haute direction font preuve de tiédeur et de nonchalance ? »

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE PROGRAMMATION NEURO LINGUISTIQUE

Formation de praticien en PNL

Équivalence USA

Formation spéciale pour personnes éloignées

Soirées d'informations gratuites tous les jeudis à 19 heures.

Au Centre Omega, 415, Saint-Gabriel, Vieux Montréal

Tél.: (514) 876-4090

APPRENEZ LA TENUE DE LIVRES EN 4 SEMAINES SEULEMENT

VOUS GAGNEREZ SÛREMENT PLUS EN TANT QUE TENEUR DE LIVRES

Comptabilité pratique enseignée par des comptables agréés. Choix des classes matin, soir, samedi.

Aussi nouveau cours de Tenue de livres sur micro-ordinateur!

Leçon d'introduction GRATUITE
Service de placement GRATUIT

ÉCOLE COMMERCIALE LONDON
Établie depuis 1970 Permis no 749767
733-5217 ou 733-8261

ACUPUNCTEURS

Réunion générale du regroupement des acupuncteurs du Québec.

SUJET: * réunion du 18 septembre 1985 avec les ministres Chénier et Bérubé
* stratégies à mettre au point pour le regroupement des acupuncteurs.

DATE: le dimanche 6 octobre 1985 de midi (12h) à 16h.

ENDROIT: Polyvalente Lucien Pagé 8200, boul. Saint-Laurent Montréal 382-5930

L'HÔTEL DES ENFANTS DE MONTRÉAL
4521, boul. St-Laurent, Montréal H2T 1R2
Remercie sa clientèle

Secrétaire de Dame par J.F. OEBEN (épouse Louis XV) Vendu 70000\$ le 29 sept. 1985

AUTRES RÉSULTATS
Un BUREAU PLAT, d'époque Louis XV: 40000\$. Un Tableau de H. et C. BEAUBRUN: 15000\$. Record mondial pour une COMMODE ART DECO de Clément More: 12000\$. Une PENDULE d'époque Louis XVI: 11500\$. La table d'oreiller de mariage de l'impératrice Joséphine (épouse de Napoléon): 3600\$.

VENTES AUX ENCHÈRES HEBDOMADAIRES
Tous les mardis soirs à 19h

VENTES AUX ENCHÈRES CATALOGUÉES
Tous les mois
Avec l'assistance des meilleurs Experts Canadiens et Européens dans chaque spécialité

VENTES AUX ENCHÈRES DE DOCUMENTS ANCIENS LIVRES, GRAVURES, COLLECTABLES, ETC.
Chaque deuxième jeudi du mois

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 12h à 18h pour des ESTIMATIONS GRATUITES de vos meubles, tableaux, antiquités et objets d'art.

Garanties légales d'authenticité aux acquéreurs

Successions, Inventaires, Partages et Services spéciaux pour Trusts, Notaires et Avocats
legor de Saint Hippolyte, Commissaire-Priseur
RENSEIGNEMENTS (514) 849-2505 et 849-6864

ABINOVE inc. QUALITÉ COMPÉTENCE ET SOLVABILITÉ

ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EN RENOVATION

15 ANS D'EXPÉRIENCE

- AGRANDISSEMENT DE MAISON
- SALLE DE BAINS
- CUISINE
- SOUS-SOL
- FENÊTRES (bois ou aluminium)

POURQUOI VENDRE VOTRE MAISON?
Une pièce supplémentaire peut être la solution.

PLANIFICATION ET ESTIMATION GRATUITE

En pin, en cèdre, en pin recouvert d'aluminium blanc ou brun, en cèdre recouvert d'aluminium blanc ou brun. Aussi à votre disposition une gamme complète de portes et fenêtres.

328-1531 permis 2169-0334

DU LUNDI AU VENDREDI DE 9h à 17h

Aux Éditions La Presse

BERNARD SAINT-AUBIN

LOUIS RIEL

Un destin tragique

320 pages.

À l'occasion du centenaire de son exécution, Les Éditions La Presse publient, sous la signature de Bernard Saint-Aubin, une nouvelle biographie du chef méti qui apporte des éclaircissements sur bien des points avec lesquels le public francophone n'est pas familier. C'est donc un ouvrage original, appuyé sur une abondante documentation, qui a réalisé Bernard Saint-Aubin, déjà auteur de deux autres biographies remarquables, Duplessis et son époque et King et son époque, toutes deux également publiées aux Éditions La Presse.

Qui était Riel? Un saint ou un illuminé? Un révolutionnaire ou un visionnaire? Quelles forces, quelles influences ont guidé sa vie? C'est ce que Bernard Saint-Aubin retrace dans LOUIS RIEL, un destin tragique: un document pour l'histoire et pour la mémoire.

EN VENTE PARTOUT

COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE Service rapide et efficace 285-6984

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION

505

Veuillez me faire parvenir (1 exemplaire) de « LOUIS RIEL » au prix de 14,95\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et de maintenance.

Je suis abonné(e) à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir (1 exemplaire) de « LOUIS RIEL » au prix de 11,95\$ l'exemplaire, plus 1\$ de frais de poste et de maintenance.

No d'abonné(e)

À retourner aux: Éditions La Presse, Ltée 44, rue Saint-Antoine ouest, Montréal, Québec H2Y 1J5

NOM

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

TEL.

TOTAL ci-joint

(Plus \$1 pour frais de poste et de maintenance)

Prière de noter que les échanges et remboursements ne sont pas acceptés.

IMPORTANT: Joindre à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement:

M CARD no

VISA no

LA SURVIE DANS L'ÉTERNITÉ

Devenez votre propre maître et accélérez considérablement les étapes des réalisations qui vous sont destinées.

Conférences d'information (entrée libre):
DIMANCHE 6 OCTOBRE 10 h et 14 h
LUNDI 7 OCTOBRE ET MARDI 8 OCTOBRE 20 h

CERCLE DES AMITIÉS SPIRITUELLES
7205, rue Saint-Denis (métro Jean-Talon)

PARLEZ ANGLAIS à NOËL

L'anglais et l'enfant
conversation pratique de tous les jours

Qui? enfants âgés de 7 à 12 ans
Quand? à raison d'une heure par sem.
Session: 2 novembre au 21 décembre

L'anglais et l'adulte

Qui? — adultes 18 ans et plus
— débutants au niveau de la conversation

Quand? 1 heure par semaine — jour ou soir

Pas de devoir, pas de leçon, seulement de la conversation.

Renseignements: 254-7596 Écoles: Laval et Montréal Permis 749769

VISEZ L'EXCELLENCE
APPRENEZ L'ANGLAIS

À L'ACADÉMIE

LA SEULE INSTITUTION AU QUÉBEC VOUS GARANTISSANT UN COURS COMPLET AVEC MÉTHODE EFFICACE DE GRAMMAIRE ET/OU CONVERSATION

NIVEAU I À VI + LA PRÉPARATION DU TOEFL

NECESSAIRE POUR TOUTES PERSONNES DESIRANT SUIVRE DES ÉTUDES UNIVERSITAIRES EN ANGLAIS

AUX PRESTATAIRES D'ASSURANCE-CHÔMAGE

* PROLONGATION POSSIBLE DES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE ALLANT JUSQU'À 26 SEMAINES DANS CERTAINS CAS *

25 HEURES PAR SEMAINE DU LUNDI AU VENDREDI LE MATIN OU L'APRÈS-MIDI

* 200\$ DE L'HEURE — DÉDUCTIBLE DU REVENU IMPOSABLE

Inscription du 7 au 15 octobre

SANS AUCUNS FRAIS Séance d'information, test de classement, inscription et documents répondant aux critères du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

L'ACADÉMIE EST ACCRÉDITÉE ET OFFRE DES COURS À DES PERSONNES PROVENANT: Des Centres d'emploi et d'immigration du Canada • Des Centres d'emploi pour exécutifs et professionnels • Des Centres d'emploi et d'immigration du Québec • De la Commission d'assurance-chômage du Canada • De la Commission de la santé et sécurité du travail au Québec • Et de nombreuses sociétés commerciales et industrielles.

Reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec Permis no 749877

QUAND LA QUALITÉ EST DE RIGUEUR TÉLÉPHONEZ: **521-5722**

L'Académie

DE CONVERSATION FRANÇAISE ET ANGLAISE

822, rue Sherbrooke est 4e étage
Montréal, Québec H2L 1K4

FIERTÉ ET HONNEUR

LE CLUB QUART DE SIÈCLE
de la Brasserie O'Keefe est fier et honoré
d'accueillir 12 nouveaux membres.

Ce soir en la salle de bal de l'hôtel Bonaventure ils rejoindront un club qui compte déjà plus de 617 membres.

À tous, la Brasserie O'Keefe tient à dire publiquement merci pour votre dévouement et votre confiance ainsi que pour votre travail incessant. Bienvenue donc à:

RÉGINALD BOUILLON,
Service des ventes, Rimouski

LÉO LARIVIÈRE,
Service de l'expédition, Montréal

CLAUDE PROVOST,
Service énergie et réfrigération, Montréal

JEANNETTE CUERRIER,
Service du brassage, Montréal

ARMAND LEBEL,
Service du garage, Montréal

DONALD PRYDE,
Service de l'entretien, Montréal

GILLES DAVID,
Service de la promotion, Montréal

CLAUDE LEMAY,
Service du garage, Montréal

JACQUES ROBITAILLE,
Service des ventes, Québec

MARCEL DUBÉ,
Service de l'emouteillage, Montréal

JEAN-MARIE POITRAS,
Service des ventes, Trois-Rivières

CLAUDE VIGNEUX,
Service des ventes, Sherbrooke



BIFTECK OU RÔTI D'ALOYAU

Boeuf catégorie Canada "A"

7,23 \$/kg

3,28 \$/lb



BIFTECK DE SURLONGE

Boeuf catégorie Canada "A"

6,13 \$/kg

2,78 \$/lb

**ÉPAULE DE PORC
FUMÉE**
GENRE PICNIC
LAFLEUR

2,40 \$/kg **1,09** \$/lb

**JEUNES DINDES
SURGELÉES**

Catégorie Canada "A"

3 à 8 kg

**MARQUES
POPULAIRES**

3,04 \$/kg **1,38** \$/lb

**GIGOT D'AGNEAU
SURGELÉ**

CRYOVAC

Produit de
Nouvelle-Zélande

4,37 \$/kg **1,98** \$/lb

**CÔTELETTES DE LONGE
D'AGNEAU**

Surgelées

CRYOVAC

Produit de
Nouvelle-Zélande

7,01 \$/kg **3,18** \$/lb

Prix en vigueur du lundi 7 octobre
au samedi 12 octobre 1985. Nous nous réservons
le droit de limiter les quantités. Pas de vente
aux marchands. Le texte prévaut sur la photo
lorsque celle-ci ne correspond pas à la description
du produit annoncé.



Boniprix



Beau temps, mauvais temps... On a l'air de vous satisfaire



454 g

GARDER AU RÉFÉRICATEUR

BEURRE



454 g

GARDER AU RÉFÉRICATEUR

BEURRE

BEURRE
Canada 1
IGA
Format 454 g

1,99



pois verts



maïs en crème

**POIS VERTS
OU MAÏS EN CRÈME**
Canada de choix
IGA
Boîte 284 mL

4,100



**CAFÉ
INSTANTANÉ**
Ordinaire (227 g),
décaféiné (170 g)
**MAXWELL
HOUSE**

4,49

Pot



**KETCHUP
AUX TOMATES
IGA**
Bout. 575 mL

1,39



**SOUPE
AUX TOMATES
SOUPE
AUX LÉGUMES**

3,100

Boîte 284 mL



**CAFÉ
MOULU
MAXWELL
HOUSE**
Format 369 g

2,99



**MARGARINE
MOLE
LACTANTIA**
Bol 907 g

1,79



**ABRICOTS
EN MOITIÉS
Catégorie de choix
PLUME ROUGE**
Boîte 398 mL

2,100

Fruits et Légumes

Suite à des délais de livraison et/ou aux variations climatiques de certaines régions, des difficultés d'approvisionnement
en fruits et légumes peuvent survenir. Si cette situation devait se produire, votre marchand IGA veillerait à ce que chacun
de ses clients soit entièrement satisfait.

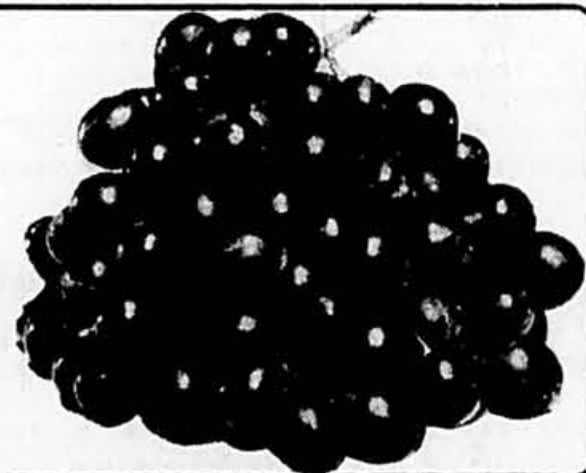


**PAMPLEMOUSSES
BLANCS**
Produit de la Floride
Grosneur 48

6,159

**RAISINS
ROUGES
EMPEREUR**
Produit de Californie
Canada no 1

1,74 \$/kg **79¢** /lb



LES DURAPRIX IGA

EN PLUS DE CES SUPERAUBAINES

les épiceries IGA ont réduit les prix sur les produits les plus en demande.
Vous les reconnaîtrez semaine après semaine en magasin, sous l'appellation
"LES DURAPRIX IGA".

**Un cahier publicitaire sera
distribué à votre domicile. Consultez
ses 16 pages débordantes
de nombreuses aubaines.**

(Si vous ne recevez pas ce cahier publicitaire, demandez-en un à votre marchand IGA)



*marque de certification d'IGA Canada Ltée

Boniprix

